Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis juridiques

124e année

22 février 1992
No 8

Québec

Gazette officielle du Québec

Partie 1
Avis juridiques

124e année
22 février 1992
No 8

Sommaire

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, Loi sur l'
Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Liquidation des compagnies, Loi sur la
Ministères, Avis concernant les
Office des professions du Québec
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Syndicats professionnels, Loi sur les
Vente par licitation
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

Dépôt légal — 1er trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 1991

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dahs une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication*

Le tarif de publication est de 0,70 $ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction*

Le tarif de traduction est de 20 $ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes*

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 $ la douzaine.

Prix à l'exemplaire*

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 $.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la Gazette officielle
1279, boul. Charest Ouest, 9e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 644-7795

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements*

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 $ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 $ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 $ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Service à la clientèle
Division des abonnements
C.P. 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7
Téléphone: (514) 948-1222

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

* Taxes non comprises

TABLE DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE, DE LA SÉCURITÉ DU REVENU ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC (*Entente*) 573
MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE, DE LA SÉCURITÉ DU REVENU ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC (*Entente*) 576
MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE, DE LA SÉCURITÉ DU REVENU ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (*Délégation*) 580
MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID (*Délégation*) 580

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DES BASQUES (*Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme*) 580
M.R.C. DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE (*Prolongation de délai pour permettre de délivrer des règlements d'urbanisme*) 580
MUNICIPALITÉ DE MISTASSINI (*Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme*) 581
MUNICIPALITÉ DE MONT-SAINT-PIERRE (*Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme*) 581
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-STANBRIDGE (*Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme*) 581
MUNICIPALITÉ DE ROCHEBEAUCOURT (*Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme*) 581
VILLE DE WATERLOO (*Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme*) 581
VILLE D'OUTREMONT (*Nouveau délai pour permettre de transmettre des règlements d'urbanisme*) 581

AVIS DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE LOUIS-FRÉCHETTE 581
CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (*Rachat d'obligations*) 582
ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE APÔTRES ET PROPHÈTES MONT HOREB (*L.P.*) 582
LA TOUR DE GARDE, SOCIÉTÉ DE BIBLES ET DE TRAITÉS (*L.P.*) 583
SOCIÉTÉ SAINT-PAUL (*L.P.*) 583
SUCCESSION ANDRÉ SIMARD (*Bénéfice d'inventaire*) 583
SUCCESSION FRANTZ BRÉVIL (*Bénéfice d'inventaire*) 583
SUCCESSION GUY SURPRENANT (*Bénéfice d'inventaire*) 583
SUCCESSION JACQUES BARIBEAU (*Bénéfice d'inventaire*) 584
SUCCESSION LINDA OUIMET (*Bénéfice d'inventaire*) 584
SUCCESSION LUCIEN FRIOLET (*Bénéfice d'inventaire*) 584
SUCCESSION LUCIEN FRIOLET (*Bénéfice d'inventaire*) 584
SUCCESSION MARC CHEVRIER (*Bénéfice d'inventaire*) 584
VILLE D'AYLMER (*Rachat d'obligations*) 585

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Alec Yavérian 585
Curtis Rogers 585
Dominique Ghislain Obomsawin 585
Dominique-Marie Noël 585
Joseph Yolland Robert Obomsawin 585
Lai Ching Linda Yu 586
Marie Brigitte Dominique Daigneault 586
Marie Germaine Hermine Bouffard 586
Marie Josée Obomsawin 586

DEMANDES

Anthony Hinds 586
Antonio Salvatore Giuseppe Carolo 586
Barbara Jodoin 586
Bernard Gilbert 586
Clarinda Saint-Pierre 587
Claudette Locas 587
France Blackburn 587
Gérard Tremblay 587
Giovanni Carlo Reginald Jr. Zlatich 587
Isabelle Tremblay-Boudreault 587
Jean Blanchard 587
Jeannine Vallée 587
Joanne Malenfant 587
Josée Dionne 588
Joseph-Arthur-Benoît Boulay 588
Joseph Robert Daniel Carbonneau 588
Joseph Victor Marius Marcel Fernand Fontaine 588
Liguori Audet 588
Lorain Vallée 588
Luigi Giuseppe Andrea Carolo 588
Marek Michal Wincenty Adamkiewicz 588
Marek Mierzejewski 588
Marie Chantal Johanne Bertiboni 589
Marie Laura Louise Ginette Bélanger 589
Marie Thérèse Lise Plante 589
Marie Yvonne Mariette Mathieu 589
Martin Skyrie 589
Paula-Andréa Diez 589
Perlanti Torossian 589
Richère Morin 589
Rita Calixte 589
Robert James Walsh 589
Robert Lacombe 590

Rosemarie Menkoff 590
Slobodan Braco Macesic 590
Tsehaye Teklehaimanot 590
Verna Cormier 590
Yolanda Anna Maria Carolo 590

COMPAGNIES (PARTIE I-A) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION 591

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION 613

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION 614

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION 615

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT RECTIFIÉ/COMPLÉTÉ 622

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES

CLUB DU CONDOR INC. (*L.P.*) 623

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES 626

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE (ARTICLE 21)

COMITÉ COORDINATION LOISIRS PAROISSIAUX DE SHAWINIGAN INC. (*Erratum*) 706

DISSOLUTION — DEMANDES DE

1297-4929 QUÉBEC INC. 627
2321-5502 QUÉBEC INC. 627
2345-3398 QUÉBEC INC. 627
2426-3337 QUÉBEC INC. 627
2543-3103 QUÉBEC INC. 628
2641-0100 QUÉBEC INC. 628
2740-2700 QUÉBEC INC. 628
2860-8073 QUÉBEC INC. 628
2862-8899 QUÉBEC INC. 628
2862-8907 QUÉBEC INC. 628
2862-8915 QUÉBEC INC. 628
2862-8923 QUÉBEC INC. 628
ANSELME PAQUET INC. 628
ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES D'AÉRONEFS DE LA RÉGION DE LA SARRE 628
AUTO ELECTRIC ASSOCIATES INC. 629
CENTRE DE DANSE LANAUDIÈRE 629
CENTRE ÉDUCATIF « LE SEMEUR » 629
CHENIL C.G.R. INC. 629
CLANCY HOLDINGS INC. 631
CONSTRUCTION ARBOUR & FORGET INC. 629
DELECT-ART INC. 629
DE SALABERRY ESTATES INC. 633
DISTRIBUTIONS LAUBER INC. 629
ÉGLISE BAPTISTE ÉVANGÉLIQUE DU BERGER 629
ENTREPRENARIAT JEUNESSE DES MOULINS 629
EXCAVATIONS HÉBERT, LADOUCEUR INC. 629
EXPLORATIONS GOLD FINCH INC. 630
FONDATION COMMUNAUTAIRE DE LA POPULATION DE BEAUCEVILLE INC. 630
FONDS COMMUNAUTAIRE D'INITIATIVE À L'EMPLOI NORMANDIE INC. 630
GALA DE LA FIERTÉ INC. 630
GARAGE FRANÇOIS DESFOSSÉES INC. 630
GÉRARD MONTPETIT INC. 630
GESTION B.R.L.L. INC. 630
GESTION DAMIEN RUEST INC. 630
GESTION FRA-MIL INC. 630
HEITNER INDUSTRIES INC. 632
HYDRAULITECH INC. 631
INFO SYSTÈME PROTEC LTÉE 631
INVESTISSEMENTS CLANCY INC. 631
J.J. MAROIS INC. 631
LACHARITÉ, ST-ONGE ASSURANCE INC. 631
LÉOPOLD BOMBARDIER LTÉE 631
LES ALIMENTS COBI DU QUÉBEC INC. 631
LES AMIS DE MA MAISON INC. 631
LES CONSTRUCTIONS D.W. INC. 631
LES ENTREPRISES LEMAY INC. 631
LES ENTREPRISES SAMSON INC. 632
LES EXPERTS-CONSEILS MICHEL LESAGE INC. 632
LES IMMEUBLES LISE ET PAULINE INC. 632
LES INDUSTRIES HEITNER INC. 632
LES INVESTISSEMENTS WHYTE INC. 632
LES PLACEMENTS CODAM INC. 632
LES PRODUCTIONS V.I.P. (COMMUNICATIONS AUDIOVISUELLES D'ENTREPRISES) (1986) INC. 632
LES SERVICES DE POPOTES ROULANTES ET REPAS COMMUNAUTAIRES BÉNÉVOLES DE MONTRÉAL INC. 632
LES VÊTEMENTS DIMONTE & FILS LTÉE 632
LIBRE-SERVICE DIANE OUIMET INC. 632
L'IL ANGEL INC. 633
L.J. DOWNEY & ASSOCIÉS INC. 633
LOUIS BROCHU MARCHÉ AUX PUCES INC. 633
MYCOTEC INC. 633
PLACEMENTS RO INC. 633
PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NORMÉTAL INC. 633
PROPRIÉTÉS DE SALABERRY INC. 633
QUINCAILLERIE G.R.P. INC. 633
RENÉ BELLEMARE LTÉE 633
RESSOURCES MINIÈRES ANDROMÈDE INC. 634
RESTAURANT LE FRANCFORT INC. 634
SAMSON ENTERPRISES INC. 632
SATURNE V COMMUNICATIONS INC. 634
TECHNIQUE TRANSPORT INC. 634
TRANSPORT YVES GUAY INC. 634
TYPART INC. 634
URBAIN HOULE CONSTRUCTION INC. 634

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

CHANGEMENTS 634

PERMIS DE FAIRE AFFAIRES (PERMIS INITIAL) 636

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE (ARTICLE 1879 DU CODE CIVIL)

LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE REGAZ 1992 636
REGAZ 1992 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP 636

CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AMÉRICANA CÔTE ST-LUC 636
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VILLA CHOISY 637
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES HALLES DE GRANBY 637

DISSOLUTION

CINAR FILMS XVII AND COMPANY, LIMITED 706
LES FILMS CINAR XVII, SOICÉTÉ EN COMMANDITE 706
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ASKA II 706
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE «THE PIANIST» 706

FORMATION

4333 STE-CATHERINE PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED 637
BLOUIN COULOMBE DUBE THOMPSON; COMPANY LIMITED 637
BLOUIN COULOMBE DUBE THOMPSON; SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 637
GID AND COMPANY, LIMITED 637
GID, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 637
GROUPE LACTEL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 637
LE DOMAINE DU LAC MAC GRAY, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 638
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 4333 STE-CATHERINE 637
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE LA CITIÈRE 638

REMPLACEMENT D'UN COMMANDITÉ

1257 GUY PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED 638
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AMÉRICANA CÔTE ST-LUC 638
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VILLA CHOISY 639
PENTURST INVESTMENTS & COMPANY, LIMITED 638
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1257 GUY 638
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INVESTISSEMENTS PENTRUST & COMPAGNIE, LIMITÉE 638
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES HALLES DE GRANBY 638
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LORD BERRI 638
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIMONT DEUX MILLES 639

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA

2843-0460 QUÉBEC INC. (*Avec des liquidateurs nommés*) 639
FINANCIÈRE SSQ INC. (*Avec des liquidateurs nommés*) 639
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE SSQ INC. (*Avec des liquidateurs nommés*) 639

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES MUNICIPALES

MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE (*Annexion*) 639
MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-MONTS (*Annexion*) 639
PAROISSE DE SAINTE-PHILOMÈNE-DE-FORTIERVILLE (*Annexion*) 640
RÉGIE INTERMUNICIPALE (DÉCHETS) DE LA RÉGION DE DRUMMOND (*Dissolution*) 640
VILLAGE DE FORTIERVILLE (*Annexion*) 640

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

HÉLÈNE LAMONTAGNE, MÉDECIN (*Limitation permanente*) 641
PIERRE BARBE, NOTAIRE (*Radiation permanente*) 641

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN

CLUB DE CURLING DE MONTRÉAL OUEST INC. 641
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES DÉCHETS DE LA RÉGION MASKOUTAINE 641
VILLE DE DONNACONA 642

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

DISSOLUTION ÉVENTUELLE DE CORPORATIONS — AVIS DE 642

SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS DE VAUDREUIL INC. (*Changement de nom*) 688
SYNDICAT DES AGRICULTRICES DE VAL-JEAN (*Formation*) 688
UNION DES INVENTEURS DU QUÉBEC (U.N.I.Q.) (*Formation*) 689

VENTE PAR LICITATION

BEAUBIEN *ET AL.* c. AUGER 689

VENTES PAR SHÉRIF

BEAUCE

CAISSE POPULAIRE LAC ETCHEMIN c. ALBANIE VIENNEAU *ET AL.* 689

BEAUHARNOIS

CAISSE POPULAIRE ORMSTOWN c. BURTON 690

BEDFORD

CAISSE POPULAIRE DE GRANBY c. PARENT 691
CAISSE POPULAIRE DE GRANBY c. PARENT 691

GASPÉ

BANQUE TORONTO-DOMINION c. BOURGET 692
COMPAGNIE TRUST ROYAL c. LARRIVÉE *ET AL.* 692

HULL

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. MILLETTE *ET AL.* 692
BANQUE ROYALE DU CANADA c. SARAZIN 693
CAISSE POPULAIRE SACRÉ-COEUR DE HULL c. 155372 CANADA INC. *ET AL.* 693
CAISSE POPULAIRE SACRÉ-COEUR DE HULL c. 155372 CANADA INC. *ET AL.* 694
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE GRACEFIELD c. NICHOLAS 694
VILLE DE THURSO c. HÉRITIERS À LA SUCCESSION DE FEU RENÉ LABELLE 695
VILLE DE THURSO c. PRÉVOST DALLAIRE *ET AL.* 695
VILLE DE THURSO c. VARIN 695

JOLIETTE

CAISSE POPULAIRE PONTMAIN c. PIERRE LOUIS TRUDEAU, GESTION JURIFOR INC. *ET AL.* 696
D.I. DESIGN AND DEVELOPMENT CONSULTANTS LIMITED c. 166212 CANADA INC. *ET AL.* 697
JEAN RIOPEL INC. c. BURNETT 697
LES IMMEUBLES AHUNTSIC REALTIES INC. c. SAAVEDRA *ET AL.* 697
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZÉNON c. LEPAGE 698

LABELLE

MUNICIPALITÉ DE DELÉAGE c. MERCIER 698
VILLE DE MANIWAKI c. MERCIER 699

MONTRÉAL

BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE c. DESMARAIS *ET AL.* 699
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA c. ALTHOT 699
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA c. VENDETTE *ET AL.* 700
BANQUE NATIONALE DE GRÈCE c. IMMEUBLES MILLE-ÎLES INC. *ET AL.* 700
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. CLOUTIER 700
COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST c. SINGER *ET AL.* (*Erratum*) 706
COMPAGNIE TRUST ROYAL c. LE GROUPE IMMOBILIER LEBIRE INC. 701
LA SOCIÉTÉ CANADA TRUST c. 145071 CANADA INC. 701

QUÉBEC

COMPAGNIE MONTRÉAL TUST c. COLLINS *ET AL.* 702
MUNICIPALITÉ DE LAC-SAINT-CHARLES c. GESTION G. NOLIN INC. 702
POISSANT THIBEAULT-PEAT MARWICK THORNE ET ASS. c. CENTRE DE NEIGE L'ÉPERON INC. 702

RIMOUSKI

COMPAGNIE TRUST ROYAL c. GAGNÉ *ET AL.* 703
COMPAGNIE TRUST ROYAL c. GAGNÉ *ET AL.* 703

TROIS-RIVIÈRES

CAISSE POPULAIRE DE TROIS-RIVIÈRES c. 2734-5768 QUÉBEC INC. *ET AL.* 704
VILLE DE NICOLET c. HENRI VALLIÈRES INC. 704
VILLE DE NICOLET c. MONTEMBEAULT 704

VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION

M.R.C. DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU 705
M.R.C. DES MOULINS 705
M.R.C. DE TÉMISCOUATA 705
VILLE DE BUCKINGHAM 705
VILLE DE NEW RICHMOND 705

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'

Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la Régie des rentes du Québec

Prenez avis qu'une entente concernant les articles 229 à 231 de la Loi sur le régime de rentes du Québec entre le ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la Régie des rentes du Québec a été déposée à l'Assemblée nationale conformément à l'article 70 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

Entente concernant les articles 229 à 231 de la Loi sur le régime de rentes du Québec

entre

le ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle

et

la Régie des rentes du Québec

Entente concernant les articles 229 à 231 de la Loi sur le régime de rentes du Québec

entre

le ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle représenté par monsieur Jean Pronovost, sous-ministre, dûment autorisé, ci-après appelé le « Ministère »

et

la Régie des rentes du Québec, représentée par monsieur Claude Legault, président-directeur général et monsieur Guy Lachance, secrétaire, dûment autorisés, ci-après appelé la « Régie »

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de permettre au Ministère de communiquer à la Régie des renseignements nominatifs afin que celle-ci puisse remplir ses obligations de vérification à l'éligibilité des réclamations reliées à son obligation de rembourser le Ministère pour les droits acquis prévus aux articles 229 à 231 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9).

2. RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS

2.1 Le Ministère transmet à la Régie, pour tous les prestataires de la sécurité du revenu visés à l'article 231 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, les renseignements suivants:

a) le nom et le prénom de l'adulte requérant;
b) le nom à la naissance;
c) la date de naissance;
d) l'adresse;
e) le numéro d'assurance-sociale de l'adulte requérant;
f) le barème des besoins en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu pour l'adulte requérant et pour chacun des enfants à charge;
g) le montant de la réclamation;
h) la date de facturation;
i) le code permanent.

2.2 La Régie effectue une comparaison des renseignements transmis par le Ministère avec son Fichier régime de rentes et, s'il est constaté que le prestataire de la sécurité du revenu reçoit des prestations de la Régie, celle-ci communique au Ministère les renseignements suivants selon la procédure prévue au protocole d'entente sur les échanges de renseignements relativement à la Loi sur la sécurité du revenu intervenu entre les parties:

a) le type de prestation;
b) le montant brut de la prestation;
c) le montant du chèque émis;
d) la date du début de la prestation.

2.3 Suite à la transmission des renseignements décrits à l'article 2.2, la facture du Ministère est réduite en conséquence.

2.4 Les renseignements transmis par le Ministère proviennent du Fichier de la sécurité du revenu.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Mécanismes d'accès

3.1.1 La Régie accède aux renseignements par supports magnétiques.

3.1.2 La Régie accède aux renseignements une fois par mois.

3.1.3 Les supports magnétiques sont transmis par transporteur sécuritaire.

3.1.4 La disposition des données communiquées sur le support magnétique doit respecter le format prescrit par la partie qui reçoit ces données.

4. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA RÉCEPTION DE RENSEIGNEMENTS

Chaque partie reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont fournis par son cocontractant et s'engage à:

4.1 Confidentialité

Ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ses employés ou mandataires et seulement dans la mesure où l'exercice des fonctions de ces derniers le requiert.

4.2 Sécurité

Veiller à ce que les personnes non autorisées ne puissent accéder à ces renseignements en appliquant les mesures de sécurité prévues dans l'Annexe. À cette fin, sont considérées personnes autorisées à accéder aux renseignements, les personnes ou catégories de personnes mentionnées dans l'Annexe.

4.3 Frais administratifs

Assumer les frais qu'elle encourt pour l'application de la présente entente.

4.4 Responsabilité

Prendre fait et cause pour l'«émetteur» si une poursuite était dirigée contre ce dernier en raison d'un acte ou d'une omission qui serait imputable au «receveur», par son fait, celui de ses préposés ou de ses mandataires.

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

Chaque partie, lorsqu'elle transmet des renseignements à son cocontractant, s'engage à:

5.1 Accès aux renseignements

Maintenir opérationnels les mécanismes d'accès dont elle a le contrôle, sauf pour les périodes d'entretien ou pour toute autre raison indépendante de sa volonté.

5.2 Exactitude des renseignements

Transmettre une copie fidèle des renseignements, mais elle ne garantit toutefois pas l'exactitude des renseignements. Le cocontractant qui accède aux renseignements convient que celui qui les lui fournit ne peut, en aucun cas, être tenu responsable des dommages résultant de la transmission ou de l'utilisation d'un renseignement inexact ou incomplet.

5.3 Changements

Prévenir son cocontractant dans des délais raisonnables, de tout changement susceptible d'avoir une répercussion sur la présente entente.

6. RÉSILIATION

6.1 Pour cause

Chaque partie peut en tout temps résilier, pour cause, la présente entente au moyen d'un avis expédié à son cocontractant par courrier recommandé ou certifié, avis indiquant les motifs et fixant la date de prise d'effet de la résiliation, laquelle toutefois ne pourra être inférieure à 90 jours de la date de l'avis. La partie qui résilie ainsi l'entente ne peut en aucun cas être tenue de payer des dommages-intérêts ou autre compensation à son cocontractant.

6.2 Révocation par le gouvernement du Québec

Conformément à la Loi, le gouvernement du Québec peut révoquer la présente entente; telle révocation comporte résiliation automatique de la présente entente à la date du décret du gouvernement, sans que les parties ou l'une d'elles ne soient tenues de payer aucun dommage-intérêt ou autre compensation au cocontractant.

6.3 Ordonnance de la Commission d'accès à l'information

La présente entente est automatiquement résiliée lorsque la Commission ordonne la destruction de tous les renseignements mentionnés à la clause 2. Dans ce cas, la partie visée par l'ordonnance en adresse copie à son cocontractant et l'informe de la date de la destruction qui devient aux fins des présentes, la date de résiliation.

En cas de destruction de certains renseignements seulement, l'entente continue d'avoir effet pour les renseignements non détruits. La partie qui recevait les renseignements visés par l'ordonnance peut toutefois mettre fin à l'entente en adressant un avis décrit au cocontractant. Cet avis doit être envoyé par courrier certifié ou recommandé et il fixe la date de prise d'effet de la résiliation, laquelle toutefois, ne peut être inférieure à 15 jours de la date de l'avis.

Aucune des parties ne peut être tenue de payer des dommages-intérêts ou autre compensation à son cocontractant.

7. DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 Personnes responsables

Pour le Ministère: Le secrétaire général du Ministère.

Pour la Régie: Le secrétaire de la Régie.

7.2 Avis d'adresse

Tout avis ou courrier relatif à la présente entente doit être expédié aux adresses suivantes:

Régie des rentes du Québec, 2635, rue Hochelaga, 5e étage, Porte 501, Sainte-Foy (Québec) G1V 4T3

Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, 425, rue Saint-Amable, 4e étage, Québec (Québec) G1R 4Z1

7.3 Annexe

L'annexe fait partie de la présente entente.

8. DISPOSITIONS FINALES

8.1 Durée

La présente entente est d'une durée d'un an à compter de son entrée en vigueur.

Cette entente se renouvelle annuellement par tacite reconduction à moins qu'une des parties n'adresse un avis écrit contraire à son cocontractant, au plus tard 90 jours avant la date d'échéance annuelle.

8.2 Entrée en vigueur

Conformément à la Loi, la présente entente entrera en vigueur à la date de son approbation par la Commission d'accès à l'information.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé

et de la Formation professionnelle

JEAN PRONOVOST

à Sainte-Foy, ce 22e jour de mai 1991.

La Régie des rentes du Québec

CLAUDE LEGAULT

ANNEXE

MESURES DE SÉCURITÉ SUR LA TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

1- SÉCURITÉ

Le Ministère a prévu les mesures de sécurité suivantes pour l'accès aux informations transmises par la Régie :

a) les mesures de sécurité en vigueur au sein du Ministère assurent la préservation, l'intégrité et la confidentialité des renseignements communiqués par la Commission et, notamment, en limitent l'accès à ses employés concernés dans l'exercice de leurs fonctions ;

b) les supports magnétiques sont conservés dans la salle des ordinateurs qui est protégée par un gardien et un système carte-clef ;

c) l'accès aux renseignements inscrits au fichier des données du dossier hébergement est limité par un code identificateur permanent attribué spécifiquement à chaque opérateur(trice) autorisé(e) à travailler sur un terminal et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chaque opérateur(trice) s'attribue pour une durée maximum de trente (30) jours. Ce mot de passe n'est connu que de cet opérateur(trice) et peut être changé tous les jours à son gré. Il est aussi limité par un code spécifique pour chaque centre Travail-Québec ;

d) lorsque les renseignements reçus de la Régie sont transmis au personnel du Réseau, chaque centre Travail-Québec et chaque direction régionale ne reçoit que les renseignements propres à l'administration de son territoire ;

e) les documents écrits sur lesquels apparaissent des renseignements transmis par la Régie sont soumis aux procédures de gestion des documents en vigueur au Ministère.

La Régie a prévu les mesures de sécurité suivantes pour l'accès aux informations transmises par le Ministère :

— Le support magnétique reçu du Ministère sera déposé à la magnétothèque de la Régie où seul le personnel autorisé a accès et dont l'entrée est protégée par un système électronique.

— Le logiciel de sécurité employé à la Régie est utilisé pour limiter l'accès au support magnétique au personnel autorisé à cet égard.

— L'accès au Fichier régime de rentes de la Régie est limité aux seules personnes autorisées par un système de code d'accès individualisé.

— Les listes, rapports ou autres documents à caractère nominatif résultant d'un traitement informatique seront produits, distribués et conservés de façon à en limiter l'accès aux employés visés à l'article 3 de la présente annexe.

2- CONSERVATION

La Régie s'engage à conserver durant la période des travaux nécessaires à la comparaison de fichiers prévue à l'article 2.2 la liste provenant du Ministère, conformément à sa politique de sécurité informatique.

3- TRANSMISSION

Le registre tenu par les parties indique :

Pour les expéditions :

a) la date des expéditions des supports magnétiques ;

b) le nombre de supports et le numéro de supports expédiés ;

c) le nombre de cas transmis lors d'un même envoi ;

d) la date de retour des supports magnétiques ;

e) les nom, titre, fonction et adresse de la personne qui a expédié les supports magnétiques ;

f) les nom, titre, fonction et adresse de la personne à qui les supports magnétiques ont été transmis ;

g) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a effectué le transport des supports magnétiques.

Pour les réceptions :

a) la date de la réception des supports magnétiques ;

b) les nom, titre, fonction et adresse de la personne qui a reçu les supports magnétiques ;

c) les nom, titre, fonction et adresse de la personne qui a expédié les supports magnétiques ;

d) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a effectué le transport des supports magnétiques.

Les personnes autorisées à demander ou à transmettre sur support informatique les renseignements prévus à la section 2 concernant la comparaison de fichiers sont :

a) pour le Ministère :

— le directeur du traitement de l'information ;
— le directeur des opérations financières ;
— le directeur général des ressources informationnelles.

b) pour la Régie:

— le directeur du support aux opérations.

3498

Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la Société de l'assurance automobile du Québec

Prenez avis qu'une entente sur les échanges de renseignements relativement à la Loi sur la sécurité du revenu entre le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la Société de l'assurance automobile du Québec a été déposée à l'Assemblée nationale conformément à l'article 70 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

Entente sur les échanges de renseignements relativement à la Loi sur la sécurité du revenu

entre

le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle

et

la Société de l'assurance automobile du Québec

Entente en vertu des articles 67 et 68.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chap. A-2.1)

entre

le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, représenté par monsieur Jean Pronovost, sous-ministre, dûment autorisé, ci-après appelé « le ministère »;

et

la Société de l'assurance automobile du Québec, représentée par monsieur Jean-P. Vézina, président-directeur général, dûment autorisé, ci-après appelée « la Société ».

ATTENDU QUE les parties ont conclu une entente pour la communication de renseignements personnels en vertu des articles 67 et 68.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée par le gouvernement par le décret 1830-87 du 2 décembre 1987;

ATTENDU QUE depuis cette date la Loi sur l'aide sociale a été remplacée par la Loi sur la sécurité du revenu et que la Loi sur l'assurance automobile a été modifiée;

ATTENDU QU'il est opportun de mettre à jour l'entente approuvée en 1987;

Les parties conviennent que:

1. OBJET DE L'ENTENTE

Chaque partie aura accès à certains renseignements personnels détenus par son cocontractant et elle n'utilisera les renseignements ainsi obtenus qu'aux fins et conditions décrites ci-dessous.

1.1 Les échanges de renseignements sont effectués pour permettre:

1.1.1 pour les accidents d'automobile survenus avant le 1er janvier 1990, l'application de l'article 74 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25), en vigueur le 31 décembre 1989;

1.1.2 pour les accidents d'automobile survenus à compter du 1er janvier 1990, l'application de l'article 83.28 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25, modifiée par 1989, c. 15) qui stipule que la Société doit, sur demande du ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, déduire des indemnités payables à une personne en vertu de cette loi, les prestations qui ont été versées à cette personne ou à sa famille et qui sont remboursables en vertu de l'article 35 de la Loi sur la sécurité du revenu (1988, c. 51);

1.1.3 l'application de la section V du chapitre II et des chapitres IV et V de la Loi sur la sécurité du revenu.

1.2 Les échanges de renseignements sont aussi effectués pour permettre:

— au ministère:

a) d'identifier les personnes qui reçoivent sans droit des prestations d'un programme d'aide de dernier recours en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu;

b) de récupérer le montant des prestations visées à l'article 35 de la Loi sur la sécurité du revenu;

— à la Société:

d'éviter les doubles paiements.

1.3 Aux fins de la présente entente:

1.3.1 « Prestataire »: signifie une personne qui demande, reçoit ou a reçu une prestation d'un programme d'aide de dernier recours en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu, et un membre de sa famille au sens de cette loi;

1.3.2 « Indemnité »: signifie toute forme d'indemnisation versée par la Société et prévue par le titre II de la Loi sur l'assurance automobile;

1.3.3 « Réclamant »: signifie toute personne ayant droit à une indemnisation de la Société pour dommage corporel, y compris le décès de la victime, en vertu de la Loi sur l'assurance automobile;

1.3.4 « Victime »: signifie la victime de l'accident ayant donné lieu à la réclamation à la Société.

2. RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS

2.1 Description

2.1.1 Comparaison de fichiers informatiques

La Société transmet au Ministère pour chaque victime:

a) le numéro de dossier à la Société;
b) le nom et prénom de la victime;
c) son nom à la naissance, s'il y a lieu;
d) son adresse;
e) sa date de naissance;
f) son numéro d'assurance sociale;
g) la nature de l'indemnité, incluant le type de rente, le type de montant forfaitaire et le type de remboursement de frais;
h) s'il s'agit d'une rente:
— le nombre de jours payés durant la période;
— la date du début;
— la date de fin;
— le taux journalier de la rente;
— l'indicateur de taux;
— le montant total de la période;
i) s'il s'agit d'un montant forfaitaire:
— le montant du forfaitaire;
— la date de l'émission du chèque;
j) s'il s'agit d'un remboursement de frais, le montant payé durant la période;
k) la date de l'accident.

La Société transmet également au Ministère, si le réclamant n'est pas la victime:

a) le nom et le prénom du réclamant;
b) son nom de famille à la naissance, s'il y a lieu;
c) son adresse;
d) sa date de naissance;
e) son sexe.

Le Ministère compare les renseignements transmis par la Société en vertu des deux premiers alinéas au Fichier de la sécurité du revenu.

2.1.2 Remboursement par la Société, à même les indemnités payables, des prestations versées à un réclamant en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu, en attente du versement d'une indemnité.

Lorsqu'un réclamant demande ou reçoit une prestation en vertu d'un programme d'aide de dernier recours visé à la Loi sur la sécurité du revenu, le Ministère fournit à la Société les renseignements suivants:

a) le nom et prénom du prestataire;
b) son adresse;
c) son code permanent;
d) son numéro d'assurance sociale;
e) le montant des prestations déjà versées et le montant mensuel prévu de ces prestations;
f) la date du début de ces prestations;
g) le numéro de réclamation à la Société, s'il le détient;
h) le nom de la victime;
i) le numéro d'assurance-maladie de la victime;
j) la date de l'accident.

La Société fournit pour sa part au Ministère les renseignements suivants:

a) le numéro de réclamation à la Société, s'il n'est pas déjà indiqué;
b) le montant et la nature des indemnités versées;
c) la période visée par ces indemnités;
d) la date de versement de ces indemnités.

2.2 Les renseignements fournis pourront provenir des fichiers ou des dossiers suivants:

2.2.1 Les renseignements visés à l'article 2.1.1 proviennent du Fichier des réclamations;

2.2.2 Les renseignements visés à l'article 2.1.2 proviennent:

— En ce qui concerne le Ministère, du Fichier de la sécurité du revenu;

— En ce qui concerne la Société, du Fichier des réclamations.

2.3 La Société transmet également au Ministère pour chacun des mois compris entre le 1er janvier 1990 et la date de l'entrée en vigueur de la présente entente les renseignements visés à l'article 2.1.1.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Fréquence

Chaque partie a accès aux renseignements.

— en ce qui concerne les renseignements visés aux articles 2.1.1 et 2.3, une fois par mois;

— en ce qui concerne les renseignements visés à l'article 2.1.2, sur demande.

3.2 Mécanismes d'accès

Le «receveur» accède aux renseignements par les moyens suivants:

— en ce qui concerne les renseignements visés aux articles 2.1.1 et 2.3, par support magnétique;

— en ce qui concerne les renseignements visés à l'article 2.1.2, par échange de documents, ou si l'urgence le requiert, par téléphone.

4. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA RÉCEPTION DE RENSEIGNEMENTS

Chaque partie reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont fournis par son cocontractant et s'engage à:

4.1 Confidentialité

Ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ses employés ou mandataires et seulement dans la mesure où l'exercice des fonctions de ces derniers le requiert.

4.2 Sécurité

Veiller à ce que les personnes non autorisées ne puissent accéder à ces renseignements en appliquant les mesures de sécurité prévues dans l'Annexe. À cette fin, sont considérées personnes autorisées à accéder aux renseignements, les personnes ou catégories de personnes mentionnées dans l'Annexe précitée.

4.3 Frais administratifs

Assumer les frais qu'elle encourt pour l'application de la présente entente.

Le « receveur » s'engage également à :

4.4 Responsabilité

Prendre fait et cause pour l'« émetteur » si une poursuite était dirigée contre ce dernier en raison d'un acte ou d'une omission qui serait imputable au « receveur », par son fait, celui de ses préposés ou de ses mandataires.

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

Chaque partie, lorsqu'elle transmet des renseignements à son cocontractant, s'engage à :

5.1 Accès aux renseignements

Maintenir opérationnels les mécanismes d'accès dont elle a le contrôle, sauf pour les périodes d'entretien ou pour toute autre raison indépendante de sa volonté.

5.2 Exactitude des renseignements

Transmettre une copie fidèle des renseignements, mais elle ne garantit toutefois pas l'exactitude des renseignements. Le cocontractant qui accède aux renseignements convient que celui qui les lui fournit ne peut, en aucun cas, être tenu responsable des dommages résultant de la transmission ou de l'utilisation d'un renseignement inexact ou incomplet.

5.3 Changements

Prévenir son cocontractant dans des délais raisonnables, de tout changement susceptible d'avoir une répercussion sur la présente entente.

6. RÉSILIATION

6.1 Pour cause

Chaque partie peut en tout temps résilier, pour cause, la présente entente au moyen d'un avis expédié à son cocontractant par courrier recommandé ou certifié, avis indiquant les motifs et fixant la date de prise d'effet de la résiliation, laquelle toutefois ne pourra être inférieure à 90 jours de la date de l'avis. La partie qui résilie ainsi l'entente ne peut en aucun cas être tenue de payer des dommages-intérêts ou autre compensation à son cocontractant.

6.2 Révocation par le gouvernement du Québec

Conformément à la Loi, le gouvernement du Québec peut révoquer la présente entente; telle révocation comporte résiliation automatique de la présente entente à la date du décret du gouvernement, sans que les parties ou l'une d'elles ne soient tenues de payer aucun dommage-intérêt ou autre compensation au cocontractant.

6.3 Ordonnance de la Commission d'accès à l'information

La présente entente est automatiquement résiliée lorsque la Commission ordonne la destruction de tous les renseignements mentionnés à la clause 2. Dans ce cas, la partie visée par l'ordonnance en adresse copie à son cocontractant et l'informe de la date de la destruction qui devient aux fins des présentes, la date de résiliation.

En cas de destruction de certains renseignements seulement, l'entente continue d'avoir effet pour les renseignements non détruits. La partie qui recevait les renseignements visés par l'ordonnance peut toutefois mettre fin à l'entente en adressant un avis décrit au cocontractant. Cet avis doit être envoyé par courrier certifié ou recommandé et il fixe la date de prise d'effet de la résiliation, laquelle toutefois, ne peut être inférieure à 15 jours de la date de l'avis.

Aucune des parties ne peut être tenue de payer des dommages-intérêts ou autre compensation à son cocontractant.

7. DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 Personnes responsables

Pour le Ministère : Le secrétaire général du Ministère.

Pour la Société : Le secrétaire de la Société.

7.2 Avis d'adresse

Tout avis ou courrier relatif à la présente entente doit être expédié aux adresses suivantes :

Société de l'assurance automobile du Québec, 1134, chemin Saint-Louis, 6e étage, Sillery (Québec), G1S 1E5

Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, 425, rue Saint-Amable, 4e étage, Québec (Québec), G1R 4Z1

7.3 Annexe

L'annexe fait partie de la présente entente.

8. DISPOSITIONS FINALES

8.1 Durée

La présente entente est d'une durée d'un an à compter de son entrée en vigueur.

Cette entente se renouvelle annuellement par tacite reconduction à moins qu'une des parties n'adresse un avis écrit contraire à son cocontractant, au plus tard 90 jours avant la date d'échéance annuelle.

8.2 Entrée en vigueur

Conformément à la Loi, la présente entente entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties et remplace à compter de cette date l'entente conclue entre les parties le 11 mars 1987 et approuvée par le décret no 1830-87 du 2 décembre 1987.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé

Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle

JEAN PRONOVOST

Québec, ce 8e jour d'avril 1991

Société de l'assurance automobile du Québec

JEAN-P. VÉZINA

Sillery, ce 12e jour d'avril 1991

ANNEXE

MESURES DE SÉCURITÉ SUR LA TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

1- SÉCURITÉ

Le Ministère a prévu les mesures de sécurité suivantes pour l'accès aux informations transmises par la Régie :

a) les mesures de sécurité en vigueur au sein du Ministère assurent la préservation, l'intégrité et la confidentialité des renseignements communiqués par la Société et notamment en limitent l'accès à ses employés concernés dans l'exercice de leurs fonctions;

b) les supports magnétiques sont conservés dans la salle des ordinateurs qui est protégée par un gardien et un système carte-clef;

c) l'accès aux renseignements inscrits au fichier de la sécurité du revenu est limité par un code identificateur permanent attribué spécifiquement à chaque opérateur ou opératrice autorisé(e) à travailler sur un terminal et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chaque opérateur ou opératrice s'attribue pour une durée maximum de trente (30) jours. Ce mot de passe n'est connu que de cet opérateur(trice) et peut être changé tous les jours à son gré. Il est aussi limité par un code spécifique pour chaque centre Travail-Québec.

d) lorsque les renseignements reçus de la Société sont transmis au personnel du réseau, chaque centre Travail-Québec et chaque direction régionale ne reçoit que les renseignements propres à l'administration de son territoire;

e) les documents écrits sur lesquels apparaissent des renseignements transmis par la Société sont soumis aux procédures de gestion des documents en vigueur au Ministère.

La Régie a prévu les mesures de sécurité suivantes pour l'accès aux informations transmises par le Ministère :

a) les supports magnétiques sont conservés dans la magnétothèque dont l'accès n'est permis qu'au personnel autorisé et contrôlé par un système carte-clé;

b) ces supports magnétiques ne peuvent être sortis de la magnétothèque sans autorisation;

c) l'accès aux informations contenues sur ces supports magnétiques est limité aux seules personnes autorisées par un logiciel prévu à cet effet;

2- CONSERVATION

Le Ministère s'engage à conserver et à détruire les informations reçues de la Société dans les délais suivants :

a) Les données informatiques peuvent être conservées pendant une période maximum de quatre (4) mois. Avant ou à l'expiration de ce délai, elle peuvent être détruites selon les règles suivantes :

— elles seront effacées par une nouvelle utilisation;

— lors de la destruction d'un support magnétique, les données qui y apparaissent doivent être entièrement recouvertes de données aléatoires et les identifications physiques des supports doivent être entièrement supprimées.

b) les listes des individus repérés transmises aux bureaux locaux et régionaux seront détenues durant les 60 jours suivant leur émission et par la suite détruites;

c) les informations reçues et déposées dans les dossiers des prestataires de la sécurité du revenu sont soumises à la procédure de gestion des documents et détruites cinq ans après la fermeture du dossier.

3- TRANSMISSION

Le registre tenu par les parties indique :

1. Pour les expéditions :

a) la date des expéditions des supports magnétiques;

b) le nombre de supports et le numéro de supports expédiés;

c) le nombre de cas transmis lors d'un même envoi;

d) la date de retour des supports magnétiques;

e) les nom, titre, fonction et adresse de la personne qui a expédié les supports magnétiques;

f) les nom, titre, fonction et adresse de la personne à qui les supports magnétiques ont été transmis;

g) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a effectué le transport des supports magnétiques.

2. Pour les réceptions:

a) la date de la réception des supports magnétiques;

b) les nom, titre, fonction et adresse de la personne qui a reçu les supports magnétiques;

c) les nom, titre, fonction et adresse de la personne qui a expédié les supports magnétiques;

d) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a effectué le transport des supports magnétiques.

Les personnes autorisées à demander ou à transmettre sur support informatique les renseignements prévus à l'article 2.1.1 sont:

a) pour le Ministère:

— le directeur du traitement de l'information;
— le directeur général du réseau Travail-Québec;
— le directeur général des ressources informationnelles.

b) pour la Société:

— le pilote du système indemnisation.

Les personnes autorisées à demander ou à transmettre les renseignements prévus à l'article 2.1.2 concernant les remboursements par la Société au Ministère des montants qui lui sont dus en vertu de l'article 35 de la Loi sur la sécurité du revenu sont:

a) pour le Ministère:

— les agents d'aide socio-économique et leurs chefs d'équipes;
— les cadres intermédiaires.

b) pour la Société:

— les préposés à l'enregistrement;
— les agents d'indemnisation;
— les agents d'assistance technique;
— les agents d'assistance technique spécialistes;
— les cadres intermédiaires et les chefs d'équipe de la direction de l'indemnisation.

3498

Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle

Je, André Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, étant la plus haute autorité au sein du ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle dont l'adresse est 425, rue Saint-Amable, 4e étage, Québec, G1R 4Z1, désigne, par la présente, la personne ci-après identifiée, responsable au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: M. François Lévesque, adjoint au secrétaire général, 425, rue Saint-Amable, 4e étage, Québec, QC, G1R 4Z1, téléphone: (418) 643-4820, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels à compter du 27 janvier 1992.

Québec, le 27 janvier 1992

Le ministre,
3497 ANDRÉ BOURBEAU

Municipalité de Val-David

Je, Laurent Lachaine, maire, étant la plus haute autorité au sein de la municipalité de Val-David, dont l'adresse est 2579, rue de l'Église, Val-David, QC, J0T 2N0, désigne, par la présente, la personne ci-après identifiée, responsable au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: André Desjardins, secrétaire-trésorier, 2579, rue de l'Église, Val-David, QC, téléphone: (819) 322-2900, fax (819) 322-6327, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels.

Val-David, le 5 février 1992

Le maire,
77973 LAURENT LACHAINE

Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

Municipalité régionale de comté des Basques

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 13 décembre 1992, à la municipalité régionale de comté des Basques pour lui permettre d'adopter, à l'égard de ses territoires non organisés, des règlements d'urbanisme qui soient conformes aux objectifs du shéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 3 février 1992

Le sous-ministre adjoint,
3488 NORMAND BOLDUC

Municipalité régionale de comté de Chutes-de-la-Chaudière

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 21 février 1992, le délai prescrit à la municipalité régionale de comté de Chutes-de-la-Chaudière pour délivrer le certificat de conformité aux règlements d'urbanisme de la ville de Charny.

Québec, le 5 février 1992

Le sous-ministre adjoint,
3488 NORMAND BOLDUC

Municipalité de Mistassini

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 30 juin 1992, pour permettre à la municipalité de Mistassini d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine.

Québec, le 3 février 1992

Le sous-ministre adjoint,
3488 NORMAND BOLDUC

Municipalité de Mont-Saint-Pierre

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 10 juillet 1992, le délai prescrit à la municipalité de Mont-Saint-Pierre pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté de Denis-Riverin.

Québec, le 5 février 1992

Le sous-ministre adjoint,
3488 NORMAND BOLDUC

Municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 22 avril 1992, pour permettre à la municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi.

Québec, le 5 février 1992

Le sous-ministre adjoint,
3488 NORMAND BOLDUC

Municipalité de Rochebeaucourt

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 31 décembre 1992, pour permettre à la municipalité de Rochebeaucourt d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté d'Abitibi.

Québec, le 5 février 1992

Le ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation,
3488 CLAUDE RYAN

Ville de Waterloo

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 10 mars 1992, pour permettre à la ville de Waterloo d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska.

Québec, le 5 février 1992

Le sous-ministre adjoint,
3488 NORMAND BOLDUC

Ville d'Outremont

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 25 février 1992, pour permettre à la ville d'Outremont de transmettre à la Communauté urbaine de Montréal des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 3 février 1992

Le sous-ministre adjoint,
3488 NORMAND BOLDUC

Avis divers

Commission scolaire régionale Louis-Fréchette
Rachat d'obligations

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission scolaire régionale Louis-Fréchette rachètera le 15 avril 1992 un montant de 216 000 $ d'obligations échéant le 15 avril 1994, de son émission d'obligations originale de 3 430 000 $ datée du 15 avril 1974 et portant un taux d'intérêt de 9 % l'an, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année.

Les numéros de 124 titres, ainsi rachetés le 15 avril 1992, ont été tirés au sort. Ce sont :

— 116 dénominations de 1 000 $,

M 0897	M 0905	M 0913	M 0921	M 0929
M 0937	M 0945	M 0957	M 0965	M 0973
M 0981	M 0989	M 0997	M 1005	M 1013
M 1021	M 1029	M 1037	M 1045	M 1053
M 1061	M 1069	M 1077	M 1085	M 1093
M 1101	M 1109	M 1117	M 1125	M 1133
M 1141	M 1149	M 1157	M 1165	M 1173
M 1181	M 1189	M 1197	M 1205	M 1213
M 1221	M 1229	M 1237	M 1245	M 1253
M 1261	M 1269	M 1277	M 1285	M 1293
M 1301	M 1309	M 1317	M 1325	M 1333
M 1341	M 1349	M 1357	M 1365	M 1373
M 1381	M 1389	M 1397	M 1405	M 1408
M 1413	M 1416	M 1421	M 1424	M 1429
M 1432	M 1437	M 1440	M 1445	M 1448
M 1453	M 1456	M 1461	M 1464	M 1469
M 1472	M 1477	M 1480	M 1485	M 1488
M 1493	M 1496	M 1501	M 1509	M 1517
M 1525	M 1533	M 1541	M 1549	M 1557
M 1565	M 1573	M 1581	M 1589	M 1597
M 1605	M 1613	M 1621	M 1629	M 1637
M 1645	M 1653	M 1661	M 1669	M 1677
M 1685	M 1693	M 1701	M 1709	M 1717
M 1725				

— 5 dénominations de 5 000 $:

V 149, V 156, V 157, V 158, V 160.

—3 dénominations de 25 000 $:

A 023, A 031, A 035.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du 15 avril 1992 et devront être présentées pour remboursement.

Lévis, le 4 février 1992

Le directeur général,
77960 GHISLAIN GUAY

Conseil scolaire de l'ile de Montréal
Rachat d'obligations

Obligations à fonds d'amortissement émises par le Protestant School Board of Greater Montreal, Commission des écoles protestantes du Grand Montréal.

Émission de 2 425 000 $ d'obligations 6 ¹/₄ % à fonds d'amortissement remboursables en monnaie américaine échéant le 1er avril 1992 dont le numéro commence par la lettre Y.

Avis public est, par les présentes, donné aux détenteurs des obligations ci-haut mentionnées que le Conseil scolaire de l'île de Montréal (la dette obligataire du Protestant School Board of Greater Montreal, Commission des écoles protestantes du Grand Montréal, étant devenue, depuis le 1er juillet 1973, la dette obligataire dudit Conseil scolaire en vertu du chapitre 60 des lois du Québec de 1972) se propose de racheter et rachètera, le 1er avril 1992, pour fins du fonds d'amortissement, les obligations suivantes à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date du rachat, à savoir :

Coupures de 1 000 $:

YM 254, YM 255, YM 256, YM 257, YM 258, YM 259, YM 260, YM 261, YM 262, YM 263, YM 264, YM 265;

Coupures de 5 000 $:

YVM 213, YVM 214, YVM 215, YVM 216, YVM 217, YVM 218, YVM 219, YVM 220, YVM 221, YVM 222;

Coupures de 25 000 $:

YXXV 38, YXXV 39, YXXV 40, YXXV 41, YXXV 42.

Les obligations devant être rachetées deviendront dues et payables le 1er avril 1992 et seront payées en monnaie des États-Unis d'Amérique au bureau de la Bank of Montreal Trust Company, Cité et État de New York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus.

Les obligations immatriculées doivent être accompagnées de procurations pour leur transfert dûment signées en blanc.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de courir le et après le 1er avril 1992.

Montréal, le 4 février 1992

Conseil scolaire de l'Île de Montréal
Le directeur des services financiers,
77925 CLÉMENT JANELLE, C.A.

ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE APÔTRES ET PROPHÈTES MONT HOREB

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 1992 01 29, constituant en corporation les requérants suivants : M. Manuel A. Hernandez, pasteur, 3305-A, Jean-Talon Est, Montréal, M. Adrian Alfaro Artiga, assistant pasteur, 7390, Chabot, appartement 702, Montréal, M. Nelson Amaya, ouvrier, 1963, Jean-Talon Est, Montréal, M. Marvin Beltran Garcia, secrétaire, 3283, Jean-Talon Est, Montréal, sous la dénomination sociale « ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE APÔTRES ET PROPHÈTES MONT HOREB ».

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à 5 000 000,00 $.

Le siège social de la corporation est situé au 3175, Bélanger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
77884 2867-4703

LA TOUR DE GARDE, SOCIÉTÉ DE BIBLES ET DE TRAITÉS

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 1992 01 28, constituant en corporation les requérants suivants: M. Arthur Kenneth Little, M. Stanislas Szostak, M. André Ramseyer, ministres, 7, Hyland Avenue, Halton Hills, Ontario, sous la dénomination sociale « LA TOUR DE GARDE, SOCIÉTÉ DE BIBLES ET DE TRAITÉS ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 200 000 000,00 $.

Le siège social de la corporation est situé au 12700, boulevard Métropolitain Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77883 2868-3266

SOCIÉTÉ SAINT-PAUL

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1992 02 03, constituant en corporation, régie par la Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., c. E-17), les membres actuels de « LA SOCIÉTÉ SAINT-PAUL » déjà constituée en corporation le 1950 07 21 en vertu de l'article 15 de la Loi sur les corporations religieuses, sous la dénomination sociale de « SOCIÉTÉ SAINT-PAUL ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 000 000,00 $.

Le siège social de la corporation est situé au 3965, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77885 1587-0918

Succession André Simard

Jacques Simard, Paule Simard et Claude Simard donnent avis aux créanciers de André Simard, décédé le 2 décembre 1991, en son vivant domicilié à Sillery, au 1510, avenue du Maire-Beaulieu, appartement 608, qu'ils ont accepté sa succession, sous bénéfice d'inventaire, en leur qualité de seuls héritiers.

Cette acte a été reçu le 10 décembre 1991 devant Gaëtane Lemay, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec le 11 décembre 1991, sous le numéro 1444298.

Les intéressés doivent s'adresser à Gaëtane Lemay, notaire au 670, rue Bouvier, bureau 250, Québec (G2J 1A7), tél. :626-2076.

Québec, le 12 février 1992

Le procureur,
78032 GAËTANE LEMAY, *notaire*

Succession Frantz Brévil

Avis est, par les présentes, donné que Francisco Paredes, demeurant dans la province de Québec, à Montréal, rue Marie-Anne, au numéro 1029, et Gael Brevil, demeurant dans la Province de Québec, à Montréal, rue de Vannes, au numéro 7127, tous deux héritiers de leur père Frantz Brévil, en son vivant commerçant et domicilié en République Dominicaine à San Pedro de Macoris, décédé le 9 mai 1991, en laissant un testament fait sous la forme dérivée de la loi d'Angleterre en date du 17 décembre 1986, ont acceptés, sous bénéfice d'inventaire, ladite succession aux termes de deux actes d'acceptation, reçus devant Pascale Bonnier, notaire le 19 décembre 1991 et dont copie ont été respectivement enregistrées au bureau d'enregistrement de Montréal sous les numéros 4471064 et 4471065.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Pascale Bonnier, notaire le 19 décembre 1991, pratiquant au 1260, avenue Bernard, Outremont.

Après 2 mois du présent avis, les héritiers paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront.

Outremont, le 6 février 1992

Le procureur,
77927 PASCALE BONNIER

Succession Guy Surprenant

Avis est, par les présentes, donné que Yvan Surprenant, inspecteur, demeurant au 7, rue Des Lilas, Saint-Luc, ès qualités de tuteur aux enfants mineurs Marc et Ève Surprenant Desjardins, petits enfants de Guy Surprenant, en son vivant domicilié au 364, boulevard Gouin, Saint-Jean, décédé le deux septembre mil neuf cent quatre-vingt-onze (02-09-1991) en laissant un dernier testament reçu devant Jacques McNulty, notaire en date du vingt et un août mil neuf cent quatre-vingt-sept (21-08-1987) sous le numéro 28589 de ses minutes, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, ladite succession aux termes d'un acte reçu devant Jacques McNulty, notaire au 112, rue Saint-Jacques, Saint-Jean, le six février mil neuf cent quatre-vingt-douze (06-02-1992) dont copie a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Saint-Jean, le six février mil neuf cent quatre-vingt-douze (06-02-1992) sous le numéro 236484.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Jacques McNulty, notaire au 112, rue Saint-Jacques à Saint-Jean-sur-Richelieu, J3B 2K1.

Après deux mois du présent avis, les héritiers ci-dessus paieront les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présenteront.

Saint-Jean, le 7 février 1992

Le procureur,
77971 JACQUES MCNULTY, *notaire*

Succession Jacques Baribeau

Avis est donné que Michelle Gilbert, domiciliée au 416, rue Saint-Joseph en la ville de La Tuque, QC, G9X 1L8 a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu Jacques Baribeau, décédé à La Tuque, le 8 janvier 1992, par acte reçu devant Lynne Gingras, notaire au 290, Saint-Joseph, local 101, G9X 3Z8, La Tuque, le 29 janvier 1992 et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de La Tuque, le 31 janvier 1992, sous le numéro 47804.

La Tuque, le 7 février 1992

Le procureur,
77951 LYNNE GINGRAS, *notaire*

Succession Linda Ouimet

Avis est, par les présentes, donné que Gilles Ouimet, domicilié au 184A, rue Cousins, Saint-Jean, ès qualités de tuteur à l'enfant mineur Ysabelle Boudriau, fille de Linda Ouimet, en son vivant domiciliée au 11, rue Molleur, appartement 3, Saint-Jean-sur-Richelieu, décédée le huit juin mil neuf cent quatre-vingt-onze (08-06-1991) sans laisser de testament, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, ladite succession aux termes d'un acte reçu devant Jacques McNulty, notaire au 112, rue Saint-Jacques, Saint-Jean, le trente et un janvier mil neuf cent quatre-vingt-douze (31-01-1992), dont copie a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Saint-Jean, le six février mil neuf cent quatre-vingt-douze (06-02-1992) sous le numéro 236483.

Un inventaire des biens de la défunte a été fait devant Jacques McNulty, notaire au 112, rue Saint-Jacques, Saint-Jean, J3B 2K1.

Après deux mois du présent avis, l'héritier ci-dessus paiera les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présenteront.

Saint-Jean, le 7 février 1992

Le procureur,
77972 JACQUES MCNULTY, *notaire*

Succession Lucien Friolet

Avis est, par la présente, donné que le 20 janvier 1992, sous le numéro 8946 des minutes de André Tremblay, notaire à Chicoutimi, rue Racine Est, no 152, G7H 1R8, dont copie certifiée a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, le 21 janvier 1992, sous le numéro 535849, madame Marlène Gauthier, domiciliée et résidant au 214, rue Blackburn, Chicoutimi, G7H 5V3, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Lucien Friolet, en son vivant domicilié et résidant au 214, rue Blackburn, Chicoutimi, G7H 5V3, et décédé le treize décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991).

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire soussigné et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Chicoutimi, le 12 février 1992

Le procureur,
78030 ANDRÉ TREMBLAY, *notaire*

Succession Lucien Friolet

Avis est, par la présente, donné que le 20 janvier 1992, sous le numéro 8948 des minutes de André Tremblay, notaire à Chicoutimi, rue Racine Est, no 152, G7H 1R8, dont copie certifiée a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, le 21 janvier 1992, sous le numéro 535850, madame Maud Potvin, domiciliée et résidant au 1792, rue Colette, Chicoutimi, G7J 4N6, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, à titre de tutrice de Carl Friolet aux termes d'un acte de tutelle homologué par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Chicoutimi, en date du 20 janvier 1992, et portant le numéro 150-14-000016-927 des dossiers de ladite Cour, la succession de Lucien Friolet, en son vivant domicilié et résidant au 214, rue Blackburn, Chicoutimi, G7H 5V3, et décédé le treize décembre mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991).

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire soussigné et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Chicoutimi, le 12 février 1992

Le procureur,
78031 ANDRÉ TREMBLAY, *notaire*

Succession Marc Chevrier

Avis est, par les présentes, donné que Louise Desmeules, en sa seule qualité de tutrice à Maude Chevrier, cette dernière seule et unique héritière de son père, Marc Chevrier, en son vivant contracteur, domicilié à Sainte-Foy et décédé à Saint-Romuald le 30 mai 1991, a accepté la succession dudit Marc Chevrier, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Claude Dupuis, notaire, 220, Grande-Allée Est, local 1060, Québec, en date du onze février 1992 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Québec le 12 février 1992, sous le numéro 1450978.

Un inventaire des biens du défunt a été dressé devant le même notaire et peut être consulté à l'adresse ci-dessus.

Deux mois après le présent avis, l'héritière paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Québec, le 12 février 1992

Le procureur,
78023 CLAUDE DUPUIS, *notaire*

Ville d'Aylmer
Rachat d'obligations

Ville d'Aylmer, aux droits de la municipalité en vertu du regroupement décrété par la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay.

Émission d'obligations de 1 895 000 $ datée du 1er janvier 1974.

Avis public est, par les présentes, donné par la soussignée que, conformément aux modalités de l'émission en titre, la ville d'Aylmer rachètera, le 1er janvier 1992 un montant de 134 000 $ d'obligations à même les obligations échéant le 1er janvier 1994 de son émission d'obligations originales de 1 895 000 $ datée du 1er janvier 1974 et portant un taux d'intérêt de 8 ¾ % l'an, payable semi-annuellement le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année.

Les 110 (cent dix) numéros d'obligations ainsi rachetées par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénomination de 25 000 $
A005

Dénominations de 1 000 $
M962, M968, M970, M974, M975, M989, M990, M993, M996, M999, M1000, M1016, M1017, M1018, M1019, M1024, M1030, M1037, M1045, M1052, M1054, M1055, M1057, M1060, M1066, M1069, M1074, M1086, M1099, M1109, M1112, M1113, M1115, M1120, M1129, M1131, M1136, M1137, M1138, M1139, M1143, M1144, M1146, M1147, M1157, M1166, M1167, M1170, M1171, M1172, M1175, M1176, M1178, M1180, M1181, M1182, M1184, M1186, M1199, M1201, M1203, M1205, M1210, M1218, M1222, M1223, M1229, M1230, M1231, M1232, M1238, M1240, M1243, M1246, M1247, M1257, M1261, M1262, M1264, M1267, M1273, M1277, M1279, M1283, M1288, M1289, M1294, M1296, M1297, M1306, M1308, M1309, M1319, M1324, M1328, M1329, M1333, M1334, M1336, M1338, M1339, M1342, M1344, M1348, M1352, M1355, M1359, M1362, M1364.

Total 134 000 $

Veuillez prendre avis que les obligations portant les numéros ci-dessus mentionnés cesseront de porter intérêt à compter du 1er janvier 1992, et que la valeur en capital de ces obligations sera versée aux détenteurs de ces obligations par toute succursale de la Banque Nationale dans la province de Québec, sur remise desdites obligations, avec tous les coupons d'intérêt y attachés.

Aylmer, le 31 janvier 1992

Le greffier,
78024 ME HÉLÈNE B. LAVIGNE

Changement de nom et d'autres qualité de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Alec Yavérian

Par le certificat numéro 92-58 du 3 février 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Alek Vahe Yawerian, né le 13 mai 1966, en celui de Alec Yavérian.

Sainte-Foy, le 5 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Curtis Rogers

Par le certificat numéro 92-62 du 3 février 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Curtis Weathstone, né le 15 août 1952, en celui de Curtis Rogers.

Sainte-Foy, le 5 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Dominique Ghislain Obomsawin

Par le certificat numéro 92-61 du 3 février 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Dominique Simond, né le 15 juillet 1963, en celui de Dominique Ghislain Obomsawin.

Sainte-Foy, le 5 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Dominique-Marie Noël

Par le certificat numéro 92-56 du 3 février 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Dominique-Marie Poirier-Noël, née le 22 février 1973, en celui de Dominique-Marie Noël.

Sainte-Foy, le 5 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Yolland Robert Obomsawin

Par le certificat numéro 92-59 du 3 février 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Yolland Robert Simond, né le 28 juillet 1937, en celui de Joseph Yolland Robert Obomsawin.

Sainte-Foy, le 5 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Lai Ching Linda Yu

Par le certificat numéro 92-57 du 3 février 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Lai Ching Yu, née le 15 novembre 1959, en celui de Lai Ching Linda Yu.

Sainte-Foy, le 5 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Brigitte Dominique Daigneault

Par le certificat numéro 92-55 du 31 janvier 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Brigitte Dominique L'Archevêque, née le 11 octobre 1962, en celui de Marie Brigitte Dominique Daigneault.

Sainte-Foy, le 3 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Germaine Hermine Bouffard

Par le certificat numéro 92-54 du 29 janvier 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Germaine Bouffard, née le 13 mai 1934, en celui de Marie Germaine Hermine Bouffard.

Sainte-Foy, le 31 janvier 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Josée Obomsawin

Par le certificat numéro 92-60 du 3 février 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Josée Simond, née le 25 mars 1969, en celui de Marie Josée Obomsawin.

Sainte-Foy, le 5 février 1992

Le sous-registraire adjoint du Québec,
3499 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Changement de nom et d'autres qualité de l'état civil — Loi sur le

Demandes

Anthony Hinds

Prenez avis que Anthony Hinds, domicilié au 491, Tremblay, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anthony Maxwell.

Montréal, le 4 février 1992

Le procureur du requérant,
77892-8-2 MY TRAM DUONG

Antonio Salvatore Giuseppe Carolo

Prenez avis que Antonio Salvatore Giuseppe Carolo, domicilié au 8065, rue De Normanville, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Antonio Salvatore Giuseppe Carola.

Montréal, le 27 janvier 1991

Le procureur du requérant,
77748-7-2 GIUSEPPE DECOBELLIS, *notaire*

Barbara Jodoin

Prenez avis que Barbara Jodoin, domiciliée au 155, Saunders, appartement 309, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Barbara Villeneuve.

Québec, le 13 janvier 1992

Le procureur de la requérante,
77896-8-2 GILLES ROY, *avocat*

Bernard Gilbert

Prenez avis que Bernard Gilbert, domicilié au 106, route 112, Saint-Frédéric, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Élie Gilbert.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Tring-Jonction, le 30 janvier 1992

Le procureur du requérant,
77827-7-2 LOUIS-DENIS DOYON, *notaire*

Clarinda Saint-Pierre

Prenez avis que Clarinda Saint-Pierre, domiciliée au 1309, rue Saint-Patrice Est, Magog, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Claire Clarinda Saint-Pierre.

Magog, le 22 janvier 1992

Les procureurs de la requérante,
77814-7-2 JEAN-BEAUDRY & ASSOCIÉS

Claudette Locas

Prenez avis que Claudette Locas, domiciliée au 415, Robert-Élie, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Claude Locas.

Laval, le 24 janvier 1992

La requérante,
77751-7-2 CLAUDETTE LOCAS

France Blackburn

Prenez avis que France Blackburn, domiciliée au 6320, 39e Avenue, appartement 1, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de France Dubé.

Montréal, le 31 janvier 1992

La requérante,
77861-7-2 FRANCE DUBÉ

Gérard Tremblay

Prenez avis que Gérard Tremblay, domicilié au 2106, Bourdages Nord, appartement 2, Saint-Hyacinthe, s'adressera au ministre de la justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Roger Tremblay.

Ce changement n'affectera personne d'autre.

Saint-Hyacinthe, le 7 février 1992

Les procureurs du requérant,
77991-8-2 BRODEUR, SENÉCAL ET ROBITAILLE

Giovanni Carlo Reginald Jr. Zlatich

Prenez avis que Giovanni Carlo Reginald Jr. Zlatich, domicilié à Haldimand, Gaspé, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Giovanni Carlo Reginald Jr. Lucas.

Gaspé, le 30 janvier 1992

Le procureur du requérant,
77876-7-2 LUC HOULE, *avocat*

Isabelle Tremblay-Boudreault

Prenez avis que Isabelle Tremblay-Boudreault, domiciliée au 2408, Jean-Durand, appartement 6, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Isabelle Boudreault.

Québec, le 13 janvier 1992

Le procureur de la requérante,
77895-8-2 GILLES ROY, *avocat*

Jean Blanchard

Prenez avis que Jean Blanchard, domicilié au 973, Marquette, Saint-Bruno, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Fortin.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Saint-Bruno, le 29 janvier 1992

Le requérant,
77781-7-2 JEAN BLANCHARD

Jeannine Vallée

Prenez avis que Jeannine Vallée, domiciliée et résidant à 370, Grand'Anse, Rivière-Matawin, s'adressera au ministre de la justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Micheline Vallée.

La Tuque, le 10 février 1992

Le procureur de la requérante,
78020-8-2 J.-M. CARRIER

Joanne Malenfant

Prenez avis que Joanne Malenfant, domiciliée au 55, Bryant, appartement 19, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joann Malenfant.

Sherbrooke, le 4 février 1992

Le procureur de la requérante,
77948-8-2 NADIA PLANTE, *avocate*

Josée Dionne

Prenez avis que Josée Dionne, domiciliée au 1408, Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Josée Jobin.

Québec, le 17 janvier 1992

Le procureur de la requérante,
77897-8-2 PIERRE PROULX, *avocat*

Joseph-Arthur-Benoît Boulay

Prenez avis que Joseph-Arthur-Benoît Boulay, domicilié au 9878, boulevard Couture, Neufchâtel, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph-Arthur-Benoît-Dave Boulay.

Québec, le 6 février 1992

Les procureurs du requérant,
77947-8-2 PICARD, MARINEAU & ASSELIN

Joseph Robert Daniel Carbonneau

Prenez avis que Joseph Robert Daniel Carbonneau, domicilié au 293, place De Vinci, Beauport, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Robert Dany Carbonneau.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Québec, le 2 février 1992

Le requérant,
77976-8-2 JOSEPH ROBERT DANIEL CARBONNEAU

Joseph Victor Marius Marcel Fernand Fontaine

Prenez avis que Joseph Victor Marius Marcel Fernand Fontaine, domicilié au 470, rue Lachance, Duberger, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Victor Romain Fontaine.

Saint-Joseph de Beauce, le 4 février 1992

Le procureur du requérant,
77893-8-2 HUGUES LABBÉ, *avocat*

Liguori Audet

Prenez avis que Liguori Audet, domicilié au 1105, Balzac, Les Saules, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Louis-Liguori Audet.

Québec, le 6 janvier 1992

Le requérant,
77779-7-2 LIGUORI AUDET

Lorain Vallée

Prenez avis que Lorain Vallée, domicilié au 609, Nadeau, Pontbriand, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Laurent Vallée.

Pontbriand, le 11 février 1992

Le requérant,
77975-8-2 LORAIN VALLÉE

Luigi Giuseppe Andrea Carolo

Prenez avis que Luigi Giuseppe Andrea Carolo, domicilié au 6007, rue De Toulouse, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Luigi Giuseppe Andrea Carola.

Montréal, le 30 janvier 1992

Le procureur du requérant,
77749-7-2 GIUSEPPE DECOBELLIS, *notaire*

Marek Michal Wincenty Adamkiewicz

Prenez avis que Marek Michal Wincenty Adamkiewicz, domicilié au 5507, Côte Saint-Antoine, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marc Adam.

Montréal, le 31 janvier 1992

Les procureurs du requérant,
77838-7-2 GOULET, ST-PIERRE & THERRIEN

Marek Mierzejewski

Prenez avis que Marek Mierzejewski, domicilié au 470, Abélard, appartement 1-C, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marek Mierski.

Ce changement affectera aussi sa femme Urszula et ses fils Piotr et Pawel.

Verdun, le 28 janvier 1992

Le requérant,
77777-7-2 MAREK MIERZEJEWSKI

Marie Chantal Johanne Bertiboni

Prenez avis que Marie Chantal Johanne Bertiboni, domiciliée au 10469, place Fleury, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Chantal Johanne Tessier.

Longueuil, le 29 janvier 1992

Le procureur de la requérante,
77839-7-2 ANDRÉ CHABOT, *notaire*

Marie Laura Louise Ginette Bélanger

Prenez avis que Marie Laura Louise Ginette Bélanger, domiciliée au 119, Laflamme, Sainte-Claire, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Laura Louise Ginette Réjeanne Bélanger.

Ce changement affectera aussi Annie Fortin et Carl Fortin.

Sainte-Marie, le 27 janvier 1992

Le procureur de la requérante,
77752-7-2 JACQUES A. VACHON, *notaire*

Marie Thérèse Lise Plante

Prenez avis que Marie Thérèse Lise Plante, domiciliée au 23, rue Morneau, La Sarre, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Thérèse Marie-Lyse Plante.

La Sarre, le 3 février 1992

Le procureur de la requérante,
77860-7-2 CLAUDE ST-PIERRE, *avocat*

Marie Yvonne Mariette Mathieu

Prenez avis que Marie Yvonne Mariette Mathieu, domiciliée au 246, boulevard Bellerose Est, quartier Vimont, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Yvonne Marielle Mathieu.

Laval, le 27 janvier 1992

La requérante,
77840-7-2 MARIE YVONNE MARIETTE MATHIEU

Martin Skyrie

Prenez avis que Martin Skyrie, domicilié au 1897, boulevard Le Corbusier, appartement 4, Chomedey, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Martin Paquette.

Montréal, le 27 janvier 1992

Les procureurs du requérant,
77780-7-2 PEPPER, LACAILLE

Paula-Andréa Diez

Prenez avis que Paula-Andréa Diez, domiciliée au 165, Saint-Judes, Chomedey, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Paula Pinto.

Laval, le 28 janvier 1992

La requérante,
77828-7-2 PAULA-ANDRÉA DIEZ

Perlanti Torossian

Prenez avis que Perlanti Torossian, domiciliée au 2030, rue Tessier, appartement 8, Chomedey, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Perle Torossian.

Laval, le 9 janvier 1992

Les procureurs de la requérante,
77949-8-2 SASSEVILLE, BELISLE, CENTOMO

Richère Morin

Prenez avis que Richère Morin, domiciliée au 2204, Strasbourg, Vimont, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sylvie Morin.

Laval, le 3 février 1992

Le procureur de la requérante,
77898-8-2 CHRISTIAN CASTONGUAY, *avocat*

Rita Calixte

Prenez avis que Rita Calixte, domiciliée au 11007, Pie-IX, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Denise Augustin.

Montréal, le 4 février 1992

Le procureur de la requérante,
77797-7-2 JOSEPH DULLIN JEAN

Robert James Walsh

Prenez avis que Robert James Walsh, domicilié au 772, 75e Avenue, Chomedey, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Robert James Whyte.

Laval, le 27 janvier 1992

Le procureur du requérant,
77826-7-2 MICHELINE SASSEVILLE, *avocate*

Robert Lacombe

Prenez avis que Robert Lacombe, domicilié au 1736, rue du Lilas, La Plaine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Robert Gauvin.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

La Plaine, le 29 janvier 1992

Le requérant,
77894-8-2 ROBERT LACOMBE

Rosemarie Menkoff

Prenez avis que Rosemarie Menkoff, domiciliée au 5660, Decelles, appartement 121, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Rosemarie Todorova.

Montréal, le 23 janvier 1992

Les procureurs de la requérante,
77754-7-2 MYSZKA & TEPNER

Slobodan Braco Macesic

Prenez avis que Slobodan Braco Macesic, domicilié au 6535, 34e Avenue, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Braco Macesic.

Ce changement affectera aussi son épouse Anica Volar.

Montréal, le 27 janvier 1992

Les procureurs du requérant,
77753-7-2 CHAMPAGNE & KOURI, *avocats*

Tsehaye Teklehaimanot

Prenez avis que Tsehaye Teklehaimanot, domicilié au 3440, rue Alymer, appartement 10, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nebba-Dim Shams Woldu.

Montréal, le 3 février 1992

Les procureurs du requérant,
77862-7-2 BORENSTEIN, DUQUETTE, BROOT & SHEA

Verna Cormier

Prenez avis que Verna Cormier, domiciliée au 270, du Domaine, appartement 5, Sainte-Thérèse, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Verna Kelly.

Sainte-Thérèse, le 28 janvier 1992

Le procureur de la requérante,
77778-7-2 YVES PILON, *avocat*

Yolanda Anna Maria Carolo

Prenez avis que Yolanda Anna Maria Carolo, domiciliée au 278, rue Newton, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Yolanda Anna Maria Carola.

Montréal, le 27 janvier 1992

Le procureur de la requérante,
77750-7-2 GIUSEPPE DECOBELLIS, *notaire*

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2944-6978 2944-6978 QUÉBEC INC.	1992 01 21	Abitibi
2944-6986 2944-6986 QUÉBEC INC.	1992 01 21	Roberval
2944-8529 2944-8529 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Saint-François
2944-8842 2944-8842 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Kamouraska
2944-8891 2944-8891 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Beauharnois
2944-8909 2944-8909 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Saint-François
2944-9584 2944-9584 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Québec
2944-9592 2944-9592 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Québec
2944-9683 2944-9683 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Saint-Maurice
2944-9709 2944-9709 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Québec
2944-9741 2944-9741 QUÉBEC INC.	1992 01 01	Montréal
2944-9774 2944-9774 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Québec
2944-9782 2944-9782 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Mingan
2944-9790 2944-9790 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Mingan
2944-9808 2944-9808 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Chicoutimi
2944-9816 2944-9816 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Québec
2944-9840 2944-9840 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Mingan

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2944-9857 2944-9857 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Saint-François
2944-9865 2944-9865 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Québec
2944-9873 2944-9873 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Roberval
2944-9881 2944-9881 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Abitibi
2944-9899 2944-9899 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Abitibi
2944-9907 2944-9907 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Chicoutimi
2944-9915 2944-9915 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Québec
2944-9923 2944-9923 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Chicoutimi
2944-9931 2944-9931 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Québec
2944-9972 2944-9972 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Chicoutimi
2944-9980 2944-9980 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Roberval
2946-6216 2946-6216 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Montréal
2946-6265 2946-6265 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Longueuil
2947-3667 2947-3667 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Laval
2947-3675 2947-3675 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Beauharnois
2947-3691 2947-3691 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-3709 2947-3709 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-3717 2947-3717 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-3725 2947-3725 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-3733 2947-3733 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-3741 2947-3741 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-3790 2947-3790 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-4285 2947-4285 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Bedford
2947-4293 2947-4293 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Roberval
2947-4665 2947-4665 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Terrebonne
2947-4723 2947-4723 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Beauce
2947-4731 2947-4731 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Québec
2947-4749 2947-4749 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Québec
2947-4756 2947-4756 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Bedford
2947-4764 2947-4764 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Richelieu
2947-4772 2947-4772 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Richelieu
2947-4780 2947-4780 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Terrebonne
2947-4798 2947-4798 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Terrebonne
2947-4806 2947-4806 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Longueuil
2947-4871 2947-4871 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Laval
2947-4897 2947-4897 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Longueuil
2947-4921 2947-4921 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Joliette
2947-4947 2947-4947 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-4970 2947-4970 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-4988 2947-4988 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-4996 2947-4996 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-5027 2947-5027 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Montréal
2947-5035 2947-5035 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Laval
2947-5068 2947-5068 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Rouyn-Noranda
2947-5084 2947-5084 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Montréal
2947-5118 2947-5118 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Richelieu
2947-5126 2947-5126 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Beauharnois
2947-5134 2947-5134 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Saint-François
2947-5167 2947-5167 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Laval
2947-5183 2947-5183 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Joliette
2947-5191 2947-5191 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Joliette
2947-5217 2947-5217 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Gaspé
2947-5233 2947-5233 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Longueuil
2947-5241 2947-5241 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5266 2947-5266 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Terrebonne
2947-5274 2947-5274 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Mingan
2947-5282 2947-5282 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5290 2947-5290 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-5308 2947-5308 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Montréal
2947-5332 2947-5332 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-5340 2947-5340 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Montréal
2947-5357 2947-5357 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Gaspé
2947-5365 2947-5365 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Terrebonne
2947-5399 2947-5399 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Mingan
2947-5407 2947-5407 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Longueuil
2947-5415 2947-5415 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Beauharnois
2947-5431 2947-5431 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Beauharnois
2947-5449 2947-5449 QUÉBEC INC.	1992 01 23	Longueuil
2947-5480 2947-5480 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Laval
2947-5498 2947-5498 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Abitibi
2947-5548 2947-5548 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5555 2947-5555 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5571 2947-5571 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5639 2947-5639 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Québec
2947-5670 2947-5670 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Labelle
2947-5696 2947-5696 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Drummond
2947-5704 2947-5704 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Laval
2947-5720 2947-5720 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Terrebonne
2947-5738 2947-5738 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Joliette
2947-5746 2947-5746 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-5753 2947-5753 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5761 2947-5761 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Laval
2947-5803 2947-5803 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Longueuil
2947-5811 2947-5811 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5829 2947-5829 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Laval
2947-5837 2947-5837 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Abitibi
2947-5845 2947-5845 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5852 2947-5852 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Rimouski
2947-5860 2947-5860 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Joliette
2947-5878 2947-5878 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Labelle
2947-5894 2947-5894 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-5902 2947-5902 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-5928 2947-5928 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-5936 2947-5936 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Iberville
2947-5944 2947-5944 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Saint-Hyacinthe
2947-5969 2947-5969 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-5977 2947-5977 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Roberval
2947-6041 2947-6041 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Labelle
2947-6066 2947-6066 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Beauharnois
2947-6108 2947-6108 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-6132 2947-6132 QUÉBEC INC.	1992 02 01	Joliette
2947-6215 2947-6215 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6272 2947-6272 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6280 2947-6280 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6322 2947-6322 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Terrebonne
2947-6371 2947-6371 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Joliette
2947-6405 2947-6405 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6413 2947-6413 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Saint-Maurice
2947-6470 2947-6470 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6504 2947-6504 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-6587 2947-6587 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Saint-Hyacinthe
2947-6595 2947-6595 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Richelieu
2947-6603 2947-6603 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Montréal
2947-6660 2947-6660 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6694 2947-6694 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6710 2947-6710 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6728 2947-6728 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Laval
2947-6744 2947-6744 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Montréal
2947-6751 2947-6751 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Joliette
2947-6835 2947-6835 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-6843 2947-6843 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Joliette
2947-6850 2947-6850 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Montréal
2947-6868 2947-6868 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Richelieu
2947-6876 2947-6876 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Richelieu
2947-6884 2947-6884 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Terrebonne
2947-6892 2947-6892 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Terrebonne
2947-6918 2947-6918 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Montréal
2947-7122 2947-7122 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Montréal
2947-7197 2947-7197 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Longueuil
2947-7247 2947-7247 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Alma
2947-7262 2947-7262 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Saint-Hyacinthe
2947-7270 2947-7270 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Saint-François
2947-7288 2947-7288 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Montréal
2947-7296 2947-7296 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Longueuil
2947-7304 2947-7304 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Bedford
2947-7411 2947-7411 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Montréal
2947-7460 2947-7460 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Montréal
2947-7486 2947-7486 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Saint-François
2947-7502 2947-7502 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Longueuil
2947-7510 2947-7510 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-7627 2947-7627 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Joliette
2947-7635 2947-7635 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Laval
2947-7643 2947-7643 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Rimouski
2947-7809 2947-7809 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Laval
2948-0332 2948-0332 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Saint-François
2948-0340 2948-0340 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Chicoutimi
2948-0357 2948-0357 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Labelle
2948-0407 2948-0407 QUÉBEC INC.	1992 01 24	Trois-Rivières
2948-0456 2948-0456 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Hull
2948-1058 2948-1058 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Québec
2948-1074 2948-1074 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Québec
2948-1108 2948-1108 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Québec
2948-1157 2948-1157 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Québec
2948-1165 2948-1165 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Québec
2948-1173 2948-1173 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Québec
2948-1181 2948-1181 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Québec
2948-1314 2948-1314 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Québec
2948-1322 2948-1322 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Joliette
2948-1330 2948-1330 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Joliette
2948-1348 2948-1348 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Joliette

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2948-1355 2948-1355 QUÉBEC INC.	1992 01 27	Joliette
2948-1405 2948-1405 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Arthabaska
2948-1413 2948-1413 QUÉBEC INC.	1992 01 28	Trois-Rivières
2948-1447 2948-1447 QUÉBEC INC.	1992 02 01	Québec
2948-1454 2948-1454 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Québec
2948-1488 2948-1488 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Québec
2948-1645 2948-1645 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Longueuil
2948-1652 2948-1652 QUÉBEC INC.	1992 01 29	Québec
2948-1710 2948-1710 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Québec
2948-1728 2948-1728 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Chicoutimi
2948-1736 2948-1736 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Québec
2948-1744 2948-1744 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Trois-Rivières
2948-1801 2948-1801 QUÉBEC INC.	1992 01 30	Mégantic
2948-1868 2948-1868 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Québec
2948-1876 2948-1876 QUÉBEC INC.	1992 01 31	Québec
2947-6165 LE 4526 RUE LAFONTAINE INC.	1992 01 28	Montréal
2947-4855 ACIER CHEMINART INC.	1992 01 23	Joliette
2947-6702 LES AGENCES LUC LEBOEUF INC.	1992 01 28	Iberville
2947-6488 LES AGENCES MICHEL BLAIS INC.	1992 01 28	Montréal
2946-6190 ALAIN MARTEL CONSEILLER INFORMATIQUE INC.	1992 01 29	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2948-1496 ALIMENTS J.R. INC.	1992 01 29	Québec
2947-6256 LES ALIMENTS R.L. INC.	1992 01 28	Longueuil
2947-5589 AMÉNAGEMENT GILLES LEBLANC INC.	1992 01 24	Longueuil
2947-4905 ANNA SOUVENIRS INC.	1992 01 24	Montréal
2947-6348 ASPHALTE ET PAVAGE DES RUISSEAUX LTÉE	1992 01 28	Terrebonne
2947-5779 ASSURANCES GODARD, LOYER INC.	1992 01 24	Terrebonne
2947-6355 ATELIER DE RESSORTS NATIONAL INC.	1992 01 28	Laval
2948-0159 AUBAINES PLUS P.L. INC.	1992 01 29	Saint-Hyacinthe
2947-4814 AUTO COSMÉTIQUE JAOUDE INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5100 AUTO ÉLECTRIQUE DE LA POINTE INC.	1992 01 23	Montréal
2947-5092 AUTOS MICHEL MICHAUD INC.	1992 01 23	Kamouraska
2947-7163 LES BAGAGES ERNEST INC.	1992 01 29	Montréal
2947-5316 BALAYAGE C.D. INC.	1992 01 23	Montréal
2947-6389 LES BAS PRIX MADELINOT INC.	1992 01 28	Montréal
2947-4657 BAZGHIDAN INC.	1992 01 22	Montréal
2947-5050 BELVEC CONSTRUCTION INC.	1992 01 23	Joliette
2944-9634 BOIS RÉSISTANT GUÉRETTE INC.	1992 01 28	Kamouraska
2947-5621 BORBOTINE INC.	1992 01 27	Terrebonne
2947-6199 BOUTIQUE MARC SIMON INC.	1992 01 27	Terrebonne
2947-7130 BUFFETS MARIE-ANNE INC.	1992 01 29	Richelieu

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2944-9733 LA CABANE À SUCRE BOUCHARD INC.	1992 01 29	Québec
2948-1306 CARRELEX (1992) INC.	1992 01 27	Québec
2944-9659 CAV-CAR INC.	1992 01 28	Québec
2947-5795 CC INTÉGRATIK CABINET CONSEIL INC.	1992 01 24	Laval
2944-6960 CENTRE DE RECHERCHES DE TITRES DU QUÉBEC INC.	1992 02 01	Québec
2947-6637 CENTRE D'AUTO STE-MARTHE INC.	1992 01 28	Terrebonne
2944-9717 LE CENTRE RÉGIONAL DE TÉLÉ-MARKETING DE BEAUCE INC.	1992 01 29	Beauce
2944-9675 CHAUDRON POLI PROPRE INC.	1992 01 27	Alma
2947-6736 CHUN & HANG INC.	1992 01 29	Montréal
2947-5076 LES CLÔTURES ARBOIT INC.	1992 01 23	Joliette
2948-1751 CLUB BÉBÉ LA LA INC.	1992 01 30	Québec
2947-7478 LE CLUB CHAMPION, VÊTEMENTS DE SPORT INC.	1992 01 30	Terrebonne
2947-5662 LE CLUB VERT HORTICOLE INC. THE GREEN CLUB HORTICULTURAL INC.	1992 01 27	Saint-Hyacinthe
2947-6777 LE COCONUT CLUB INC.	1992 01 30	Longueuil
2947-5654 COGECO RADIO INC.	1992 01 27	Montréal
2947-6421 COLIS RIOUX EXPRESS INC.	1992 01 28	Montréal
2946-6257 COMMERCIALISATION CUC INC. CUC MARKETING INC.	1992 02 01	Montréal
2947-4848 COMMUNICATION INTERLINK INC.	1992 01 23	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2948-1397 COMMUNICATION LANCELOT INC.	1992 02 01	Québec
2947-6611 LES COMMUNICATIONS LABELLE INC.	1992 01 27	Montréal
2947-5159 COMPAGNIE AEM D'OR LTÉE GOLDEN AEM CO. LTD.	1992 01 23	Longueuil
2947-6546 COMPAGNIE DE CUIR XIANG SHING INC.	1992 01 28	Longueuil
2947-6207 COMPAGNIE D'EXPORTATION AMÉRICAINE-CANADIENNE INC. AMERICAN-CANADIAN EXPORTATION COMPANY INC.	1992 01 27	Montréal
2947-5324 LA COMPAGNIE D'EXTERMINATION LOGO INC.	1992 01 23	Montréal
2947-7437 CONFECTION CINQ ÉTOILES INC.	1992 01 29	Montréal
2947-5464 CONSEILLERS TREVAYNE INC.	1992 01 24	Beauharnois
2947-6678 CONSORTIUM SOFATI INC.	1992 01 28	Montréal
2947-5225 CONSTRUCTION AQUABEC INC. AQUABEC CONSTRUCTION INC.	1992 01 23	Montréal
2947-7825 CONSTRUCTION ARCHAMBAULT-GAUTHIER INC.	1992 01 30	Longueuil
2944-9600 CONSTRUCTION GASSE ÉLECTRO-MÉCANIQUE INC.	1992 01 27	Québec
2947-6439 CONSTRUCTION JACQUES NORMANDIN INC.	1992 01 28	Saint-Maurice
2947-7445 CONSTRUCTION LYNSI INC.	1992 01 29	Montréal
2947-4632 CONSTRUCTION RÉGENT RATELLE INC.	1992 01 22	Joliette
2944-9253 LES CONSTRUCTIONS ACTIVA INC.	1992 01 24	Québec
2948-0001 CONSTRUCTIONS INÉDITES INC.	1992 01 23	Trois-Rivières
2947-5597 CONSTRUCTIONS LE-ROY INC.	1992 01 23	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2948-1231 LES CONSTRUCTIONS MICHEL FOURNIER INC.	1992 01 30	Québec
2947-7171 CONSTRUCTIONS PASTEL INC.	1992 01 29	Terrebonne
2947-5787 LES CONSTRUCTIONS ROBERT GODARD INC.	1992 01 24	Terrebonne
2947-6181 LES CONSTRUCTIONS TRAN INC.	1992 01 27	Montréal
2947-6264 CONSULTANTS ABM CHAREST INC. ABM CHAREST CONSULTANTS INC.	1992 01 28	Longueuil
2947-6363 LES CONSULTANTS D'ARONCO INC.	1992 01 28	Laval
2947-3782 CONSULTANTS T. MEAGHER INC.	1992 01 27	Montréal
2946-6273 CORPORATION ALLEX MARKETING	1992 01 30	Joliette
2944-9956 COURTIER C.M.R. INC.	1992 01 29	Québec
2947-3766 COUVREURS LAPRAIRIE INC.	1992 01 27	Longueuil
2947-7189 CRÉATIONS DAMIR INC.	1992 01 30	Québec
2947-5381 CROISIÈRE POINTE-AUX-ANGLAIS INC.	1992 01 23	Terrebonne
2948-0365 CRYSTAL LOISIRS INC.	1992 01 24	Chicoutimi
2947-7254 LES CULTURES DU HÂVRE INC.	1992 01 29	Gaspé
2947-6058 DÉCORATION LES DEUX SOEURS INC.	1992 01 27	Joliette
2948-0373 DÉNEIGEMENT GUY BOUCHARD INC.	1992 01 24	Chicoutimi
2947-7213 DENICOURT ÉLECTRIQUE INC.	1992 01 29	Iberville
2944-9394 DESIGN LOUIS HANDFIELD INC.	1992 01 27	Québec
2948-1462 DÉVELOPPEMENTS NOVA PLUS INC.	1992 01 28	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-3683 LES DISQUES LEILA INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5522 DISTRIBUTIONS IRÈNE MARCHAND INC.	1992 01 24	Laval
2947-6561 DIXIT COMMUNICATIONS CONSEIL (L.C.E.B.) INC.	1992 01 28	Montréal
2948-0050 DOMAINE DES ROSIERS INC.	1992 01 27	Rimouski
2947-6645 DOMAINE DU CHEMIN DES DILIGENCES INC.	1992 01 28	Montréal
2944-9949 ÉCLAIRAGES RAYMOND INC.	1992 01 29	Montmagny
2944-9261 LES ÉDITIONS GLOBE MAGAZINE INC.	1992 01 27	Québec
2947-3758 ENERMO INC.	1992 01 27	Laval
2948-1678 LES ENTREPRISES DE CARROSSERIE P.P. INC.	1992 01 29	Québec
2947-6652 LES ENTREPRISES EN PEINTURE CLAU-MA INC.	1992 01 28	Longueuil
2947-6900 ENTREPRISES FRANCEL-BLAY INC.	1992 01 28	Beauharnois
2947-4863 LES ENTREPRISES GATCO INC.	1992 01 24	Longueuil
2948-1264 LES ENTREPRISES GÉOSTABILIS INC.	1992 01 27	Québec
2947-6306 LES ENTREPRISES MIRIER INC.	1992 01 27	Saint-Hyacinthe
2948-1207 LES ENTREPRISES RÉMÉRIC INC.	1992 01 30	Laval
2947-5258 ENTRETIEN RÉAL BOUCHARD INC.	1992 01 23	Terrebonne
2947-7494 ÉPICERIE DANIEL ET LUC INC.	1992 01 30	Roberval
2947-6785 ÉQUIPEMENT STP INC.	1992 01 30	Saint-François
2944-9758 FERME BERNARD GAUTHIER INC.	1992 01 14	Charlevoix

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2944-9378 FERME CHABY INC.	1992 01 24	Québec
2948-1215 FERME DOMAINE DE LA RIVIÈRE INC.	1992 01 30	Alma
2947-6314 FERME DUNORÉ INC.	1992 01 27	Trois-Rivières
2948-1124 FERME DYNAMIQUE INC.	1992 01 29	Arthabaska
2944-9360 FERME GABCOU INC.	1992 01 24	Québec
2947-5688 FERME G.A.B. FOURNIER INC.	1992 01 27	Trois-Rivières
2948-0290 FERME JOYSTEIN INC.	1992 01 23	Arthabaska
2944-9725 FIBRES TEXTILES GEORGES CHASSÉ INC.	1992 01 29	Beauce
2948-1504 FINANCE EXPERT C.G. INC.	1992 01 30	Québec
2947-7221 FINITION INTÉRIEURE R.H. INC.	1992 01 29	Longueuil
2948-1017 FORMATION-MANAGEMENT PIERRE COUTURE INC.	1992 01 29	Québec
2947-7106 LES FOURNITURES ÉLECTRIQUES MASKOUTAINES INC.	1992 01 28	Saint-Hyacinthe
2947-6512 FRADO SPORTS INC.	1992 01 28	Montréal
2948-1694 GÉRALD TESSIER INC.	1992 01 28	Saint-François
2944-9626 GESTION ALIMENTAIRE J.T.F.D. INC.	1992 01 27	Québec
2947-5373 GESTION BATHYSCAPHE INC.	1992 01 23	Montréal
2948-0167 GESTION CHARLES GAUTHIER INC.	1992 01 29	Hull
2944-8545 GESTION CO-JACK INC.	1992 01 24	Trois-Rivières
2948-0068 GESTION C.D.L.P. INC.	1992 01 27	Mingan

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-5175 GESTION FABRIGUY INC.	1992 01 23	Saint-Maurice
2948-1827 GESTION FRANÇOIS CLICHE LTÉE	1992 01 30	Beauce
2947-4954 GESTION FRANÇOIS MIZOGUCHI INC.	1992 01 27	Montréal
2947-6579 GESTION GAMME INC.	1992 01 28	Joliette
2944-9279 GESTION GUY BELIVEAU INC.	1992 01 24	Québec
2948-0308 GESTION IMMOBILIÈRE DAUVAL INC.	1992 01 23	Longueuil
2948-1389 GESTION JEAN MICHAULT INC.	1992 01 28	Québec
2947-4962 GESTION JEANNE BOURQUE INC.	1992 01 27	Montréal
2944-8537 GESTION LISE ALAIN A.J.C. INC.	1992 01 24	Saint-François
2948-1033 GESTION MARLY INC.	1992 01 30	Québec
2947-3774 GESTION MÉDI-SANTÉ INC.	1992 01 27	Québec
2948-1371 GESTION MICHEL POTVIN INC.	1992 01 28	Québec
2948-1777 GESTION PAQUETTE & LAPERRIÈRE INC.	1992 01 30	Québec
2948-1835 GESTION PAUL CLICHE LTÉE	1992 01 30	Beauce
2947-6009 GESTION P.E. RENAUD INC.	1992 01 24	Montréal
2948-1298 GESTION SYLVAIN ANGERS INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6090 LES GESTIONS MICHEL BARON INC.	1992 01 27	Bedford
2947-6447 GIRAVIATION 2005 INC.	1992 01 28	Joliette
2947-5142 LE GROUPE 3F INC.	1992 01 23	Montréal
2947-5886 LE GROUPE D'ACHATS QUÉBECNUT INC.	1992 01 27	Iberville

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2948-1769 GROUPE MÉTROBEC III INC.	1992 01 30	Québec
2946-6240 GROUPE SAMICO INC.	1992 03 01	Terrebonne
2947-7452 LE GROUPE SEGERTECH INC.	1992 01 30	Terrebonne
2947-5647 G.T.P. AUTOMOBILES INC.	1992 01 27	Montréal
2947-6116 HYDRAU-CYCLE INC.	1992 01 24	Richelieu
2944-9618 ILLUSION SÉRIGRAPHIE INC.	1992 01 27	Saint-Hyacinthe
2947-7114 LES IMMEUBLES NORMAND MARTIN INC.	1992 01 28	Richelieu
2947-5530 IMMOBILIÈRE ALEGRIA INC.	1992 01 24	Laval
2947-6074 IMPACT MARKETING DIRECT DU SAGUENAY LAC ST-JEAN INC.	1992 01 27	Chicoutimi
2947-4913 IMPORTATION CONTACT ASIE INC. ASIA CONTACT IMPORT INC.	1992 01 27	Montréal
2947-7148 IMPRIMERIE 335 INC.	1992 01 29	Terrebonne
2947-6330 INFINI COMMUNICATIONS INC.	1992 01 27	Rimouski
2947-5993 INFOGRAPHIE NORDEN INC.	1992 01 28	Longueuil
2947-6769 INFORMATIQUE I-PRIM INC.	1992 01 30	Montréal
2947-6025 INFORMATIQUE ANJOU INC.	1992 01 27	Montréal
2947-6223 INVESTISSEMENT S. GOSSE INC.	1992 01 27	Beauharnois
2947-4830 JEAN VERRIER AUTOS (1992) INC.	1992 01 23	Bedford
2947-4939 KLEO HABITATION CONSEIL INC.	1992 01 27	Longueuil
2947-6538 LAINEY-TEXTES ET CONCEPTS INC.	1992 01 28	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-6298 LOCATION DURIVAGE INC.	1992 01 28	Longueuil
2946-6299 LUMINAIRE DES PRINCES INC.	1992 01 30	Terrebonne
2948-1660 LUNETTERIE ALMA INC.	1992 01 29	Alma
2947-7239 MACROCONSEIL INFORMATIQUE INC.	1992 01 29	Montréal
2947-6231 MAG VIDÉO SPORT LTÉE	1992 01 27	Montréal
2948-1470 MEC IMPORTS-EXPORTS INC.	1992 01 29	Québec
2948-1223 MÉCANIQUE GI-LUC INC.	1992 01 30	Chicoutimi
2948-0126 MÉTRO SERVICE ST-FABIEN INC.	1992 01 28	Rimouski
2946-6281 MICHAËL DUFF INC.	1992 01 30	Bedford
2947-5605 MILOND CONSTRUCTION INC.	1992 01 24	Laval
2947-7205 LE MONDE DISTRIBUTION LTÉE	1992 01 29	Montréal
2948-0134 LE MONDE FANTASTIQUE DE L'AUTO INC.	1992 01 28	Roberval
2947-5951 MTM MACHINERIE DE TEXTILES DE MONTRÉAL INC. MTM MONTRÉAL TEXTILES MACHINERY INC.	1992 02 01	Montréal
2947-6249 M.F. MARKETING FORCE INC.	1992 01 28	Montréal
2948-1686 ORDINATECH ESTRIE INC.	1992 01 27	Mégantic
2947-6033 ORTHO-AVIS INC.	1992 01 24	Montréal
2947-5001 PARENTHÈSES ÉDITION INC.	1992 01 23	Longueuil
2948-1280 LE PERMANENT ÎLE PERROT - VAUDREUIL INC.	1992 01 28	Beauharnois
2947-5423 PLACEMENTS CAMOMILLE INC.	1992 01 23	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-7312 PLACEMENTS DAN PEZ INC.	1992 01 29	Montréal
2946-6224 PLACEMENTS DU CÔTEAU INC.	1992 01 30	Terrebonne
2947-6124 PLACEMENTS GERA INC.	1992 01 27	Terrebonne
2948-0035 PLACEMENTS N.F. INC.	1992 01 27	Mégantic
2947-5613 PMB CONSTRUCTION INC.	1992 01 24	Terrebonne
2947-4889 PORTES C.M. INC.	1992 01 27	Montréal
2948-1066 PROCÉDÉS ET TUYAUTERIES LGI (1992) INC.	1992 01 30	Québec
2947-6454 LES PRODUITS DE PLASTIQUE PANAFORM INC. PANAFORM PLASTIC PRODUCTS INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6827 LES PROMOTIONS WILLIAM INC.	1992 01 28	Montréal
2947-6686 LES P.D.G. DU VIEUX MONTRÉAL INC.	1992 01 28	Montréal
2947-7619 REBOISEMENT CLARK INC.	1992 01 30	Montréal
2947-5712 RÉFRIGÉRATION DES PAYS D'EN HAUT INC.	1992 01 24	Terrebonne
2947-7155 LES RÉSIDENCES MON PARENT INC.	1992 01 29	Drummond
2948-0076 RESTAURANT MAHARANI INC.	1992 01 27	Chicoutimi
2947-5563 RESTAURANTS MARSILLO-DELI INC.	1992 01 24	Montréal
2948-0381 REVÊTEMENTS ET ISOLATION BERGERON INC.	1992 01 23	Charlevoix
2947-6793 LA REVUE PORTRAIT DES AINÉS INC.	1992 01 29	Longueuil
2947-5043 RMF CONSULTANTS INC.	1992 01 23	Longueuil
2947-5019 R.B. AMÉNAGEMENT PAYSAGER INC.	1992 01 23	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2947-6397 SÁCS G. THERIEN INC.	1992 01 31	Terrebonne
2947-6926 LES SERRES MAGI-K LTÉE	1992 01 28	Longueuil
2948-0043 LES SERRES VANI-FLEUR INC.	1992 01 27	Laval
2947-6082 SERVICE DE COUCHES LA BELLE VIE INC. LA BELLE VIE DIAPER SERVICE INC.	1992 01 27	Montréal
2944-9642 SERVICE DE FORMATION EN SOINS D'URGENCE J.M.C. INC.	1992 01 27	Saint-François
2947-6173 SERVICE D'ENTRETIEN SALPE INC.	1992 01 27	Montréal
2947-7528 SERVICE ET MÉCANIQUE M.L.T. INC.	1992 01 30	Terrebonne
2948-1090 SERVICES D'ARBRES DE LA CAPITALE INC.	1992 01 30	Québec
2947-6520 SERVICES GÉRÉ INC.	1992 01 28	Iberville
2947-6140 LES SERVICES INFORMATIQUES PIERRE CÔTÉ INC.	1992 01 27	Terrebonne
2947-5985 SOCIÉTÉ DE COURTAGE IMMOBILIER - IMMEUBLES GLORIA (1992) INC.	1992 01 28	Montréal
2948-1421 LA SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE BELLE-RIVIÈRE INC.	1992 01 29	Québec
2947-6462 SOIEUSEMENT VÔTRE INC.	1992 01 27	Hull
2948-1512 SOUVENIRS ARCHIPEL-MINGAN INC.	1992 01 30	Mingan
2947-5209 LES SPECTACLES DE BOXE PHOENIX INC.	1992 01 23	Montréal
2947-6017 SPEQ CINAR INC.	1992 01 24	Montréal
2948-1843 STATION MAURICE MARTIN INC.	1992 01 30	Québec
2947-5472 STRUCTURE RICHARD INC.	1992 01 24	Arthabaska
2947-6553 STUDIO D (1992) INC.	1992 01 28	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2948-1702 THERMOPOMPE ST-JEAN INC.	1992 01 28	Iberville
2948-1363 TOURING-CLUB INTERNATIONAL (TCI) INC.	1992 01 24	Québec
2946-6208 LES TRADUCTIONS MARIE BOUCHARD INC.	1992 01 29	Montréal
2947-7403 TRANSPORT CHARLES BIRON INC.	1992 01 29	Joliette
2948-0282 TRANSPORT DANEX INC.	1992 01 23	Saint-François
2947-6157 TRANSPORT STÉPHANE GAUMOND INC.	1992 01 27	Saint-Hyacinthe
2947-7429 TREBCO INC.	1992 01 29	Montréal
2948-0399 TREMMAGA AVIATION INC.	1992 01 24	Baie-Comeau
2947-5456 VERGER BEDFORD INC.	1992 01 23	Bedford
2948-1009 VIANDES TRUDEAU INC.	1992 01 29	Québec
2947-6496 LES VOYAGES DOUCET INC.	1992 01 29	Joliette
2948-0316 WILFRID OUELLET INC.	1992 01 23	Rimouski
2947-5910 WOODS BROUILLETTE DES MARAIS INC.	1992 01 27	Montréal
2944-9667 Y.J.M. TRANSPORT INC.	1992 01 28	Québec
2947-6629 (MOTS)MENTUM-RÉDACTEURS-CONSEILS INC.	1992 01 27	Longueuil

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

3478

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1468-4021 CHARLES MORISSETTE INC.	1976 07 12	1992 01 28	
1312-8442 CUIRS & FOURNITURES DE CORDONNERIES LTÉE	1961 02 06	1992 01 28	
1205-9895 EMILIUS ROSA INC.	1970 01 28	1992 01 27	1205-9895 QUÉBEC INC.
1633-9988 LES ENTREPRISES ANDRÉ BÉGIN INC.	1979 02 21	1992 01 28	CONSTRUCTION BÉGIN & GRÉGOIRE INC.
1230-7096 ENTREPRISES OCTOSTOP INC.	1969 05 01	1992 01 23	OCTOSTOP INC.
1508-8495 LES ENTREPRISES REDANA INC.	1977 11 24	1992 01 23	
1229-7834 EXCAVATION A. LACHAPELLE INC.	1971 06 17	1992 01 23	
1271-0141 FABRIQUE O-BOIS INC.	1969 06 30	1992 01 23	
1210-9468 FERNAND LACOMBE INC.	1963 12 12	1992 01 30	
1632-6746 LA FRUITERIE CHÂTEAU INC.	1979 01 08	1992 01 23	
1630-5724 HENRI-PAUL GOSSELIN INC.	1978 10 17	1992 01 24	LES IMMEUBLES HENRI-PAUL GOSSELIN INC.
1168-7977 MAHONCO INC.	1942 02 27	1992 01 28	
1349-3176 MAISONS MOBILES BÉLIVEAU INC.	1972 11 03	1992 01 24	ENTRABE INC.
1245-0458 MAURICE DECHAMPLAIN INC.	1956 01 31	1992 01 28	
1354-3699 MÉTAL DU BAS ST-LAURENT INC.	1974 03 05	1992 01 27	
1330-6345 PIÈCES D'AUTOS C.G.N. LTÉE	1973 05 04	1992 01 24	
1120-3114 RESTAURANT BAR-B INC.	1966 12 28	1992 01 24	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1508-4791 TOURACINE INC.	1977 12 01	1992 01 24	

L'Inspecteur général des institutions financière.
JEAN-MARIE BOUCHARD

3479

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2948-1082 4 SAISONS MOTORISÉ INC.	GARAGE ALAIN GAGNÉ INC. 4 SAISONS MOTORISÉ INC.	1992 02 01	Gaspé
2948-0464 BOIS BLANDFORD INC.	BOIS BLANDFORD INC. BOIS SAV-MAN INC.	1992 05 01	Trois-Rivières
2948-1199 DISCOTHÈQUE SALON ROUGE INC.	2865-2808 QUÉBEC INC. 2421-4314 QUÉBEC INC. LES IMMEUBLES F.G.P. INC.	1992 01 31	Québec
2948-1892 LES ENTREPRISES P.F.V. DE LA MAURICIE INC.	LOCATION ST-MAURICE LTÉE VINCENT AUTOMOBILE LIMITÉE	1992 02 01	Saint-Maurice
2944-8826 HADLEY & CHARTRAND INC.	LES PLACEMENTS GLEN HADLEY INC. HADLEY & CHARTRAND INC.	1992 01 24	Beauharnois
2948-0324 LES INVESTISSEMENTS ET GESTIONS PROSPER PLUS INC.	LES INVESTISSEMENTS ET GESTIONS PROSPER PLUS INC. 2867-3986 QUÉBEC INC.	1992 02 01	Trois-Rivières
2948-1025 J. ROLAND PARIS INC.	J. ROLAND PARIS INC. 2533-5126 QUÉBEC INC.	1992 02 01	Arthabaska
2948-1041 J.M. CLÉMENT DE LA CAPITALE INC.	J.M. CLÉMENT DE LA CAPITALE INC. 2325-9450 QUÉBEC INC.	1992 02 01	Québec
2948-1116 LABORATOIRE D'ANALYSE BOURLAMAQUE LTÉE BOURLAMAQUE ASSAY LABORATORIES LTD.	LABORATOIRE D'ANALYSE BOURLAMAQUE LTÉE 2625-1710 QUÉBEC INC.	1992 02 01	Abitibi

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2948-0217 LATIGO INC.	LATIGO INC. F. FERVESSAN LTÉE	1992 02 01	Saint-François
2944-9964 LOCATION ST-MAURICE LTÉE	ACTION SUZUKI AUTOMOBILE INC. LOCATION ST-MAURICE LTÉE	1992 01 29	Saint-Maurice
2948-0191 PHARMADAN INC.	2731-3014 QUÉBEC INC. PHARMADAN INC.	1992 02 01	Drummond
2948-0209 PLASTIQUE D.C.N. INC.	LECAR LTÉE PLASTIQUE D.C.N. INC.	1992 02 01	Arthabaska
2948-1140 SERVICE CORPORATIF P M E (RIVE-SUD DE QUÉBEC) INC.	SERVICE CORPORATIF P M E (RIVE-SUD DE QUÉBEC) INC. GESTION DE BUREAU L.L.A.R. INC.	1992 02 01	Québec
2948-1819 VOYAGES PYRAMID INC. PYRAMID TRAVEL INC.	VOYAGES PYRAMID INC. GESTION N.R.L. INC. ATELIER TANGUAY INC.	1992 02 01	Montréal

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

3480

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2525-2180 2525-2180 QUÉBEC INC.	1987 04 30	1992 01 27	de la dénomination sociale: JEANS FÉDÉRAL INC. FEDERAL JEANS INC.
2527-0901 2527-0901 QUÉBEC INC.		1992 01 23	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 15
2528-8952 2528-8952 QUÉBEC INC.	1987 08 05	1992 01 24	du district: Saint-Hyacinthe
2541-2263 2541-2263 QUÉBEC INC.	1987 11 16	1992 01 23	1) de la dénomination sociale: MAÇONNERIE MARC-ANDRÉ INC. 2) du district: Terrebonne

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2626-0877 2626-0877 QUÉBEC INC.	1988 08 31	1992 01 30	du district : Joliette
2641-4102 2641-4102 QUÉBEC INC.	1989 03 31	1992 01 29	de la dénomination sociale : HABITATOIT INC.
2731-0366 2731-0366 QUÉBEC INC.	1989 06 16	1992 01 24	de la dénomination sociale : LES TERRASSES DU MANOIR INC.
2749-7189 2749-7189 QUÉBEC INC.	1990 03 06	1992 01 24	1) du capital-actions 2) des dispositions
2758-6791 2758-6791 QUÉBEC INC.	1990 08 06	1992 01 27	du district : Saint-François
2847-1910 2847-1910 QUÉBEC INC.	1990 11 27	1992 01 24	du capital-actions
2857-7757 2857-7757 QUÉBEC INC.	1991 05 07	1992 01 27	de la dénomination sociale : PLOMBERIE ROLAND CHAUSSÉ INC.
2859-8522 2859-8522 QUÉBEC INC.	1991 06 28	1991 12 17	de la dénomination sociale : le : SANANDA INC.
2861-1382 2861-1382 QUÉBEC INC.	1991 07 11	1992 01 27	1) de la dénomination sociale : PAPETERIE ST-LOUIS BERGERON LTÉE 2) du capital-actions
2861-8957 2861-8957 QUÉBEC INC.	1991 07 11	1992 01 27	de la dénomination sociale : TALIS COMMUNICATION (1992) INC.
2866-7764 2866-7764 QUÉBEC INC.	1991 10 09	1992 01 23	de la dénomination sociale : AGRO-FRANCE INTERNATIONAL INC.
2868-1872 2868-1872 QUÉBEC INC.	1991 10 25	1992 01 28	1) de la dénomination sociale : GESTION CLAUDE GÉLINAS INC. 2) du district : Laval 3) du capital-actions
2868-6798 2868-6798 QUÉBEC INC.	1991 11 12	1992 01 28	de la dénomination sociale : TRANSPORT E.P.S. INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2869-8959 2869-8959 QUÉBEC INC.	1991 12 23	1992 01 27	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS ROCAN (1992) INC.
2869-8967 2869-8967 QUÉBEC INC.	1991 12 23	1992 01 27	de la dénomination sociale: GESTION REJEN (1992) INC.
2869-8975 2869-8975 QUÉBEC INC.	1991 12 23	1992 01 27	de la dénomination sociale: LES GESTIONS GISKA (1992) INC.
2944-9097 2944-9097 QUÉBEC INC.	1992 01 17	1992 01 31	de la dénomination sociale: G.P.A.Q. MARKETING INC.
2946-1746 2946-1746 QUÉBEC INC.	1991 12 11	1992 01 27	1) de la dénomination sociale: L'ÉTOILE DODGE CHRYSLER INC. 2) du capital-actions
2946-2777 2946-2777 QUÉBEC INC.	1991 12 13	1992 01 28	du district: Témiscamingue
2946-3361 2946-3361 QUÉBEC INC.	1991 12 13	1992 01 31	de la dénomination sociale: BV MARITIME INC.
2946-4542 2946-4542 QUÉBEC INC.	1991 12 30	1992 01 21	du district: Roberval
2947-1083 2947-1083 QUÉBEC INC.	1992 01 13	1992 01 24	de la dénomination sociale: LES INDUSTRIES METKA (1992) INC.
2947-3519 AGENCES MICHEL HÉBERT SPORTS INC.	1992 01 20	1992 01 28	du district: Montréal
2946-6521 ALPHA COPIEUR INC.	1991 12 18	1992 01 24	de la dénomination sociale: COPIEUR ALPHA INC.
2947-0309 LES ATELIERS TANGO ARGENTINE INC.	1992 01 08	1992 01 24	de la dénomination sociale: LES ATELIERS TANGO ARGENTIN INC.
1191-9925 A. GIRARDIN INC.	1958 07 29	1992 01 27	1) du capital-actions 2) des dispositions
2854-0474 BEAULIEU, GAREAU ET COMPAGNIE INC.	1991 03 11	1992 01 27	de la dénomination sociale: BGC GAREAU CAPITAL INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1139-1059 BLUMER'S (PLACE LONGUEUIL) LTD.	1965 03 11	1992 01 17	de la dénomination sociale: 1139-1059 QUÉBEC INC.
2731-2743 LES BONBONS RICHARD INC.	1989 06 29	1992 01 28	du capital-actions
1139-1125 BOUTIQUE CHÉRIE LTÉE	1968 03 21	1992 01 17	de la dénomination sociale: 1139-1125 QUÉBEC INC.
2732-7485 LA BOUTIQUE OPULENCE INC.	1989 06 14	1992 01 27	de la dénomination sociale: JULIEN AVIATION INC.
1216-5916 BOUTIQUE ZIBA LTÉE	1963 07 25	1992 01 17	de la dénomination sociale: 1216-5916 QUÉBEC INC.
2166-8413 CABANE À SUCRE GÉRARD NAPERT INC.	1984 02 29	1992 01 28	de la dénomination sociale: CABANE À SUCRE NAPERT INC.
2840-1305 CÂBLESTRIE INC.	1990 09 01	1992 01 29	du capital-actions
1504-1965 CARREAUX DE LUXE LTÉE	1976 07 09	1992 01 31	1) du capital-actions 2) des dispositions
2846-3651 CHAMPI-TÉMIS INC.	1990 12 17	1992 01 24	du capital-actions
2324-7604 CLAUDE GÉLINAS LUMINAIRES LTÉE	1985 07 31	1992 02 01	1) du capital-actions 2) des dispositions
2423-6176 COMMERCE PIGEON HILL (1991) LTÉE	1986 10 24	1992 01 27	de la dénomination sociale: LES BOIS JEAN-PIERRE LTÉE
2163-1536 CONSTRUCTEURS ST-MAURICE (J.H.) LTÉE	1983 11 29	1992 01 24	du capital-actions
2433-3809 LES CONSTRUCTIONS J.-L. ET P. LANGLOIS INC.	1987 02 26	1992 01 28	1) du district: Montréal 2) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
1636-3681 LES CONSTRUCTIONS LACHAINE-LAPIERRE INC.	1979 05 18	1992 01 29	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS RÉGIS LAPIERRE INC.
2530-7745 LES CONSTRUCTIONS LARAMÉE ET DUMESNIL INC.	1987 09 22	1992 01 13	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS GUY LARAMÉE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2747-8783 CONSULTANTS VIGILANCE-SANTÉ INC.	1990 01 25	1992 01 29	1) du district : Joliette 2) du capital-actions 3) des dispositions
2165-2094 CORPORATION AMEN	1984 01 25	1992 01 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2849-0985 LA CORPORATION IMMOBILIÈRE WAKEFIELD	1991 01 17	1992 01 27	1) de la dénomination sociale : LINEA SYSTÈMES ARTOPEX INC. 2) du district : Laval
2867-3341 COUTURE J.E.P. INC.	1991 10 24	1992 01 28	de la dénomination sociale : LES ENTREPRISES SUKO INC.
1161-3718 DORILAS GRENIER LIMITÉE	1956 03 14	1992 01 29	de la dénomination sociale : 1161-3718 QUÉBEC INC.
2740-2619 ÉLECTRONIQUE J.M. ROBERT INC.	1989 11 27	1992 01 24	de la dénomination sociale : ÉLECTRONIQUE VALLEYFIELD INC.
2423-5111 LES ENTREPRISES AMESSE & FILIATREAULT INC.	1986 10 30	1992 01 28	de la dénomination sociale : CONSTRUCTION AMESSE INC.
2164-3275 LES ENTREPRISES MIMEAULT & VERREAULT INC.	1983 12 28	1992 01 24	de la dénomination sociale : LES GESTIONS MIM-VER D'ALMA INC.
2627-1288 ENTREPRISES NATWA INC.	1988 09 23	1992 01 21	du district : Québec
1473-8645 FERME DUBUC INC.	1977 02 03	1992 01 29	de la dénomination sociale : FERME A.P. (4) INC.
2844-8371 LES FERMES FER-CAP INC.	1990 10 09	1992 01 24	de la dénomination sociale : VÊTEMENTS C. & E. INC.
2856-3971 GARAGE D.G.R. INC.	1991 04 23	1992 01 27	1) du capital-actions 2) des dispositions
2553-6145 GARAGE MAGELLA BEAULIEU INC.	1988 06 06	1992 01 28	du capital-actions
1262-8053 GESTAD INC.	1970 12 13	1992 01 29	1) du district : 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2842-8845 GESTION BARAKATT, DAWSON, TURCOTTE INC.	1990 10 23	1992 01 24	1) de la dénomination sociale: GROUPE KARMA INC. 2) du capital-actions
2621-7596 GESTION GÉRARD RIOUX INC.	1988 08 26	1992 01 27	de la dénomination sociale: LES INDUSTRIES AGROMINE INC.
2545-8811 GESTION JOHN DESGAGNÉS INC.	1988 02 29	1992 01 27	du district: Mingan
2412-7300 GESTION LIONEL TREMBLAY INC.	1986 02 26	1992 01 29	du district: Charlevoix
2550-2253 GESTION MICHEL DUQUETTE INC.	1988 03 09	1992 01 24	des restrictions à l'activité
2760-5591 GROUPE CONSEIL ICARS INC.	1990 08 01	1991 12 16	de la dénomination sociale: LES SERVICES ACTUARIELS (S.A.I.) INC.
2868-2557 LE GROUPE DE NETTOYEUR GLOBAL INC.	1991 10 17	1992 01 28	1) de la dénomination sociale: GROUPE URGENCE SINISTRE G.U.S. INC. 2) du district: Québec
2867-4273 HAUTE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (HTI) INC.	1991 10 25	1992 01 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
2411-5107 LES IMMEUBLES LOGISIX INC.	1986 02 06	1992 01 27	du district: Montréal
2553-2920 LES IMMEUBLES NORMAND INC.	1988 06 01	1992 01 27	du capital-actions
2637-3993 IMMOBILIÈRE QUERCY-SAINT-PIERRE INC.	1989 03 06	1992 01 29	de la dénomination sociale: LE GROUPE QUERCY (1992) INC.
2547-5062 JEAN VERRIER AUTOS INC.	1988 01 27	1992 01 23	de la dénomination sociale: 2547-5062 QUÉBEC INC.
1230-7229 J.A. LACASSE INC.	1963 10 22	1992 01 28	du capital-actions
2642-0042 J.A.D. COMMUNICATIONS INC.	1989 04 13	1992 01 24	du capital-actions
2946-8816 KON-TIKI INTERNATIONAL INC.	1991 12 30	1992 01 17	1) du capital-actions 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2317-0905 LOCATION EXPERT HILFO INC.	1985 02 25	1992 01 27	de la dénomination sociale: E. ROSA INC.
2620-1947 MAGASIN À DÉCOUVRIR MAX (M.A.D. MAX) INC.	1988 06 23	1992 01 29	du capital-actions
1116-2369 MANUFACTURE DE MEUBLES CAROL ANN LTÉE	1950 10 03	1992 01 24	du capital-actions
2171-2658 MARCEL BAZINET INC.	1984 06 06	1992 01 27	1) du capital-actions 2) des dispositions
1208-6187 MÉCANIQUE J.C.T. INC.	1971 03 03	1992 01 31	1) du district: Laval 2) du capital-actions 3) des dispositions
2841-6063 NORWES CONSTRUCTION INC.	1990 03 15	1991 12 16	du district: Terrebonne
1644-2410 PÂTISSERIE ANDRÉ PICHETTE (1980) INC.	1980 05 02	1992 01 30	de la dénomination sociale: RELAIS DESSERTS (1992) INC.
2152-7486 PLACEMENTS FRANÇOIS PICHETTE LTÉE	1983 03 28	1992 01 27	du capital-actions
2746-0427 LES PLACEMENTS GHISLAIN GARANT INC.	1990 01 25	1992 01 24	1) de la dénomination sociale: LES PELOUSES 3000 INC. 2) du district: Montmagny 3) du capital-actions 4) des dispositions
2744-7200 LES PLACEMENTS JEAN-PAUL BRETON INC.	1989 12 14	1991 12 16	de la dénomination sociale: CONCEPT ART ET DESIGN J.P.B. INC.
2855-1729 POLY-DALE INC.	1991 04 08	1991 12 16	de la dénomination sociale: POLY-DALLE INC.
2731-5910 PROCÉDÉS ET TUYAUTERIES LGI INC.	1989 07 06	1992 01 30	de la dénomination sociale: 2731-5910 QUÉBEC INC.
2867-0461 RÉAL LEBLANC & ASSOCIÉS (1991) INC.	1991 10 16	1992 01 09	1) de la dénomination sociale: 2867-0461 QUÉBEC INC. 2) du district: Joliette
2865-0281 RÉSIDENCE FUNÉRAIRE RIOPEL INC.	1991 10 01	1992 01 24	du district: Richelieu

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2860-6010 SALON DE QUILLES ET BILLARD BEAUPORT INC.	1991 06 17	1992 01 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
2439-6749 SERVICES DE GESTION DENTAIRE PROGRÈS-PLUS INC.	1986 08 21	1992 01 31	du capital-actions
2430-2077 SID-SPEQ (2) INC.	1987 02 06	1992 01 29	du capital-actions
2858-0348 SOCIÉTÉ À CAPITAL DE RISQUE LDI INC.	1991 05 14	1992 01 24	des dispositions
2735-8894 STRATIBOIS INC.	1989 09 07	1992 01 27	du capital-actions
2738-3959 SUPERMARCHÉ BOURBONNAIS INC.	1989 09 08	1992 01 30	du district : Montréal
2419-3120 SURVEILLANCE INTERVISION INC.	1986 08 13	1992 01 22	de la dénomination sociale : DISTRIBUTIONS AQUARIA INC.
2152-1083 S.M.C. SOCIÉTÉ MASKOUTAINE DE COURTAGE (1990) INC.	1983 03 02	1992 01 27	de la dénomination sociale : SOCIÉTÉ MASKOUTAINE DE COURTAGE INC.
2438-8894 LE THÉÂTRE DES CASCADES (1987) INC.	1986 07 21	1992 01 27	de la dénomination sociale : 2438-8894 QUÉBEC INC.
2862-3676 TRADUCTIONS MICHEL RHEAULT INC.	1991 07 26	1992 01 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2539-0493 TYSON CANADA INC.	1987 09 11	1992 01 28	de la dénomination sociale : 2539-0493 QUÉBEC INC.

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

3481

Délivrance d'un certificat rectifié/complété

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à la compagnie suivante :

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/remplacé
2869-8009 MEGA OXYGÈNE INC. MEGA OXYGEN INC.	modification	1992 02 01	1992 01 29

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

3482

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

CLUB DU CONDOR INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), partie III, il a accordé des lettres patentes en date du 1992 02 05 constituant en corporation, sans capital-actions, «CLUB DU CONDOR INC.» déjà constituée en corporation le 1958 12 05 en vertu de la Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., c. C-22).

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 500 000,00 $.

Le siège social de la corporation est au 1275, avenue des Érables, Saint-Antoine des Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77882 1245-5226

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2944-8560 LES AMIES DE L'ALLAITEMENT DE LA MATAWINIE	1992 01 29	8161, route 125, Chertsey
2944-8586 ASSOCIATION ACTI-JEUNES DE LONGUEUIL	1992 01 29	371, Brault, Longueuil
2944-8883 ASSOCIATION DEKHOCKEY MINEUR LANAUDIÈRE INC.	1992 01 29	176, rue Payette, Le Gardeur
2948-0142 ASSOCIATION DES CADIEUX D'AMÉRIQUE	1992 01 31	591, Bord-de-l'Eau, Iberville
2944-8578 ASSOCIATION DES DÉTAILLANTS D'ASPIRATEURS DU QUÉBEC A.D.A.Q.	1992 01 29	176, rue Payette, Le Gardeur
2947-0820 ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS ET PROFESSIONNELLES DE LA VIDÉO DU QUÉBEC	1992 01 31	4115, Papineau, Montréal
2944-5020 ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES MUSICOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC	1992 01 29	Communauté urbaine de Montréal
2948-0027 ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL CADRE DE LA VILLE D'OUTREMONT	1992 01 28	40, avenue St-Just, Outremont
2946-9400 ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE "LE PRINTEMPS AMAZIGH"	1992 01 28	73, rue Duluth, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2948-0431 CENTRE DE RAJA YOGA BRAHMA KUMARIS DE MONTRÉAL	1992 01 29	10705, Grande-Allée, app. 5, Montréal
2869-5690 CENTRE SUR L'AUTRE RIVE INC.	1992 01 29	20, rue Saint-Pierre, Salaberry-de-Valleyfield
2948-1785 CHOLESTACTION QUÉBEC INC.	1992 01 30	440, boulevard René-Lévesque ouest, bureau 1401, Montréal
2948-0415 CLUB DE CURLING MONT-JOLI INC.	1992 01 29	1581, boulevard Jacques-Cartier, Mont-Joli
2944-8834 CLUB DE HOCKEY LES RIVERAINS DE MÉGANTIC INC.	1992 01 28	5066, Frontenac, Lac Mégantic
2944-9287 CLUB OPTIMISTE BELLERIVE/LONGUEUIL, QUÉBEC	1992 01 28	931, Francis, Longueuil
2944-9824 CONSULT-EMPLOI ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1992 01 28	402, rue des Peupliers, Rouyn-Noranda
2944-6994 LA CORPORATION DE SERVICES DE LA FÉDÉRATION DES POLICIERS DU QUÉBEC	1992 01 27	5115, avenue de Gaspé, bureau 320, Montréal
2944-9766 LA CORPORATION DE SERVICES DU MONT VICTOR TREMBLAY INC.	1992 01 27	Bras-du-Nord, Saint-David de Falardeau
2948-0019 FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE JEUNE PUBLIC DU QUÉBEC (1992) INC.	1992 01 28	255, Ontario est, Montréal
2868-1021 FONDATION CKLM	1992 01 29	3195, boulevard Saint-Martin ouest, Laval
2944-8867 LA FONDATION DENIS-CHARTIER INC.	1992 01 28	16 650, rue Bourdages sud, Saint-Hyacinthe
2869-7605 FONDATION FARHA FARHA FOUNDATION	1992 01 30	50, Saint-Paul ouest, app. 26, Montréal
2944-8552 FONDATION LES CONDORS DU CEGEP BEAUCE-APPALACHES INC.	1992 01 29	1055, 116e Rue est, Saint-Georges
2944-8362 LA FONDATION LOUISE-AMÉLIE INC.	1992 01 31	Sainte-Anne-des-Monts

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2948-0084 FONDATION RICHARD GUILMETTE INC.	1992 01 29	12, rue Bélair, bureau 3, Saint-Luc
2944-9386 FONDS COMMUNAUTAIRE LES FORGES INC.	1992 01 28	Trois-Rivières
2948-1249 GROUPE D'ACTION, USINE DE PÂTES ET PAPIERS PORT-CARTIER INC.	1992 01 31	103, de la Rivière, Port-Cartier
2948-1793 L'INSTITUT DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES THÉORIQUES DU QUÉBEC	1992 01 30	Trois-Rivières
2948-1629 JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE RÉGION DE QUÉBEC	1992 01 29	435, du Roi, Québec
2868-3159 LA MAISON DE LA FAMILLE DE ROUYN-NORANDA	1992 01 29	19, rue Perreault ouest, Rouyn-Noranda
2944-6515 MAISON RÉPIT-VACANCES INC.	1992 01 28	480, de Gentilly ouest, Longueuil
2948-0225 MEMBRES DU CLUB SANTÉ DORVAL DORVAL HEALTH CLUB MEMBERS	1992 01 31	230, avenue Dorval, Dorval
2948-0423 PARTAGE TIERS-MONDE	1992 01 29	5, St-Arthur, Gatineau
2948-1439 PLEIN-AIR TOURISME HUNTERSTOWN	1992 01 29	3550, Rang des Trembles, Saint-Paulin
2944-8859 PROMOTION DES ARTS ET DE LA CULTURE DANIELLE SABOURIN	1992 01 28	4262, rue Hôtel-de-Ville, Montréal
2948-0100 RALLIEMENT GASPÉSIEN ET MADELINOT	1992 01 30	172, boulevard Perron est, Caps-Noirs
2944-9352 LE REGROUPEMENT DES ASSUREURS-VIE DES COMMANDEURS	1992 01 27	4341, Jules-Verne, Québec
2944-9832 REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DES RIVIÈRES (R.O.C.)	1992 01 28	2, rue Adémar Cusson, Bedford
2948-0118 RESTO PLATEAU	1992 01 30	4689, avenue Papineau, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2948-1132 SOCIÉTÉ DE GESTION - COMPLEXE DES RIVIÈRES MANITOU ET MINGAN INC.	1992 01 31	Rue Manitou, Mingan
2948-0472 SPORTS ET LOISIRS SAINT-ATHANASE	1992 01 30	90, Route 104, Saint-Athanase
2948-0175 LE THÉÂTRE DE LA MUSE	1992 01 31	21, rue John White, Kirkland
2948-0092 THÉÂTRE MOTUS	1992 01 29	4260, Fullum, Montréal

L'Inspecteur général des institutions financières,
3483 JEAN-MARIE BOUCHARD

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1475-9211 L'ASSOCIATION MONOPARENTALE LA RELANCE INC.	1977 03 25	1992 01 28	1) des objets 2) des dispositions
2851-7092 ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION EN RÉSIDENCE DE L'ESTRIE (AIRE) INC.	1991 03 25	1992 01 29	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers 3) des dispositions
2851-6649 CLAVIVENT	1991 02 25	1992 01 29	1) des objets 2) des dispositions
2537-3531 FONDATION DE L'HÔPITAL SAINTE-JUSTINE	1987 09 18	1992 01 28	des objets
2624-7056 GROUPE DE SOUTIEN AUX JEUNES ENTREPRENEURS DU WEST ISLAND INC. SERVICE D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS DU WEST-ISLAND (GESTION-IDÉES)	1988 09 29	1992 01 31	de la dénomination sociale :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2324-4346 GROUPE D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS DU SUD-OUEST	1985 10 08	1992 01 29	1) de la dénomination sociale: SERVICE D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS- SAJE DU SUD DE MONTRÉAL 2) des objets 3) des dispositions

L'Inspecteur général des institutions financières,
3484 JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de dénomination sociale (Article 21)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de dénomination sociale de la corporation suivante:

Ancienne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution
2430-8736 CLUB TR-4 LABRECQUE ST-LÉON	CLUB DE SKI DE FOND LABRECQUE DE ST-LEON INC.	1987 03 18

L'Inspecteur général des institutions financières,
3485 JEAN-MARIE BOUCHARD

Dissolution — Demandes de

1297-4929 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 1297-4929 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Lambert, le 10 février 1992

Le secrétaire de la compagnie,
77977 FRANÇOIS BOURGAULT

2321-5502 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2321-5502 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 2 janvier 1992

Le président,
77981 GUISEPPINA GUZZO

2345-3398 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2345-3398 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 3 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77903 GUY & GILBERT

2426-3337 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2426-3337 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 4 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77962 GARCEAU & DUFRESNE, *notaires*

2543-3103 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2543-3103 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77993 BYERS CASGRAIN

2641-0100 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2641-0100 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Bruno-de-Montarville, le 7 février 1992

Le procureur de la compagnie,
77956 YVES LAMOUREUX, *notaire*

2740-2700 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2740-2700 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Alma, le 8 janvier 1992

Le secrétaire de la compagnie,
77910 GHISLAIN POTVIN

2860-8073 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2860-8073 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 16 juillet 1991

Le secrétaire de la compagnie,
77900 PIERRE GAUVREAU

2862-8899 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2862-8899 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
78027 GODIN, RAYMOND, HARRIS, THOMAS

2862-8907 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2862-8907 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
78026 GODIN, RAYMOND, HARRIS, THOMAS

2862-8915 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2862-8915 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
78025 GODIN, RAYMOND, HARRIS, THOMAS

2862-8923 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2862-8923 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
78028 GODIN, RAYMOND, HARRIS, THOMAS

ANSELME PAQUET INC.

Prenez avis que la compagnie «ANSELME PAQUET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Amqui, le 29 janvier 1992

Le président,
77906 ANSELME PAQUET

ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES D'AÉRONEFS DE LA RÉGION DE LA SARRE

Prenez avis que la compagnie «ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES D'AÉRONEFS DE LA RÉGION DE LA SARRE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

La Sarre, le 3 février 1992

Pour la compagnie,
77952 BRUNO EAST

AUTO ELECTRIC ASSOCIATES INC.

Prenez avis que la compagnie « AUTO ELECTRIC ASSOCIATES INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lennoxville, le 28 janvier 1992

Le vice-président,
77994 AURÈLE BÉLANGER

CENTRE DE DANSE LANAUDIÈRE

Prenez avis que la compagnie « CENTRE DE DANSE LANAUDIÈRE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Michel-des-Saints, le 10 février 1992

La secrétaire de la compagnie,
78016 LUCIE M. GAGNÉ

CENTRE ÉDUCATIF « LE SEMEUR »

Prenez avis que la corporation « CENTRE ÉDUCATIF « LE SEMEUR » » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Nérée, le 4 février 1992

Le président,
77965 ERWIN MOROSOLI

CHENIL C.G.R. INC.

Prenez avis que la compagnie « CHENIL C.G.R. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 4 février 1992

Pour la compagnie,
77964 CARMEN ROY

CONSTRUCTION ARBOUR & FORGET INC.

Prenez avis que la compagnie « CONSTRUCTION ARBOUR & FORGET INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Côme, le 31 janvier 1992

Le secrétaire de la compagnie,
77978 ANDRÉ FORGET

DELECT-ART INC.

Prenez avis que la compagnie « DELECT-ART INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 30 janvier 1992

La présidente,
77905 MADELEINE RILOTE

DISTRIBUTIONS LAUBER INC.

Prenez avis que la compagnie « DISTRIBUTIONS LAUBER INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 29 janvier 1992

Les procureurs de la compagnie,
77902 LAVERY, DE BILLY

ÉGLISE BAPTISTE ÉVANGÉLIQUE DU BERGER

Prenez avis que la compagnie « ÉGLISE BAPTISTE ÉVANGÉLIQUE DU BERGER » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 4 février 1992

Le trésorier,
77908 J.N. LITALIEN

ENTREPRENARIAT JEUNESSE DES MOULINS

Prenez avis que la compagnie « ENTREPRENARIAT JEUNESSE DES MOULINS » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Terrebonne, le 4 février 1992

Le président,
77940 CHARLES RENAUD

EXCAVATIONS HÉBERT, LADOUCEUR INC.

Prenez avis que la compagnie « EXCAVATIONS HÉBERT, LADOUCEUR INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Vaudreuil, le 3 février 1992

Pour la compagnie,
77944 NORMAND HÉBERT

EXPLORATIONS GOLD FINCH INC.

Prenez avis que la compagnie «EXPLORATIONS GOLD FINCH INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 octobre 1991

Le président,
77980 RÉAL DUFOUR

FONDATION COMMUNAUTAIRE DE LA POPULATION DE BEAUCEVILLE INC.

Prenez avis que la compagnie «FONDATION COMMUNAUTAIRE DE LA POPULATION DE BEAUCEVILLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beauceville, le 5 février 1992

Le procureur de la corporation,
77921 MICHEL CLICHE, *notaire*

FONDS COMMUNAUTAIRE D'INITIATIVE À L'EMPLOI NORMANDIE INC.

Prenez avis que la compagnie «FONDS COMMUNAUTAIRE D'INITIATIVE À L'EMPLOI NORMANDIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Tite, le 28 janvier 1992

Le secrétaire de la compagnie,
77963 GUY MESSIER

GALA DE LA FIERTÉ INC.

Prenez avis que la compagnie «GALA DE LA FIERTÉ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 10 décembre 1991

Le secrétaire de la compagnie,
77899 JEAN-MARC BIRON

GARAGE FRANÇOIS DESFOSSÉES INC.

Prenez avis que la compagnie «GARAGE FRANÇOIS DESFOSSÉES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Nicéphore, le 5 février 1992

Le président,
77907 FRANÇOIS DESFOSSÉS

GÉRARD MONTPETIT INC.

Prenez avis que la compagnie «GÉRARD MONTPETIT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Île-Perrot, le 5 février 1992

Le président,
77915 GÉRARD MONTPETIT

GESTION B.R.L.L. INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION B.R.L.L. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sept-Îles, le 7 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77955 POULIN & BLOUIN, *notaires*

GESTION DAMIEN RUEST INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION DAMIEN RUEST INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rimouski, le 9 février 1992

Le président,
78014 DAMIEN RUEST

GESTION FRA-MIL INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION FRA-MIL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 1er décembre 1991

Le président,
77904 FRANÇOIS ARMAND

HYDRAULITECH INC.

Prenez avis que la compagnie «HYDRAULITECH INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Hébertville-Station, le 31 janvier 1992

Le président,
78021 GUY BOILY

INFO SYSTÈME PROTEC LTÉE

Prenez avis que la compagnie «INFO SYSTÈME PROTEC LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 4 février 1992

L'administrateur,
77967 M. DITILLO

INVESTISSEMENTS CLANCY INC. CLANCY HOLDINGS INC.

Prenez avis que la compagnie «INVESTISSEMENTS CLANCY INC. — CLANCY HOLDINGS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 1er octobre 1991

Les procureurs de la compagnie,
77945 LENGVARI, BRAMAN

J. J. MAROIS INC.

Prenez avis que la compagnie «J. J. MAROIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Joachim, le 29 janvier 1992

Le président,
77920 JUSTIN MAROIS

LACHARITÉ, ST-ONGE ASSURANCE INC.

Prenez avis que la compagnie «LACHARITÉ, ST-ONGE ASSURANCE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beloeil, le 7 février 1992

Le président,
78015 RÉAL LACHARITÉ

LÉOPOLD BOMBARDIER LTÉE

Prenez avis que la compagnie «LÉOPOLD BOMBARDIER LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Boucherville, le 31 octobre 1991

La présidente,
77983 PIERRETTE BOMBARDIER-NOISEUX

LES ALIMENTS COBI DU QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ALIMENTS COBI DU QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77992 STIKEMAN, ELLIOTT, *avocats*

LES AMIS DE MA MAISON INC

Prenez avis que la compagnie «LES AMIS DE MA MAISON INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 février 1992

La secrétaire-trésorière,
77982 LISE CÔTÉ

LES CONSTRUCTIONS D. W. INC.

Prenez avis que la compagnie «LES CONSTRUCTIONS D. W. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 22 janvier 1992

Le procureur de la compagnie,
77918 DENIS MAIORINO, *avocat*

LES ENTREPRISES LEMAY INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES LEMAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Val-d'Or, le 1er décembre 1991

L'administrateur,
77913 SHIRLEY LEMAY

LES ENTREPRISES SAMSON INC.
SAMSON ENTERPRISES INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES SAMSON INC. — SAMSON ENTERPRISES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 27 janvier 1992

Les procureurs de la compagnie,
77943 MENDELSOHN ROSENTZVEIG SHACTER

LES EXPERTS-CONSEILS MICHEL LESAGE INC.

Prenez avis que la compagnie «LES EXPERTS-CONSEILS MICHEL LESAGE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 février 1992

Le président,
77946 MICHEL LESAGE

LES IMMEUBLES LISE ET PAULINE INC.

Prenez avis que la compagnie «LES IMMEUBLES LISE ET PAULINE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 4 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77961 GARCEAU & DUFRESNE, *notaires*

LES INDUSTRIES HEITNER INC.
HEITNER INDUSTRIES INC.

Prenez avis que la compagnie «LES INDUSTRIES HEITNER INC. — HEITNER INDUSTRIES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 20 décembre 1991

Le président,
77995 SYDNEY HEITNER

LES INVESTISSEMENTS WHYTE INC.

Prenez avis que la compagnie «LES INVESTISSEMENTS WHYTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Hemmingford, le 30 janvier 1992

Le président,
77953 RUDY WHYTE

LES PLACEMENTS CODAM INC.

Prenez avis que la compagnie «LES PLACEMENTS CODAM INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rimouski, le 2 décembre 1991

Le secrétaire de la compagnie,
77942 RAYNALD LAVOIE

LES PRODUCTIONS V.I.P. (COMMUNICATIONS AUDIOVISUELLES D'ENTREPRISES) (1986) INC.

Prenez avis que la compagnie «LES PRODUCTIONS V.I.P. (COMMUNICATIONS AUDIOVISUELLES D'ENTREPRISES) (1986) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 30 juillet 1991

Le procureur de la compagnie,
77969 ANDRÉ DUFRESNE, *notaire*

LES SERVICES DE POPOTES ROULANTES ET REPAS COMMUNAUTAIRES BÉNÉVOLES DE MONTRÉAL INC.

Prenez avis que la compagnie «LES SERVICES DE POPOTES ROULANTES ET REPAS COMMUNAUTAIRES BÉNÉVOLES DE MONTRÉAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 2 février 1992

L'administrateur,
77909 MILDRED KELLY

LES VÊTEMENTS DIMONTE & FILS LTÉE

Prenez avis que la compagnie «LES VÊTEMENTS DIMONTE & FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 13 janvier 1992

Le président,
78013 ALBERT DIMONTE

LIBRE-SERVICE DIANE OUIMET INC.

Prenez avis que la compagnie «LIBRE-SERVICE DIANE OUIMET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 5 février 1992

Pour la compagnie,
77966 JACQUES VINCELETTE

L'IL ANGEL INC.

Prenez avis que la compagnie « L'IL ANGEL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 23 décembre 1991

Le président,
77996 SYDNEY HEITNER

L.J. DOWNEY & ASSOCIÉS INC.

Prenez avis que la compagnie « L.J. DOWNEY & ASSOCIÉS INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 22 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77957 FOURNIER DEMERS

LOUIS BROCHU MARCHÉ AUX PUCES INC.

Prenez avis que la compagnie « LOUIS BROCHU MARCHÉ AUX PUCES INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beauport, le 11 février 1992

Le président,
77970 LOUIS BROCHU

MYCOTEC INC.

Prenez avis que la compagnie « MYCOTEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Brossard, le 27 janvier 1992

Le président,
78022 LAURIER LAFLAMME

PLACEMENTS RO INC.

Prenez avis que la compagnie « PLACEMENTS RO INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beauceville, le 5 février 1992

Le procureur de la compagnie,
77922 MICHEL CLICHE, *notaire*

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NORMÉTAL INC.

Prenez avis que la compagnie « PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NORMÉTAL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Normétal, le 31 janvier 1992

Le président,
77941 DONALD KELLY

PROPRIÉTÉS DE SALABERRY INC. DE SALABERRY ESTATES INC.

Prenez avis que la compagnie « PROPRIÉTÉS DE SALABERRY INC. — DE SALABERRY ESTATES INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, 18 décembre 1991

Les procureurs de la compagnie,
3501 MCMASTER MEIGHEN

QUINCAILLERIE G.R.P. INC.

Prenez avis que la compagnie « QUINCAILLERIE G.R.P. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Ferdinand, le 28 janvier 1992

Le président,
77912 MICHEL VIGNEAULT

RENÉ BELLEMARE LTÉE

Prenez avis que la compagnie « RENÉ BELLEMARE LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Shawinigan, le 17 janvier 1992

Le procureur de la compagnie,
77916 PIERRE BÉLANGER, *notaire*

RESSOURCES MINIÈRES ANDROMÈDE INC.

Prenez avis que la compagnie «RESSOURCES MINIÈRES ANDROMÈDE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 décembre 1990

Le secrétaire-trésorier,
77979 RÉAL DUFOUR

RESTAURANT LE FRANCFORT INC.

Prenez avis que la compagnie «RESTAURANT LE FRANCFORT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 30 janvier 1992

Les procureurs de la compagnie,
77917 TURCOTTE, NOLET, PERRAS

SATURNE V COMMUNICATIONS INC.

Prenez avis que la compagnie «SATURNE V COMMUNICATIONS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 4 février 1992

Le procureur de la compagnie,
77919 LUC MARTEL, *avocat*

TECHNIQUE TRANSPORT INC.

Prenez avis que la compagnie «TECHNIQUE TRANSPORT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 4 février 1992

La présidente,
77911 NICOLE VALLÉE GIRARD

TRANSPORT YVES GUAY INC.

Prenez avis que la compagnie «TRANSPORT YVES GUAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Marie de Beauce, le 4 février 1992

Le procureur de la compagnie,
77914 JEAN-GUY PARENT, *avocat*

TYPART INC.

Prenez avis que la compagnie «TYPART INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 3 février 1992

Les procureurs de la compagnie,
77901 MARTINEAU WALKER

URBAIN HOULE CONSTRUCTION INC.

Prenez avis que la compagnie «URBAIN HOULE CONSTRUCTION INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 3 février 1992

Le président de la compagnie,
77954 URBAIN HOULE

Compagnies étrangères — Loi sur les

Changements

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
2913-2768 COMPAGNIE DE NAVIGATION HANJIN, LTÉE	1991 12 20	de l'agent principal et son adresse à: Peter Rennie, 407, McGill Collège, bureau 1008, Montréal de la principale place d'affaires à: 407, McGill Collège, bureau 1008, Montréal

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
2487-0942 ENGRAIS GREEN VALLEY LIMITÉE	1991 12 02	Gilles Boivin, 1570, Ampère, bureau 500, Boucherville de la principale place d'affaires à: 1570, Ampère, bureau 500, Boucherville
1976-2905 IMETCO INC.	1991 12 10	Guy Lebeuf, 750, boulevardLaurentien, bureau 450, Saint-Laurent de la principale place d'affaires à: 2341, 46e Avenue, Lachine
2268-4427 INSTITUT PROMOTION MARCHÉS INPROMAR S.A. LTÉE	1991 11 22	Haytoug-Léon Chamlian, 407, boulevard St-Laurent, bureau 880, Montréal de la principale place d'affaires à: 407, boulevard St-Laurent, bureau 880, Montréal
1360-3584 JAPAN AIR LINES COMPANY, LTD.	1991 12 05	Ronald McKeown, Edifice SunLife, 1155, Metcalfe, bureau 1702, Montréal de la principale place d'affaires à: Edifice SunLife, 1155, Metcalfe, bureau 1702, Montréal
1187-3833 LAC D'AMIANTE DU QUÉBEC, LTÉE	1991 12 25	de l'agent principal et son adresse à: Normand Gosselin, 179, rue Notre-Dame sud, Thetford Mines de la principale place d'affaires à: 215, rue Lindsay, Drummondville
2195-8608 LES RESSOURCES ACHATES LTÉE	1991 12 03	Michel David 640, 3e Avenue, bureau 101, Val d'Or de la principale place d'affaires à: 640, 3e Avenue, bureau 101, Val d'Or
2240-3554 TRANSPORT MARITIME TROPICAL DU CANADA, INC.,	1991 12 16	de la principale place d'affaires à: 360, Notre-Dame ouest, bureau 101 Montréal

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

3486

Permis de faire affaires (Permis initial)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires aux corporations suivantes:

*Nomde la compagnie ou sa version **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
3014-7532 * ANDRITZ SPROUT-BAUER LTÉE	1992 01 27	Jaime W. Dunton, 800, Place Victoria, bureau 4300, Tour de la Bourse, Montréal	100, rue Buisson, Cap-de-la-Madeleine
3010-5233 ** CORPORATION SALZGITTER CANADA	1992 01 31	MM. Ogilvy, Renault, 1981, avenue McGill College, Montréal	6800, Côte de Liesse, bureau 109, Saint-Laurent
2926-3761 * ZELLERS INC.	1992 01 30	Penny Westman, 5100, de Maisonneuve ouest, Montréal	5100, de Maisonneuve ouest, Montréal

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

3487

Déclarations des compagnies et sociétés – Loi sur les

Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code civil)

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé sa raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE REGAZ 1992 *REGAZ 1992 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP*	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE REGAZ 1991 *REGAZ 1991 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP*	1992 01 31

Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

3494

Changement de leur établissement principal

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'endroit de leur établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AMÉRICANA CÔTE ST-LUC	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal QC, H1T 3X3	1992 01 30

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES HALLES DE GRANBY	3080, boulevard le Carrefour, bureau 550, Laval, QC, H7T 2K9	1992 01 29
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VILLA CHOISY	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 01 30

Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

3493

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations des sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
BLOUIN COULOMBE DUBE THOMPSON; SOCIÉTÉ EN COMMANDITE *BLOUIN COULOMBE DUBE THOMPSON;* *COMPANY LIMITED*	1992 01 23	2060, rue de la Montagne, Montréal, QC, H3G 1Z7
GID, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE *GID AND COMPANY, LIMITED*	1992 01 30	2, complexe Desjardins, bureau 1717, Montréal, QC, H5B 1B8
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 4333 STE-CATHERINE *4333 STE-CATHERINE* *PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED*	1992 01 28	1450, rue City Councillors, local 270, Montréal, QC,

Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

3491

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
GROUPE LACTEL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1992 02 07	1055, rue du Marché Central, Montréal

Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Longueuil,
DIANE LECLERC

3500

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LE DOMAINE DU LAC MAC GRAY, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1992 02 06	705, rue Rabelais, Deux-Montagnes J7R 6N1

Le protonotaire adjoint,
LISETTE STE-MARIE

3496

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE LA CITIÈRE	1992 02 05	La Prairie

Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Longueuil,
GUY BOIVIN

3489

Remplacement d'un commandité

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont remplacé un commandité:

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1257 GUY *1257 GUY PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED*	2866-7897 QUÉBEC INC.	FIRST PRIME INVESTMENTS INC.	1992 01 28
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AMÉRICANA CÔTE ST-LUC	2863-7007 QUÉBEC INC.	VILLA CHOISY INC.	1992 01 30
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INVESTISSEMENTS PENTRUST & COMPAGNIE, LIMITÉE *PENTURST INVESTMENTS & COMPANY, LIMITED*	CHARMAN INVESTMENTS INC.	Mr. CHARLES R. BRONFMAN	1992 01 31
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES HALLES DE GRANBY	2859-9686 QUÉBEC INC.	2628-8316 QUÉBEC INC.	1992 01 29
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LORD BERRI	2860-0500 QUÉBEC INC.	2423-2688 QUÉBEC INC.	1992 01 24

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VILLA CHOISY	2863-7007 QUÉBEC INC.	VILLA CHOISY INC.	1992 01 30
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIMONT DEUX MILLES	2862-0870 QUÉBEC INC.	2760-4412 QUÉBEC INC.	1992 01 31

Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

3495

Liquidation des compagnies — Loi sur la

2843-0460 QUÉBEC INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires de «2843-0460 QUÉBEC INC.» tenue à Stoneham le 30 novembre 1991, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que messieurs Caron, Bélanger, Ernst & Young de Québec ont été nommés liquidateurs.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77891 2843-0460

FINANCIÈRE SSQ INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires de «FINANCIÈRE SSQ INC.» tenue à Sainte-Foy le 31 décembre 1991, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que monsieur Richard Mathieu de Sainte-Foy, a été nommé liquidateur.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77887 2634-8250

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE SSQ INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires de «SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE SSQ INC.» tenue à Sainte-Foy le 31 décembre 1991, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que monsieur Sylvain Blais de Sainte-Foy, a été nommé liquidateur.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77886 1860-8695

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette
et
municipalité de Val-des-Monts

Le ministre des Affaires municipales donne avis conformément à l'article 162 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) qu-il a approuvé en date du 5 février 1992 le Règlement numéro 91-04 de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette ayant pour but d'annexer à son territoire une partie de celui de la municipalité de Val-des-Monts.

La description du territoire visé par l'annexion est celle qui a été rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources le 20 septembre 1991 ; cette description apparaît en annexe.

Le ministre des Affaires municipales donne également avis, conformément à l'article 30 de la Loi, qu'à la suite de cette annexion la population de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette est établie à 680 habitants et celle de la municipalité de Val-des-Monts à 4 760 habitants.

Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN

Arrêté concernant la division en districts électoraux de la municipalité de Val-des-Monts

ATTENDU que le ministre des Affaires municipales a approuvé le Règlement numéro 91-04 de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette ayant pour but d'annexer à son territoire une partie de celui de la municipalité de Val-des-Monts;

ATTENDU que cette annexion modifie les limites du district électoral numéro 6 de la municipalité de Val-des-Monts;

ATTENDU que l'article 41.1 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LRQ, chapitre E-2-2) permet

au ministre des Affaires municipales de délimiter temporairement le district électoral touché par la modification faite au territoire de la municipalité annexée;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Affaires municipales délimite le district électoral numéro 6 de la municipalité de Val-des-Monts comme suit:

Les limites du district électoral numéro 6 de la municipalité de Val-des-Monts sont celles décrites pour ce district à la division effectuée par la Commission de la représentation, soustraction faite de la partie du territoire annexé.

Cette division est valide jusqu'à ce qu'une nouvelle division en districts électoraux s'applique conformément à la loi.

Québec, le 5 février 1992

Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN

DESCRIPTION OFFICIELLE DES LIMITES DU TERRITOIRE DÉTACHÉ DE LA MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-MONTS ET ANNEXÉ À LA MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE, DANS LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Val-des-Monts, dans la municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais, comprenant une partie de la rivière du Lièvre et l'île renfermées dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rivière du Lièvre et du prolongement de la ligne séparative des lots 1B et 2B du rang 6 Est du cadastre du canton de Portland; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en passant à gauche de l'île située en front dudit lot 1B jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs 6 Est et 5 Est dudit cadastre; dans la rivière du Lièvre, une ligne irrégulière dans une direction nord-ouest et passant au sud-ouest de l'île situé en front du lot 1B du rang 6 Est du cadastre du canton de Portland jusqu'au point de départ; lequel territoire est annexé à la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette.

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Service de l'arpentage
Québec, le 20 septembre 1991

Préparée par GILLES CLOUTIER,
arpenteur-géomètre

3490

Régie intermunicipale (déchets) de la région de Drummond

Avis est donné que le sous-ministre des Affaires municipales a, conformément aux articles 618 du Code municipal (L.R.Q. c. C-27.1) et 468.49 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) et conformément aux pouvoirs que la loi lui confère, prononcé la dissolution de la Régie intermunicipale (déchets) de la région de Drummond, constituée en vertu d'un décret le 11 janvier 1981 et partagé son actif. Il n'y a pas de passif à partager, la région n'ayant accumulé aucune dette.

Québec, le 4 février 1992

Le sous-ministre,
3502 FLORENT GAGNÉ

Village de Fortierville
et
paroisse de Sainte-Philomène-de-Fortierville

Le ministre des Affaires municipales donne avis conformément à l'article 162 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) qu'il a approuvé en date du 5 février 1992 le Règlement numéro 153 du village de Fortierville ayant pour but d'annexer à son territoire une partie de celui de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Fortierville.

La description du territoire visé par l'annexion est celle qui a été rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources le 15 novembre 1991; cette description apparaît en annexe.

Le ministre des Affaires municipales donne également avis, conformément à l'article 30 de la Loi, qu'à la suite de cette annexion la population du village de Fortierville est établie à 411 habitants et celle de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Fortierville à 390 habitants.

Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN

DESCRIPTION OFFICIELLE DES LIMITES DU TERRITOIRE DÉTACHÉ DE LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINTE-PHILOMÈNE-DE-FORTIERVILLE ET ANNEXÉ À LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE FORTIERVILLE, DANS LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BÉCANCOUR

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Fortierville, dans la municipalité régionale de comté de Bécancour, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons la partie du lot 685 et ses subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot 685-10; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est des lots 685-10 et 685-9, étant le côté sud-ouest de l'emprise de la rue Saint-Antoine, et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise de la rue Héroux, avant élargissement; le côté nord-ouest de ladite emprise dans une direction sud-ouest sur une distance de 170,27 m; dans les lots 685 et 685-11, une ligne droite jusqu'à un point situé sur la ligne nord-ouest dudit lot 685-11 à une distance de 55,65 m de la ligne ouest du lot 685-7, distance mesurée suivant ladite ligne nord-ouest et son prolongement; partie de la ligne nord-ouest du lot 685-11 en allant vers le

nord-est et son prolongement jusqu'à la ligne ouest du lot 685-7; partie de ladite ligne ouest et la ligne ouest du lot 685-10; enfin, la ligne nord-ouest du lot 685-10 jusqu'au point de départ; lequel territoire est annexé à la municipalité du village de Fortierville.

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Service de l'arpentage
QUÉBEC, le 15 novembre 1991

Préparée par GILLES CLOUTIER,
arpenteur-géomètre

3490

Office des professions du Québec

Avis de limitation permanente

L'Office des professions du Québec donne avis, par les présentes, conformément à l'article 182 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) que le Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec a limité, de façon permanente, le droit d'exercice du Dr Hélène Lamontagne à la médecine d'urgence dans une organisation structurée, en vertu d'une décision rendue le 17 octobre 1990.

Le président de l'Office des professions du Québec,
77885 THOMAS J. MULCAIR

Avis de radiation permanente

L'Office des professions du Québec donne avis, par les présentes, conformément à l'article 182 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) que le Comité de discipline de la Chambre des notaires du Québec a radié, de façon permanente, monsieur Pierre Barbe du Tableau de la Chambre des notaires du Québec, en vertu d'une décision rendue le 11 décembre 1991.

Le président de l'Office des professions du Québec,
77950 THOMAS J. MULCAIR

Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

Club de curling de Montréal Ouest Inc.

Avis est, par les présentes, donné que Club de curling de Montréal Ouest Inc. s'adressera au Parlement du Québec, à sa prochaine session en vue d'obtenir sa continuation sous la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ce qui impliquera, notamment, l'annulation de son capital-actions en circulation.

Toute personne qui a des motifs d'intervention sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation, Assemblée nationale, édifice Honoré-Mercier, bureau 2.68, 1025, rue Saint-Augustin, Québec (Québec), G1A 1A3.

Montréal, le 6 février 1992

Les procureurs de la requérante,
77958 GUY & GILBERT

Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine

Avis est donné que la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine s'adressera au Parlement du Québec, à la présente session ou à une session subséquente, pour l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de:

— permettre au conseil d'administration de constituer un comité exécutif de cinq (5) membres;

— établir la composition, le fonctionnement et les pouvoirs du comité exécutif;

— permettre au conseil d'administration de déléguer au comité exécutif certaines de ses compétences;

— permettre à la Régie d'adopter des règlements pour l'administration de ses finances;

— dans le cadre de l'application de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, exiger une demande de soumissions publiques lorsque le montant de la dépense est d'au moins 50 000,00 $;

— avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Environnement, permettre la conclusion de contrats de type « clé en main »;

— avec l'approbation des deux tiers des municipalités membres et du ministre des Affaires municipales, permettre à la Régie d'emprunter jusqu'à concurrence de 100 000,00 $ afin de pourvoir au paiement des honoraires et autres frais préliminaires liés à la réalisation de ses objets;

— permettre à la Régie de fixer le tarif des contributions, prix ou droits exigibles des municipalités membres ou d'autres personnes ou catégories de personnes à l'égard des services rendus ou de l'usage des intallations;

— permettre à la Régie d'accepter les déchets et les boues qui sont apportés aux intallations même s'ils ne sont pas générés sur son territoire;

— permettre à la Régie de prescrire des modalités d'enlèvement, de transport et de livraison de certains déchets et définir les conditions et modalités de leur acceptation;

— permettre à la Régie d'exiger de toute municipalité membre qu'elle n'accorde ou ne renouvelle un contrat pour l'enlèvement de déchets déterminés sans que les modes de cueillette et d'élimination ne soeint approuvés par elle.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale, au 1025, rue Saint-Augustin, édifice Honoré-Mercier, bureau 2.68, Québec (Québec), G1A 1A3.

Montréal, le 27 janvier 1992

Les procureurs de la Régie,
77924 BÉLANGER, SAUVÉ

Ville de Donnacona

Avis est donné à l'effet que la ville de Donnacona entend présenter au Parlement du Québec, pour adoption, un projet de loi d'intérêt privé, ayant pour objet de modifier certaines conditions du décret du conseil exécutif octroyant des lettres patentes fusionnant la ville de Donnacona et la municipalité de Les Écureuils, (*G.O.Q.*, 21 janvier 1967, 99e année, no 3).

La loi d'intérêt privé supprimera toutes les commutations de taxes générales accordées dans l'ancienne municipalité de Les Écureuils, à la condition numéro 13 du décret, pour:

— le secteur du 2e Rang, c'est-à-dire à partir du lot no 82 inclusivement jusqu'au lot no 276 du cadastre de Neuville inclusivement;

— le secteur de l'ancienne route no 2, à partir du lot no 23 inclusivement jusqu'au lot no 267 inclusivement;

— les immeubles situés sur le parcours de l'aqueduc existant au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes et qui ne sont pas raccordés aux conduites d'aqueduc;

— les immeubles raccordés au réseau d'aqueduc municipal au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, mais non aux conduites d'égout.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt public doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale du Québec au 1025, rue Saint-Augustin, édifice Honoré-Mercier, bureau 2.68, Québec (Québec), G1A 1A3.

Sainte-Foy, le 11 février 1992

Les procureurs,
77997 POTHIER BÉGIN, *avocats*

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les

Dissolution éventuelle de corporations — Avis de

La ministre déléguée aux Finances donne avis, en vertu de l'article 7 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, que les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; ces corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas produit tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1154-6199 1154-6199 QUÉBEC INC.	915, boulevard Charest, Québec	1960 11 08	1988 à 1991 incl.
1466-8347 1466-8347 QUÉBEC INC.	136, rue Chalmers, Greenfield Park, Chambly	1976 05 05	1988 à 1991 incl.
1468-6471 1468-6471 QUÉBEC INC.	450, boulevard St-Joseph, Drummondville, Drummond	1976 07 21	1988 à 1991 incl.
1507-2655 1507-2655 QUÉBEC INC.	5, avenue Lavallée, Baie-Comeau, Saguenay	1977 10 03	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
2331-2432 2331-2432 QUÉBEC INC.	12531, 62e Avenue, Montréal	1985 11 29	1988 à 1991 incl.
1630-6292 À LA SOUDURE D'OR INC.	4282, rue Beaubien est, Montréal	1978 10 19	1988 à 1991 incl.
1198-1693 A R DINELLE INC.	1283, avenue Van Horne, Outremont, Montréal	1970 05 01	1988 à 1991 incl.
1205-0662 ACCESSOIRES ET PIÈCES D'AUTOMOBILES L. ET L. INC.	24, rue St-Pierre, Saint-Constant, Laprairie	1970 11 02	1988 à 1991 incl.
1507-8298 ACCOMMODATION AMAZONE INC.	1275, rue de l'Amazone, Québec	1977 10 18	1988 à 1991 incl.
1637-6659 ACCOMODATION PLUS ST-FULGENCE INC.	50, boulevard Tadoussac, Saint-Fulgence, Chicoutimi	1979 07 16	1988 à 1991 incl.
1507-2812 L'ACCUEIL DU COTEAU	1380, rue Gilford, bureau 206, Montréal	1977 09 30	1988 à 1991 incl.
2431-9279 ACCUEIL JEUNES POUR JEUNES	4297, boulevard St-Laurent, Montréal	1987 04 24	1988 à 1991 incl.
1303-0762 L'ACCUEIL SAINTE-CÉCILE INC.	10, rue Tanguay, Beauport, Québec	1966 07 27	1988 à 1991 incl.
1465-8850 ACIER A.G.R. LTÉE	81, rue Des Pinsons, Lévis	1976 03 29	1988 à 1991 incl.
1463-0958 ADALBERT LEMAY INC.	311, 3e Avenue est, Amos, Abitibi	1975 11 17	1988 à 1991 incl.
2157-9388 LES ADORATEURS DE LA TRINITÉ VIVANTE PAR MARIE INC.	91, rue St-Marcel, Drummondville, Drummond	1983 08 23	1988 à 1991 incl.
2157-9297 L'ADO-JEUNESSE STE-MARIE INC.	Sainte-Marie, Beauce	1983 08 05	1988 à 1991 incl.
1330-2831 AERO BONAVENTURE INC.	Bonaventure	1973 04 30	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1362-9514 AÉRO-CLUB DE ROUYN INC.	1820 A, 3e Avenue, Val D'Or, Abitibi	1975 04 15	1988 à 1991 incl.
2328-5208 AGENCE DE SERVICE DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL GRANDIR	4176, rue Wilson, Montréal	1986 02 04	1988 à 1991 incl.
1502-4383 AGENCE DE VENTE ANDRÉ BEAUVAIS INC.	Côte-Saint-Luc, Montréal	1976 03 05	1988 à 1991 incl.
1138-9012 AGENCE DE VENTE LEEDS LTÉE	7071, chemin Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, Montréal	1961 08 12	1988 à 1991 incl.
1631-9626 LES AGENCES A.M.R. INC.	997, rue Aragon, Ancienne-Lorette, Québec	1978 12 05	1988 à 1991 incl.
1463-0057 AIR ABITIBI INC.	Val D'Or, Abitibi	1975 11 12	1988 à 1991 incl.
1464-0080 ALIMENTATION GREKON INC.	967, rue de la Coulée, Saint-Jean-Chrysostome, Lévis	1976 01 06	1988 à 1991 incl.
1355-6774 ALIMENTS FINO CO. LTÉE	625, boulevard Dorchester ouest, bureau 800, Montréal	1974 04 08	1988 à 1991 incl.
1508-9600 ALPHONSE DUBOIS INC.	465, avenue St-François, Saint-Hyacinthe	1977 12 21	1988 à 1991 incl.
1340-9750 ALUMINIUM R. MARCEAU INC.	1275, rue Newton, Boucherville, Chambly	1973 09 24	1988 à 1991 incl.
1330-5875 LES AMÉNAGEMENTS G. BRISSETTE INC.	880, rue Notre-Dame, Berthierville, Berthier	1973 03 23	1988 à 1991 incl.
1368-5912 LES AMÉNAGEMENTS WINDERMERE INC.	5835, boulevard Léger, bureau 300, Montréal-Nord	1974 06 10	1988 à 1991 incl.
1360-2222 ANDRÉ BABINEAU & FILS INC.	Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1974 11 12	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1502-4409 ANTONIO PISANO ET FILS INC.	8165, rue Lafrenaie, Saint-Léonard, Montréal	1976 03 05	1988 à 1991 incl.
1368-8411 LES APOTHICAIRES ASSOCIÉS G.L.S. INC.	614, boulevard St-John's, Pointe-Claire, Montréal	1974 06 28	1988 à 1991 incl.
1474-6838 LES ARMOIRES MIDO LTÉE	Mistassini, Lac Saint-Jean-Ouest	1977 03 01	1988 à 1991 incl.
1631-7752 ARMURIERS TURCOTTE & ASSOCIÉS INC.	885, rue Mountain, Granby, Shefford	1978 11 29	1988 à 1991 incl.
2429-5552 ASSOCIATION DES ANCIENS-ANCIENNES SCOUTS & GUIDES DE DE LANAUDIÈRE	139, rue Curé Rondeau, Notre-Dame-des-Prairies, Joliette	1987 02 25	1988 à 1991 incl.
1502-1785 ATELIER DE BICYCLETTES MARTIN INC.	840, rue Principale, Sainte-Dorothée, Laval	1976 02 17	1988 à 1991 incl.
1635-3328 L'ATELIER DES SOURCES INC.	7250, rue Mile End, bureau 407, Montréal	1979 04 09	1988 à 1991 incl.
1503-5025 LES ATELIERS DE RÉPARATION L.L. INC.	4255, rue Ste-Catherine est, Montréal	1976 05 18	1988 à 1991 incl.
1509-6894 LES ATELIERS LAMBERT-GAGNON INC.	3459, rue Robert Chevalier, Montréal	1977 12 21	1988 à 1991 incl.
1187-1217 AUBERGE DE LA VALLÉE INCORPORÉE	Sainte-Angèle-de Merici, Rimouski	1967 01 10	1988 à 1991 incl.
1503-8961 AUBERGE DES ÉRABLES LTÉE	1, Place Ville Marie, bureau 1734, Montréal	1976 05 20	1988 à 1991 incl.
1336-6851 AUDIO OPUS LTÉE	5181, boulevard Décarie, Montréal	1973 03 12	1988 à 1991 incl.
1475-5284 AUTO MONACO 1977 INC.	78, boulevard Bourque, Omerville, Stanstead	1977 03 22	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1176-9601 AUTOMOBILES DU CUIVRE INC.	1155, rue Larivière, Rouyn, Témiscamingue	1964 07 10	1988 à 1991 incl.
1366-4727 LES AUTOMOBILES LANAU INC.	30, rue St-Joseph, Sainte-Martine, Châteauguay	1975 10 20	1988 à 1991 incl.
1116-4092 BALAIS CLAUDE GENEST INC.	3111, rue Ste-Catherine est, Montréal	1967 05 25	1988 à 1991 incl.
1353-1249 BAL-MASS INC.	4115, rue Savard, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1968 03 04	1988 à 1991 incl.
1193-6663 BEAUDET AUTOMOBILES LTÉE	140, boulevard St-Laurent, Beauharnois	1967 09 11	1988 à 1991 incl.
1131-6064 BEAULIEU AUTO DE JOLIETTE INC.	533, St-Charles Borromée nord, Joliette	1964 08 14	1988 à 1991 incl.
1167-0171 BENOIT HÉLIE INC.	450, boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1962 08 10	1988 à 1991 incl.
1361-4805 BENOIT LEDUC INC.	Saint-Etienne-De-Beauharnois	1975 01 28	1988 à 1991 incl.
1130-4565 BERNARD INC.	41, rue du Marché, Salaberry de Valleyfield, Beauharnois	1959 02 20	1988 à 1991 incl.
1197-2056 BIJOUTERIE PRINCESSE INC.	1478, rue Cunard, Chomedey, Laval	1970 03 25	1988 à 1991 incl.
1474-7067 BIJOUTERIE ROBERT PAQUIN INC.	Montréal	1977 03 01	1988 à 1991 incl.
1114-0035 BIJOUTERIE VAN WOODS INC.	1, Place Ville Marie, bureau 1540, Montréal	1960 10 13	1988 à 1991 incl.
1222-8011 BIJOUTHÈQUE INC.	2750, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, Québec	1972 03 30	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1232-4125 BIO ANALYSES INC.	4207, rue Ste-Catherine ouest, Westmount, Montréal	1955 10 12	1988 à 1991 incl.
1354-3814 BOCINA INC.	Route 20, Saint-Louis-de-Blanford, Arthabaska	1974 03 05	1988 à 1991 incl.
1166-8852 BOISCLAIR & FRÈRE INC.	520, rue de l'Aviation, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1957 12 30	1988 à 1991 incl.
1315-1196 AU BON CHEF LTÉE	Montréal	1961 10 11	1988 à 1991 incl.
1114-3740 BOULANGERIE ALADDIN INC.	6780, rue Waverly, Montréal	1964 06 04	1988 à 1991 incl.
1503-7138 BOULANGERIE ST-THOMAS (1976) INC.	561, rue Principale, Saint-Thomas, Joliette	1976 06 03	1988 à 1991 incl.
1114-3229 BOULANGERIES INTERNATIONALES INC.	6585, rue St-Urbain, Montréal	1965 05 19	1988 à 1991 incl.
1336-0532 BOUTIQUE A.R.P. INC.	500, rue Sacré-Coeur ouest, Alma, Lac Saint-Jean Est	1973 01 16	1988 à 1991 incl.
1355-9661 BOUTIQUE BRANA INC.	7, avenue Vincent-D'Indy, Outremont, Montréal	1974 01 03	1988 à 1991 incl.
1461-5413 LA BOUTIQUE CHALEUR INC.	470, boulevard Roland Therrien, Longueuil, Chambly	1975 08 22	1988 à 1991 incl.
1506-2417 BOUTIQUE DE SPÉCIALITÉ L'ÉLÉGANTE LTÉE	900, boulevard Dorchester ouest, Montréal	1977 08 23	1988 à 1991 incl.
1465-4412 BOUTIQUE DU CUIR 1976 INC.	75, rue Curé Rondeau, Notre-Dame-Des-Prairies, Joliette	1976 04 26	1988 à 1991 incl.
1104-1753 BOUTIQUE DU SOULIER INC.	1501, rue Fleury est, Montréal	1966 03 04	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1191-4777 BOUTIQUE D'ANIMAUX LANGELIER INC.	7373, boulevard Langelier, Saint-Léonard, Montréal	1970 01 12	1988 à 1991 incl.
1347-7385 BOUTIQUE ÉRIKA INC.	50, rue Dufferin, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1972 07 28	1988 à 1991 incl.
1625-6216 BOUTIQUE H INC.	3461, rue Notre-Dame ouest, Montréal	1978 04 19	1988 à 1991 incl.
1336-8451 BOUTIQUE LA FRANGINE INC.	3987, rue Wellington, Verdun, Montréal	1973 01 29	1988 à 1991 incl.
1464-1872 LA BOUTIQUE LANGE INC.	Thetford Mines, Mégantic	1976 01 16	1988 à 1991 incl.
1337-6959 BOUTIQUE LE CIRQUE INC.	323, rue St-Dominique, Jonquière, Chicoutimi	1973 07 17	1988 à 1991 incl.
1633-3213 BOUTIQUE L'EXCLUSIVE INC.	999, rue de Bourgogne, Sainte-Foy, Québec	1979 01 30	1988 à 1991 incl.
1200-3299 BOUTIQUE MIXI INC.	8042, boulevard Champlain, LaSalle, Montréal	1970 09 21	1988 à 1991 incl.
1364-0370 BOUTIQUE SANIK INC.	1010, rue Ste-Catherine ouest, bureau 1005, Montréal	1975 06 10	1988 à 1991 incl.
1354-2501 BOUTIQUE SYRINX INC.	2692, rue Morgan, Sainte-Foy, Québec	1974 01 28	1988 à 1991 incl.
1465-3711 BRASSERIE LA VILAINE INC.	3880, boulevard Harvey, Jonquière, Chicoutimi	1976 03 10	1988 à 1991 incl.
1143-4206 LA BROCHETTERIE RIVE-SUD (1983) INC.	10, boulevard Desaulniers, Saint-Lambert, Chambly	1967 10 17	1988 à 1991 incl.
1299-8001 BROSSARD SHOE STORE AND REPAIR INC.	Brossard, Laprairie	1968 10 07	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1102-8784 BROWN'S DEPARTMENT STORE LTD.	Montréal	1949 07 11	1988 à 1991 incl.
1241-6095 B. SHEA LTÉE	Dorval, Montréal	1968 10 30	1988 à 1991 incl.
2166-3117 B.I.P.-BUREAU D'INVESTIGATION EN PÉDAGOGIE DU QUÉBEC INC.	1400, boulevard Chaudière, bureau 101, Cap-Rouge, Québec	1984 02 15	1988 à 1991 incl.
1331-3291 CABANE CHEZ WILLIAM INC.	1371, route 42, Saint-Ambroise-de-Kildare, Joliette	1973 05 17	1988 à 1991 incl.
1124-8457 LES CADRES ROSEMONT INC.	10624, avenue Brunet, Montréal-Nord	1966 01 07	1988 à 1991 incl.
1370-8581 CAFÉ CLÉOPATRE INC.	1230, boulevard St-Laurent, Montréal	1974 12 30	1988 à 1991 incl.
1226-1277 LE CAFÉ DE LA COUR INC.	1117 ½, rue St-Jean, Québec	1972 02 07	1988 à 1991 incl.
1347-7179 CAISSE ENREGISTREUSE E.B.M. INC.	Trois-Rivières, Saint-Maurice	1972 06 28	1988 à 1991 incl.
1128-3710 CAMIONNEURS COLOSSAL LTÉE	78, boulevard Hymus, Pointe-Claire, Montréal	1966 08 31	1988 à 1991 incl.
1624-6795 CAMIRÉ & LECOURS INC.	45, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1978 03 15	1988 à 1991 incl.
1510-1470 CARRIÈRE CENTRALE DE BAIE-TRINITÉ INC.	13, rue Petit-Mai, Baie-Trinité, Saguenay	1978 03 22	1988 à 1991 incl.
1626-8401 LES CARROSSERIES STE-ADÈLE INC.	1280, boulevard Ste-Adèle, Sainte-Adèle, Terrebonne	1978 05 26	1988 à 1991 incl.
1119-0048 CARTON & LITHO CONDOR INC.	800, rue Upton, Lasalle, Montréal	1964 07 13	1988 à 1991 incl.
1195-3783 CASGRAIN RESTAURANT INC.	7689, 12e Avenue, Montréal	1969 12 04	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1291-5443 LE CENTRE DE CONVALESCENCE MONTRÉALAIS INC.	Montréal	1963 06 05	1988 à 1991 incl.
1475-6613 CENTRE DE COUTURE LÉVIS INC.	300, Côte du Passage, Lévis	1977 09 23	1988 à 1991 incl.
1507-8017 CENTRE DE DÉCORATION ET DE RÉNOVATION EVERETT INC.	2733, rue Everett, Montréal	1977 10 20	1988 à 1991 incl.
1337-3899 LE CENTRE DE JOUR ET NUIT DE CHICOUTIMI INC.	1229, boulevard St-Jean-Baptiste, Chicoutimi	1972 12 29	1988 à 1991 incl.
2412-4406 CENTRE DE JOUR POUR PERSONNES HANDICAPÉES SECTEUR GASCONS PERCÉ	Chandler, Gaspé-Est	1986 06 13	1988 à 1991 incl.
1106-5133 CENTRE DE L'AUTO CAPITOLE INC.	7485, boulevard St-Laurent, Montréal	1960 09 01	1988 à 1991 incl.
1629-4779 CENTRE DE PISCINES R.S. INC.	3919, boulevard Taschereau, Saint-Hubert, Chambly	1978 08 31	1988 à 1991 incl.
1626-7924 CENTRE DE PLEIN-AIR POUR HANDICAPES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	325, boulevard Rideau, Rouyn, Témiscamingue	1978 05 24	1988 à 1991 incl.
1362-8169 CENTRE DE RÉCHAPAGE BOISBRIAND INC.	548, boulevard Curé Boivin, Boisbriand, Terrebonne	1975 04 09	1988 à 1991 incl.
1332-7507 CENTRE DE RÉNOVATION CASCADE INC.	13900, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds, Montréal	1973 03 12	1988 à 1991 incl.
1169-0377 CENTRE DE RÉNOVATION G.L.R. INC.	200, rue Léonidas, Rimouski	1968 06 13	1988 à 1991 incl.
1251-4550 CENTRE DE SECOURS D'URGENCE DU GRAND MONTRÉAL	7022, rue St-Denis, Montréal	1969 05 20	1988 à 1991 incl.
2334-4922 CENTRE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS DU QUÉBEC	370, rue Jacques Bédard, Lac Saint-Charles, Québec	1986 01 30	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1334-1938 CENTRE DU CAMPING & SPORTS DE GRAND'MÈRE INC.	645, rue Principale, Grand-Mère, Champlain	1973 02 13	1988 à 1991 incl.
2168-7850 LE CENTRE D'ACCUEIL AGAPE DE L'ESTRIE INC.	Route rurale numéro 1, Bury, Compton	1984 07 30	1988 à 1991 incl.
1180-6353 CENTRE D'ACHAT SENNEVILLE LTÉE	64, rue de l'Église, Baie-du-Febvre, Yamaska	1963 03 21	1988 à 1991 incl.
1626-8773 CENTRE D'AUTOS WILLIE & BERNARD INC.	2891, rue Jarry est, Montréal	1978 05 30	1988 à 1991 incl.
2156-3648 CENTRE D'ÉDUCATION PAR LA MUSIQUE ET LES ARTS DE MONTRÉAL	5726, avenue du Parc, Montréal	1983 06 08	1988 à 1991 incl.
1477-5357 CENTRE D'ÉPANOUISSEMENT DE L'ÊTRE LE LOTUS INC.	10055, rue Papineau, Montréal	1977 05 12	1988 à 1991 incl.
1626-6033 CENTRE D'ESCOMPTE THETFORD (1978) INC.	Thetford-Mines, Mégantic	1978 05 17	1988 à 1991 incl.
1648-0386 CENTRE D'HABITATION DES AÎNÉS DE BOUCHETTE, INC.	Bouchette, Gatineau	1980 10 07	1988 à 1991 incl.
2159-9824 CENTRE D'HÉBERGEMENT "LE PALLIATIF"	2125, rue St-Jacques, Shawinigan, Saint-Maurice	1983 12 09	1988 à 1991 incl.
1155-1256 CENTRE PHILATÉLIQUE DE QUÉBEC INC.	338, rue de la Couronne, Québec	1965 08 31	1988 à 1991 incl.
1304-5372 CENTRES DE LA COPIE INSTANT INC.	1491, rue Macdonald, Saint-Laurent, Montréal	1971 09 17	1988 à 1991 incl.
1268-1417 LES CENTRES FAMILIAUX DU LAC ST-JEAN INC.	200, boulevard Potvin sud, Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1971 05 31	1988 à 1991 incl.
1152-4907 CHARTRAND & FRÈRES EXCAVATION INC.	366, chemin Grande Côte, Boisbriand, Terrebonne	1958 03 18	1988 à 1991 incl.
1477-6041 LE CHÂTEAU CHAMBORD LTÉE	3200, avenue Laframboise, Saint-Hyacinthe	1977 05 09	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1364-8803 CHAUFFAGE R.B. INC.	571, chemin de la Montagne, Sainte-Agathe-Sud, Terrebonne	1975 07 25	1988 à 1991 incl.
1341-2499 CHEZ HERVÉ INC.	Rouyn, Abitibi	1964 09 28	1988 à 1991 incl.
1192-8983 CHEZ JOYCE INC.	750, avenue du Phare ouest, bureau 110, Matane	1969 09 11	1988 à 1991 incl.
1464-5394 CHEZ RABELAIS (1976) INC.	54, Côte de la Montagne, Québec	1976 02 04	1988 à 1991 incl.
1174-6534 CHEZ THÉRÈSE INC.	Saint-Georges-Est, Beauce	1968 05 31	1988 à 1991 incl.
1164-3640 CHIC MASCULIN LTÉE	2389, rue St-Dominique, Jonquière, Chicoutimi	1966 12 22	1988 à 1991 incl.
1346-3278 CHILD WELFARE CLINIC OF SHERBROOKE	60, rue Clough, Lennoxville, Sherbrooke	1923 07 11	1988 à 1991 incl.
1246-3691 CHOVIL INC.	1280 A, rue Volta, Boucherville, Chambly	1965 10 19	1988 à 1991 incl.
1115-7781 LA CIE DE ROBE BENKAY INC.	6600, rue St-Urbain, Montréal	1952 11 26	1988 à 1991 incl.
1153-5077 LA CIE HENRI DENIS LTÉE	McMasterville, Verchères	1953 06 04	1988 à 1991 incl.
1253-7635 CLINIQUE D'O.R.L. DE SHAWINIGAN INC.	1840, avenue St-Marc, Shawinigan, Saint-Maurice	1969 08 11	1988 à 1991 incl.
1272-3631 LA CLINIQUE L'ODYSSÉE INC.	172, rue King ouest, Sherbrooke	1970 04 29	1988 à 1991 incl.
1357-1435 CLÔTURES RIVE-SUD INC.	1825, boulevard Taschereau, Longueuil, Chambly	1974 06 10	1988 à 1991 incl.
1164-1701 CLUB NAUTIQUE DE LA BAIE INC.	Rue du Quai, La Baie, Chicoutimi	1968 04 23	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1259-0121 LE CLUB NAUTIQUE DE ST-FÉLICIEN INC.	Saint-Félicien, Lac-Saint-Jean-ouest	1963 07 02	1988 à 1991 incl.
1135-2044 LE COIN DU STEAK INC.	111, boulevard Métropolitain ouest, Pointe-Claire, Montréal	1965 06 14	1988 à 1991 incl.
2152-7791 LE COLLECTIF D'APPRENTISSAGE À L'AUTONOMIE DE MONTRÉAL INC.	350, rue Boucher, bureau 38, Montréal	1983 08 11	1988 à 1991 incl.
2429-9190 COLLECTIF FÉMINISTE DE MONTRÉAL	6620, rue St-André, Montréal	1987 03 05	1988 à 1991 incl.
1204-7783 COM DIV CORP	2, Beauce, Place Bonaventure, Montréal	1971 04 29	1988 à 1991 incl.
1706-6762 COMITÉ DES PARENTS ET AMIS DES SCOUTS DE ST-FRANÇOIS DU LAC	Saint-François-du-lac, Yamaska	1971 02 25	1988 à 1991 incl.
1634-4095 COMMUNAUTÉ HROMADA INC.	5860, Place Decelles, app. 11, Montréal	1979 03 09	1988 à 1991 incl.
1632-6993 LA COMPAGNIE BOFAB LTÉE	3465, rue de l'Industrie, Saint-Mathieu-de-Beloeil, Verchères	1979 01 08	1988 à 1991 incl.
1117-8340 COMPAGNIE BRASS & BRONZE LTÉE	2675, rue Marcel, Saint-Laurent, Montréal	1959 06 29	1988 à 1991 incl.
1344-4799 LA COMPAGNIE DE COFFRAGE DAWE LTÉE	1819, boulevard de Maisonneuve, Montréal	1973 10 19	1988 à 1991 incl.
1337-3907 COMPAGNIE DE CONSTRUCTION B. S. F. LTÉE	628, boulevard Ste-Marthe, Thetford-Mines, Mégantic	1972 11 21	1988 à 1991 incl.
1334-1862 COMPAGNIE DE FRUITS ET DE LÉGUMES ST-HENRI INC.	1685, rue Cabot, Montréal	1973 03 16	1988 à 1991 incl.
1287-5415 LA COMPAGNIE DE MEUBLES VOGUE	Montréal	1970 04 18	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1357-0841 LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE SWIFT (1974) LTÉE	8150, chemin Devonshire, Mont-Royal, Montréal	1974 06 05	1988 à 1991 incl.
1463-9009 COMPAGNIE MÉDICALE & SCIENTIFIQUE LTÉE	750, Côte Franklin, Québec	1975 12 18	1988 à 1991 incl.
1470-1981 LA COMPAGNIE PENTALFA INC.	46, rue de la Station, Pont-Rouge, Portneuf	1976 09 16	1988 à 1991 incl.
1201-6218 COMPTOIR AGRICOLE ST-ROCH INC.	Saint-Roch-de-l'Achigan, L'Assomption	1970 06 17	1988 à 1991 incl.
1586-8862 COMPTOIR MOBILIER FRANCO-CANADIEN	Montréal	1908 04 14	1988 à 1991 incl.
1320-9036 CONFECTION SUCAR LTÉE	9320, boulevard St-Laurent, bureau 902, Montréal	1972 05 23	1988 à 1991 incl.
1630-0816 LES CONFECTIONS A.D.L. INC.	Saint-Hubert, Chambly	1978 09 26	1988 à 1991 incl.
1503-0554 LES CONFECTIONS NICOLETAINES INC.	412, rue Hériot, Drummondville, Drummond	1976 04 14	1988 à 1991 incl.
1256-6162 CONSEIL DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC	Montréal	1969 03 28	1988 à 1991 incl.
1502-3724 CONSTRUCTION CHATOBEC INC.	67, boulevard Youville, Châteauguay	1976 03 01	1988 à 1991 incl.
1501-8930 CONSTRUCTION DENIS DALLAIRE INC.	8230, rue Sorel, Brossard, Laprairie	1976 01 26	1988 à 1991 incl.
1503-4846 CONSTRUCTION GÉRALD VIEL INC.	97, rue Fresnel, Châteauguay	1976 05 17	1988 à 1991 incl.
1345-9953 CONSTRUCTION HOULE ET FILS LTÉE	650, rang des 25 est, Saint-Bruno-de-Montarville, Chambly	1973 11 02	1988 à 1991 incl.
1369-3908 CONSTRUCTION MARETAL INC.	264, chemin St-Jean, La Prairie	1974 08 19	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1359-8982 CONSTRUCTION SYLT LTÉE	5135, rue Ramsay, Saint-Hubert, Chambly	1974 10 24	1988 à 1991 incl.
1242-8819 LES CONSTRUCTIONS CAPCO INC.	1422, rue Ste-Élizabeth, Montréal	1963 10 07	1988 à 1991 incl.
1351-5945 LES CONSTRUCTIONS RENALD BLAIS INC.	784, rue Commerciale, Saint-Jean-Chrysostome, Lévis	1973 12 05	1988 à 1991 incl.
1625-2827 LES CONSTRUCTIONS ST-UBALDE INC.	445, avenue des Pins, Saint-Ubalde, Portneuf	1978 04 11	1988 à 1991 incl.
1623-7539 CONSULTANTS S. INC.	10, chemin du Montagnard, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Québec	1978 02 23	1988 à 1991 incl.
1219-3322 CONTINENTAL ALUMINIUM INC.	1200, boulevard Rome, Ville de Brossard, Laprairie	1970 03 25	1988 à 1991 incl.
1466-3132 CORACO INC.	5655, 1re Avenue, bureau 1, Charlesbourg, Québec	1976 05 05	1988 à 1991 incl.
1249-2989 COREAME INC. Québec	2377, chemin Ste-Foy,	1965 09 14	1988 à 1991 incl.
1338-4763 CORPORATION DE SACS À MAIN RAFY	5555, avenue de Gaspé, Montréal	1972 06 05	1988 à 1991 incl.
1239-7808 LA CORPORATION D'AMÉNAGEMENT BOMARC	2020, rue University, bureau 1738, Montréal	1970 02 23	1988 à 1991 incl.
1467-4873 CORPORATION MARKETEX LTÉE	1, place du Royaume, Chicoutimi	1976 05 31	1988 à 1991 incl.
1279-1885 LE CORPS DES PATROUILLEURS DU QUÉBEC INC.	667, avenue Rioux Chicoutimi	1963 12 03	1988 à 1991 incl.
1349-1766 CORP. MANUFACTURIÈRE DE BELVÉDÈRES	8721, Place Ray-Lawson, Anjou, Montréal	1972 07 17	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1105-8203 CÔTE DES NEIGES GARAGE INC.	5228, chemin de Côte des Neiges, Montréal	1957 07 30	1988 à 1991 incl.
1630-4727 COUVREUR M.J. INC.	1534, rue Picasso, Beloeil, Verchères	1978 10 12	1988 à 1991 incl.
1330-9737 COUVREUR VIMONT LTÉE	9 A, rue St-Michel, Chomedey, Laval	1973 05 14	1988 à 1991 incl.
1625-9756 COUVRE-PLANCHER PELLERIN INC.	3180, avenue Malo, Brossard, Laprairie	1978 04 26	1988 à 1991 incl.
1213-1439 CRÉATIONS AVA INC.	Saint-Calixte, Montcalm	1970 11 25	1988 à 1991 incl.
1505-4554 CRÉATIONS DAVID EMANUEL INC.	65, rue Jeanne-D'arc, Granby, Shefford	1976 10 29	1988 à 1991 incl.
1370-8367 CRÉATIONS DEZY INC.	3396, rue Jean-Talon est, Montréal	1974 12 27	1988 à 1991 incl.
1115-1198 CRÉATIONS MÉTÉOR INC.	15, avenue du Mont-Royal ouest, Montréal	1957 11 21	1988 à 1991 incl.
1466-6804 LES CRÉATIONS PUBLIGRAMME INC.	4300, rue De Salaberry, Montréal	1976 04 30	1988 à 1991 incl.
2165-3001 CRECELA (CENTRE DE RECHERCHE ET DE CONSULTATION EN LINGUISTIQUE APPLIQUÉE) INC.	4418, avenue Kent, Montréal	1984 01 30	1988 à 1991 incl.
1478-4516 DEBUREX INC.	41, rue Normand, Lavaltrie, Berthier	1977 06 06	1988 à 1991 incl.
1466-9246 DECOART INC.	667, 5e Rue, Shawinigan, Saint-Maurice	1976 05 06	1988 à 1991 incl.
1509-0822 DÉCOMARBRE INC.	5860, rue Beauregard, Saint-Hubert, Chambly	1977 11 29	1988 à 1991 incl.
1198-3855 DELI RICHELIEU INC.	600, rue Pierre Caisse, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1961 01 30	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1632-8940 DÉLICES DE L'ORIENT INC.	33, rue King Ouest, Sherbrooke	1979 01 17	1988 à 1991 incl.
1628-6395 DÉLI-VIANDE DISTRIBUTION INC.	1815, rue Descelles, Québec	1978 07 28	1988 à 1991 incl.
1155-7584 DIESEL UNI INC.	1790, route de l'Aéroport, Saint-Foy, Québec	1963 12 16	1988 à 1991 incl.
1636-7799 LES DISCIPLES DU MINISTÈRE DE JÉSUS, GAGE DE RÉSURRECTION	5311, avenue Walkley, bureau 306, Montréal	1979 06 04	1988 à 1991 incl.
1349-3309 DISCOBRASS LTÉE	462, boulevard St-Joseph, Hull	1972 09 27	1988 à 1991 incl.
1636-4127 LE DISTRAIT INC.	944, rue Ontario, Sherbrooke	1979 05 22	1988 à 1991 incl.
1214-1420 LES DISTRIBUTEURS T. & S. INC.	2695, rue Marlborough Court, Saint-Laurent, Montréal	1971 04 29	1988 à 1991 incl.
1479-9530 DISTRIBUTION JACQUES LAPIERRE INC.	2858, boulevard Le Corbusier, Chomedey, Laval	1977 08 01	1988 à 1991 incl.
1465-1293 DISTRIBUTION MARINE R.J.P. LTÉE	21, rue Bourgeois, Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1976 02 27	1988 à 1991 incl.
1280-2583 DOMAINE DU PLATEAU INC.	Mont-Rolland, Terrebonne	1962 07 11	1988 à 1991 incl.
1318-2852 DORMIER INC.	1375, boulevard Charest ouest, Québec	1972 10 06	1988 à 1991 incl.
1357-4363 LA DRAPERIE CANADIENNE INC.	1524, rue Aylwin, Montréal	1974 09 11	1988 à 1991 incl.
1215-7962 DUMONT & LANDRY INC.	2011, rue Curé-Lalande, Mascouche, L'Assomption	1971 02 24	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1626-5175 DUODÉCOR INC.	915, boulevard St-Joseph, Hull	1978 05 15	1988 à 1991 incl.
1471-9249 DUPLIGRAFIX INC.	5450, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal-Nord	1976 12 02	1988 à 1991 incl.
1349-2020 ÉCOLE DE CONDUITE D'ARGENTEUIL INC.	336, rue du Roi, Québec	1972 09 15	1988 à 1991 incl.
1362-5405 ÉCOLE DE CONDUITE DE BEAUCE INC.	108, 18e Rue, Saint-Georges,	1975 03 21	1988 à 1991 incl. Beauce
2168-1853 ÉCOLE GINETTE G. MATHIEU INC.	133, 80e Rue est, Charlesbourg, Québec	1984 03 28	1988 à 1991 incl.
1339-6635 ÉCOLE MODERNE D'ART FLORAL INC.	541, 8e Avenue, Grand-Mère, Champlain	1972 07 11	1988 à 1991 incl.
2158-8496 ÉCOLE NATIONALE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	11895, rue Pavillon, Pierrefonds, Montréal	1983 08 01	1988 à 1991 incl.
2419-5968 ÉCOLE NATIONALE DE MIME POUR LES MALENTENDANTS	186, avenue Denonville, Chomedey, Laval	1986 09 04	1988 à 1991 incl.
1292-4049 ECONOMIC FINANCE CORPORATION	Montréal	1953 07 02	1988 à 1991 incl.
1637-9109 ÉDICOMPO INC.	10540, rue Papineau, Montréal	1979 07 27	1988 à 1991 incl.
1221-1538 EDWARD BRUSH MANUFACTURING LIMITED	7975, 17e Avenue, bureau 205,	1971 12 09	1988 à 1991 incl. Montréal
1506-8208 LES ÉLECTRICIENS PAUL LATREILLE ET FILS INC.	710, rue Gauthier, Saint-Jovite, Terrebonne	1977 09 02	1988 à 1991 incl.
1633-6976 LES EMBARCATIONS LEPAGE INC.	130, boulevard Maple Grove, Maple Grove, Beauharnois	1979 02 27	1988 à 1991 incl.
1635-8723 EMBELLISSEMENT SAGUENAY LTÉE	149, rue Fortier, Jonquière, Chicoutimi	1979 05 01	1988 à 1991 incl.
1116-5362 THE ENCO MFG COMPANY LIMITED	Montréal	1940 06 21	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1475-1457 ENTREBEC INC.	87 A, boulevard Édouard VII, Saint-Jacques-Le-Mineur, Laprairie	1977 03 14	1988 à 1991 incl.
1128-6606 ENTREPRISE DE MAINTENANCE B.A.C.M. INC.	17572, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds, Montréal	1966 10 07	1988 à 1991 incl.
1472-1310 LES ENTREPRISES BOCAREN INC.	250, rue Jean-Talon, Montréal	1977 01 26	1988 à 1991 incl.
1479-1941 LES ENTREPRISES BROREST INC.	750, rue Notre-Dame ouest, Victoriaville, Arthabaska	1977 07 04	1988 à 1991 incl.
1630-4974 LES ENTREPRISES B.F.C. LTÉE	674, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1978 10 17	1988 à 1991 incl.
1506-3787 LES ENTREPRISES DANIEL LAPOINTE INC.	1620, rue Provence, Sherbrooke	1977 08 24	1988 à 1991 incl.
1502-8731 LES ENTREPRISES DE MARBRE CLASSIQUE LTÉE	8970, rue Pascal Gagnon, Saint-Léonard, Montréal	1976 04 02	1988 à 1991 incl.
1501-4269 ENTREPRISES D.M.E. INC.	273, route 201, Saint-Clet, Soulanges	1975 12 16	1988 à 1991 incl.
1125-0479 ENTREPRISES D'AMÉNAGEMENT REMIGO INC.	10734, avenue Alfred, Montréal-Nord	1962 09 17	1988 à 1991 incl.
1365-7903 ENTREPRISES ÉLECTRIQUES JULIEN BROUSSEAU INC.	872, rue Dulude, Sainte-Dorothée, Laval	1975 06 12	1988 à 1991 incl.
1338-3930 LES ENTREPRISES FERNAND MARTEL INC.	10, rue St-Jean, Sainte-Marie-Salomé, Montcalm	1972 06 08	1988 à 1991 incl.
1361-9721 LES ENTREPRISES JULES FOURNIER INC.	136, rue Martin, Rimouski	1975 02 24	1988 à 1991 incl.
1351-2462 LES ENTREPRISES J.D.S. INC.	350, rue Barkoff, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1973 12 18	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1151-2563 LES ENTREPRISES KATO INC.	80, rue St-Edouard, Saint-Liboire, Bagot	1962 08 14	1988 à 1991 incl.
1629-6865 LES ENTREPRISES LARSAY INC.	236, rue Turcotte, bureau 104, Longueuil, Chambly	1978 09 11	1988 à 1991 incl.
1503-4879 LES ENTREPRISES MARCEL LEDUC INC.	206, chemin de la Beauce, Beauharnois	1976 05 17	1988 à 1991 incl.
1355-0413 LES ENTREPRISES MARCEL LÉTOURNEAU INC.	195, boulevard Bois-Francs sud, Victoriaville, Arthabaska	1973 08 30	1988 à 1991 incl.
1276-4106 LES ENTREPRISES MONTALBAN LTÉE	1207, rue Van Horne, Outremont, Montréal	1965 06 10	1988 à 1991 incl.
1625-6208 LES ENTREPRISES OMER BARBEAU INC.	230, rue Franklin, Québec	1978 04 19	1988 à 1991 incl.
1360-5761 LES ENTREPRISES PAU-ROB INC.	245, boulevard Gamelin, Hull	1975 01 20	1988 à 1991 incl.
1174-2558 LES ENTREPRISES ROTONDI LIMITÉE	Val d'Or, Abitibi	1966 08 19	1988 à 1991 incl.
1475-6266 LES ENTREPRISES R. LAMBERT INC.	6360, rue Angers, Montréal	1977 09 21	1988 à 1991 incl.
1503-7872 LES ENTREPRISES SEBACLAU INC.	115 A, rue St-Pierre, Saint-Constant, Laprairie	1976 06 08	1988 à 1991 incl.
1207-3326 ÉQUIPEMENT P. BERNARD (1979) LTÉE	600, boulevard de l'Industrie, Beloeil, Verchères	1971 02 15	1988 à 1991 incl.
1359-6887 LES ÉQUIPEMENTS BROMPTONVILLE INC.	169, rue Windsor, Bromptonville, Richmond	1974 10 15	1988 à 1991 incl.
1330-9497 ÉRABLIÈRE PIERRE-JEAN LTÉE	Saint-Damase, Saint-Hyacinthe	1973 05 01	1988 à 1991 incl.
1126-5352 ESCOMPTE EN TEXTILE INC.	6856, rue Jean Talon est, Saint-Léonard, Montréal	1963 03 21	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1461-8060 ESTAMPAGE M.G. LTÉE	2225, rue Girard, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1975 09 08	1988 à 1991 incl.
1258-0528 EURO QUÉBEC IMPORT CO LTD.	243, boulevard des Laurentides, Pont-Viau, Laval	1969 10 01	1988 à 1991 incl.
1258-1377 EVDO CONSTRUCTION INC.	100, boulevard Montarville, bureau 211, Boucherville, Chambly	1964 08 20	1988 à 1991 incl.
1858-7600 L'ÉVEIL DE L'ESTRIE	Sherbrooke	1982 06 18	1988 à 1991 incl.
1361-0514 EXCAVATION RENÉ GÉLINAS INC.	2221, boulevard St-Louis, Saint-Louis-De-France, Champlain	1975 01 03	1988 à 1991 incl.
1626-3410 LES EXCAVATIONS FRANÇOIS DESROCHERS LTÉE	16, rue de l'Hotel de Ville, Warwick, Arthabaska	1978 05 10	1988 à 1991 incl.
1472-4553 EXPLOITATION FORESTIÈRE ST-PIERRE LIMITÉE	Pohénégamook, Kamouraska	1977 03 24	1988 à 1991 incl.
1466-3488 EXTINCTEURS BEAUDET INC.	Plessisville, Mégantic	1976 04 15	1988 à 1991 incl.
1116-1601 FABRIQUE DE MAROQUINERIE LA BELLE INC.	3981, boulevard St-Laurent,	1966 05 03	1988 à 1991 incl. Montréal
1351-0177 FABRIQUE DE TRICOTS WERKOHN LTÉE	500, rue de Port-Royal ouest, Montréal	1973 12 27	1988 à 1991 incl.
1637-4597 FERME ANDRÉ HÉBERT INC.	301, petit Rang Nord, Saint-Thomas, Joliette	1979 07 20	1988 à 1991 incl.
1638-2038 LA FERME B.F.L.T. INC.	Route rurale numéro 3, La Sarre, Abitibi	1979 08 13	1988 à 1991 incl.
1634-6264 FERME CHAMP-MAY INC.	179, rang St-Charles-est, Saint-Édouard-de-Lotbinière	1979 03 13	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1623-5566 FERME J.C. GOSSELIN ET FILS INC.	112, rue St-Denys Sainte-Catherine, Portneuf	1978 02 16	1988 à 1991 incl.
1224-9975 FERRONNERIE DU NOUVEAU QUÉBEC INC.	Sept-Îles, Saguenay	1972 02 17	1988 à 1991 incl.
1195-7628 LES FIBRES DE VERRE ACTON INC.	Rue Cabana, Acton Vale, Bagot	1970 04 14	1988 à 1991 incl.
1368-0913 LES FIBRES PERALU INC.	365, rue York, Granby, Shefford	1974 05 03	1988 à 1991 incl.
1331-6302 FINE PÂTISSERIE CAVENDISH LTÉE	5800, boulevard Cavendish, Montréal	1973 04 06	1988 à 1991 incl.
1841-3971 LA FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER STE-MARIE INC.	Trois-Rivières, Saint-Maurice	1980 12 08	1988 à 1991 incl.
2173-3548 FONDATION HORMONES ET CANCER	2705, boulevard Laurier, Sainte-Foy, Québec	1984 09 17	1989 à 1991 incl.
2157-9024 FORMI-FEMMES DE LACHENAIE	Lachenaie, L'Assomption	1983 08 01	1988 à 1991 incl.
1101-3620 FOUR BROTHERS SUPERMARKET CO. LTD.	3701, boulevard St-Laurent, Montréal	1964 04 14	1988 à 1991 incl.
1506-3324 FOURRURES NIKO INC.	13800, boulevard Gouin est, Montréal	1977 08 19	1988 à 1991 incl.
1480-0171 LES FOURRURES ROBERT LORD LTÉE	14062, rue Dorchester, Montréal	1977 08 03	1988 à 1991 incl.
1245-0292 FOYER CHAMPLAIN	Brossard, Laprairie	1970 04 20	1988 à 1991 incl.
1330-6055 FOYER DALSE	Montréal	1973 05 14	1988 à 1991 incl.
2172-1550 FOYER DE GROUPE BIVOUAC	238, rue Notre-Dame ouest, Victoriaville, Arthabaska	1984 09 24	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
2419-6693 FOYER DE L'ESPÉRANCE	4238, chemin Ridge, Huntingdon	1986 10 16	1988 à 1991 incl.
2161-6644 FOYER D'ACCUEIL FRÈRES ET SOEURS S.G.	2386, rue Parthenais, Montréal	1984 02 06	1988 à 1991 incl.
1256-4670 FOYER ÉMILE TURMEL	Ancienne-Lorette, Québec	1970 01 13	1988 à 1991 incl.
1367-7109 FOYER NOTRE-DAME-DES-CHAMPS INC.	675, rue St-Régis, Saint-Isidore,	1974 04 08	1988 à 1991 incl. Laprairie
1272-6709 LE FOYER ST-LOUIS (1966) LTÉE	6750, route Kennedy, Saint-Georges, Beauce	1966 06 02	1988 à 1991 incl.
1337-5282 FOYER VILLA ROSEMONT INC.	1817, boulevard Rosemont, Montréal	1972 09 05	1988 à 1991 incl.
1638-2251 LES FOYERS R. GAUTHIER INC.	140, rue St-Jean-Baptiste, Beauport, Québec	1979 08 15	1988 à 1991 incl.
1157-2583 FRAUSAIR INCORPORÉE	328, boulevard Rochette, Beauport, Québec	1960 03 30	1988 à 1991 incl.
1149-2444 GALT ÉQUIPEMENT LTÉE	47, boulevard Marie-Victorin, Candiac, Laprairie	1960 11 02	1988 à 1991 incl.
1319-8759 GAROH LTÉE	Montréal	1959 11 03	1988 à 1991 incl.
1163-6370 GEMOBEL ÉLECTRONIQUE INC.	1323, boulevard St-Paul, Chicoutimi	1966 03 25	1988 à 1991 incl.
1841-4714 GENS DE LA CROIX INC.	4085, rang les 60, Route rurale numéro 1, Nicolet	1980 12 12	1988 à 1991 incl.
1188-2396 GÉRARD BOURQUE INC.	7805, boulevard du Parc Industriel, Bécancour, Nicolet	1965 04 30	1988 à 1991 incl.
1168-5856 GÉRARD COLLIN INC.	75, 1re Rue, Montmagny	1946 07 15	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1463-5346 GESTION IMMOBILIÈRE R.P.E. INC.	505, avenue Grande Allée est,	1975 12 10	1988 à 1991 incl. Québec
1479-4432 GESTION QUATRE SAISONS INC.	900, 13e Avenue nord, Sherbrooke	1977 07 13	1988 à 1991 incl.
1469-2172 GESTION VALÈRE LANGLOIS INC.	747, boulevard St-Joseph, Hull	1976 08 12	1988 à 1991 incl.
1232-7995 GIGI D'ANJOU INC.	Montréal	1968 02 15	1988 à 1991 incl.
1113-5134 LE GOBELET INC.	8393, boulevard St-Laurent, Montréal	1963 06 03	1988 à 1991 incl.
1477-0226 LE GROUPE ALPHA LTÉE	955, avenue de Bourgogne, Sainte-Foy, Québec	1977 04 27	1988 à 1991 incl.
2415-2597 LE GROUPE MEDIC-SÉCURITÉ DE MONTRÉAL	6010, rue Renoir, bureau 7, Montréal-Nord	1986 04 11	1988 à 1991 incl.
1355-9968 GRUE MOBILE GILLES LTÉE	208, rue Garnier, Gatineau, Hull	1974 04 23	1988 à 1991 incl.
1290-2292 G. B. I. RÉNOVATION & ALTÉRATION INC.	220, rue Roy, Lemoyne, Chambly	1968 06 17	1988 à 1991 incl.
2158-8033 HAVRE MON REPOS INC.	3742, boulevard Lévesque, Chomedey, Laval	1983 09 14	1988 à 1991 incl.
2163-3961 HÉBERGEMENT LA SENTINELLE	6556, avenue de Chateaubriand, Montréal	1984 03 09	1988 à 1991 incl.
1232-2814 HERVÉ ST-AMOUR INC.	430, boulevard St-Joseph, Hull	1971 12 28	1988 à 1991 incl.
1218-3448 HISTART INC.	181, rue St-Paul est, Montréal	1970 08 24	1988 à 1991 incl.
1303-8211 HOTEL L'OISEAU BLEU INC.	Farnham, Shefford	1963 06 04	1988 à 1991 incl.
1167-3795 HOTEL MANOIR PLESSIS INC.	Plessisville, Mégantic	1962 09 07	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1355-8671 HÔTEL PARFAIT INC.	161, 1re Avenue ouest, Amos, Abitibi	1974 01 03	1988 à 1991 incl.
1266-5576 HUMONT INC.	151, rue Querbes, Dorion, Vaudreuil	1972 01 14	1988 à 1991 incl.
1478-8616 HYDRAULIQUE DAICO INC.	1147, boulevard Perrot, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Vaudreuil	1977 06 20	1988 à 1991 incl.
1230-2790 H.A. PAULEY & ASSOCIÉS LTÉE	159, rue Ménard, Longueuil, Chambly	1970 02 26	1988 à 1991 incl.
1220-6066 IMAGES TEXTILES LTÉE	Métro Level, Place Bonaventure, Montréal	1972 02 09	1988 à 1991 incl.
1271-1966 LES IMMEUBLES LÉOPOLD LANGELIER LTÉE	Forestville, Saguenay	1956 11 05	1988 à 1991 incl.
1277 4063 IMMEUBLES NAZAIR (MATANE) LTÉE	425, avenue St-Jérôme, Matane	1953 02 19	1988 à 1991 incl.
1238-4731 LES IMMEUBLES S E B INC.	Rimouski	1970 10 05	1988 à 1991 incl.
1634-7304 IMPRIMERIE A. & R. CÔTÉ INC.	1047, rue St-Denis, Montréal	1979 03 19	1988 à 1991 incl.
1312-0530 IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE CITÉ LTÉE	Montréal	1964 08 31	1988 à 1991 incl.
1310-2249 INDUSTRIE DE RADIO-TÉLÉPHONE MOBILE INC.	81, rue Pointe-Langlois, Sainte-Rose, Laval	1972 02 03	1988 à 1991 incl.
1124-9034 INDUSTRIE FABRICO (1964) LIMITÉE	8190, rue le Creusot, Saint-Léonard, Montréal	1964 10 20	1988 à 1991 incl.
1629-0504 INDUSTRIES RODECH INC.	94, boulevard St-Alphonse, Luceville, Rimouski	1978 08 17	1988 à 1991 incl.
1153-0045 LES INDUSTRIES TANZER INC.	231, boulevard de Lotbinière, Dorion, Vaudreuil	1965 10 26	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1241-4645 L'INSTITUT BRUCHESI DE MONTRÉAL, INC.	2225, rue Rachel est, Montréal	1929 08 07	1988 à 1991 incl.
1467-0392 INSTITUT INTERNATIONAL DU STRESS I.I.S.	659, rue Milton, Montréal	1976 05 13	1988 à 1991 incl.
1272-2435 L'INSTITUT MÉDICO-PÉDAGOGIQUE DU QUÉBEC	Montréal	1965 03 31	1988 à 1991 incl.
2161-7170 INSTITUT NATIONAL DES MÉTIERS DU PLEIN AIR INC.	1690, carré Ader, bureau 3, Québec	1983 10 25	1988 à 1991 incl.
1478-6776 INTÉRAGRA LTÉE	3600, avenue Barclay, bureau 345, Montréal	1977 09 23	1988 à 1991 incl.
1207-3193 LES INTÉRIEURS ROSENBAUM INC.	5025, rue Buchan, Montréal	1971 04 20	1988 à 1991 incl.
1321-5736 LES INVESTISSEMENTS A G C INC.	Montréal	1972 06 12	1988 à 1991 incl.
2325-7843 IRFIR INSTITUT DE RECHERCHE ET DE FORMATION EN INTERVENTION DE RÉSEAUX INC.	7454, avenue Papineau Montréal	1986 06 25	1988 à 1991 incl.
1478-1603 ISOLATION BERNIER INC.	5860, rang des Trente, Saint-Jean-Baptiste, Rouville	1977 06 02	1988 à 1991 incl.
1149-9159 J R QUEVILLON & FILS INC.	360, rue Champlain, Gatineau, Hull	1968 04 03	1988 à 1991 incl.
1635-5885 JACQUES THÉOLIS INC.	701, boulevard Harwood, Dorion, Vaudreuil	1979 04 19	1988 à 1991 incl.
1472-0601 JARDIN DU MOULIN INC.	Québec	1976 12 08	1988 à 1991 incl.
1117-8720 JEAN THERIEN INC.	984, rue St-Philippe, Montréal	1967 06 30	1988 à 1991 incl.
1507-2663 JEANNE-BRO INC.	2600, boulevard Laurier, Sainte-Foy, Québec	1977 10 03	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1469-8344 JEAN-PIERRE FOURNIER (1976) INC.	Cap-Santé, Portneuf	1976 09 03	1988 à 1991 incl.
1503-5686 JEAN-RICHARD CHARBONNEAU & ASSOCIÉS, ADMINISTRATEURS-CONSEILS INC.	192, rue d'Ige, Boucherville, Chambly	1976 07 14	1988 à 1991 incl.
1337-3360 JOAILLERIE LUX LTÉE	460, rue Ste-Catherine ouest, Montréal	1972 11 23	1988 à 1991 incl.
1240-8209 JOSEPH BRAZEAU LTÉE	4860, 6e Avenue, Montréal	1964 08 04	1988 à 1991 incl.
1626-0168 JOUBEC INC.	1020, Haut-de-la-Rivière nord, Saint-Pie, Bagot	1978 05 01	1988 à 1991 incl.
1507-3232 J. ANTOINE PINEAU INC.	190, rue Savard, Matane	1977 10 03	1988 à 1991 incl.
1204-8716 J. VENNE & FILS INC.	Route rurale numéro 2, Saint-Jérôme, Terrebonne	1970 02 09	1988 à 1991 incl.
1164-7831 J. W. VERVILLE LIMITÉE	2642, rue Roussel, Chicoutimi	1957 05 08	1988 à 1991 incl.
1336-6745 KINDEKOR INC.	97, Montée du Moulin, Laval-des-Rapides, Laval	1973 02 07	1988 à 1991 incl.
1164-3541 LABERGE & VOYER (FOURRURES) LTÉE	3691, boulevard Harvey, Jonquière, Chicoutimi	1964 04 07	1988 à 1991 incl.
1117-1626 LABORATOIRE DU-VAR INC.	2025, boulevard Fortin, Chomedey, Laval	1947 02 25	1988 à 1991 incl.
1155-3757 LE LABORATOIRE D'EXPERTISES BIOCHIMIQUE INC.	701, avenue Marois, Québec	1964 01 01	1988 à 1991 incl.
1480-3126 LABORATOIRES BIOS 1975 LTÉE	3695, autoroute des Laurentides, Chomedey, Laval	1975 10 09	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1367-1979 LABORATOIRES PHOTOGRAPHIQUES ZOOM INC.	45, rue St-Jacques ouest, Montréal	1974 03 18	1988 à 1991 incl.
1270-6917 LADU INC.	1206, rue d'Argenteuil, Sainte-Foy, Québec	1967 11 14	1988 à 1991 incl.
1137-0848 LAITERIE MODERNE DE BERTHIERVILLE LTÉE	124, rue Montcalm, Berthierville, Berthier	1963 01 21	1988 à 1991 incl.
1105-0135 LANGELIER VALIQUETTE LTÉE	510, rue Ste-Catherine est, Montréal	1963 02 14	1988 à 1991 incl.
1180-3780 LEAS LONGPRÉ & FILS INC.	5883, rue Ste-Catherine, Rock Forest, Sherbrooke	1960 02 10	1988 à 1991 incl.
1360-6207 LIBRAIRIE RENOUF LIMITÉE	980, rue Notre-Dame, Lachine, Montréal	1974 12 04	1988 à 1991 incl.
1115-0307 LILLIMAR INC.	9250, avenue du Parc, Montréal	1953 04 09	1988 à 1991 incl.
1361-5885 LINGERIE GEORGINA LTÉE	305, rue de Bellechasse est, bureau 101, Montréal	1975 02 04	1988 à 1991 incl.
1272-3375 LOCAL TRANSPORT LTD.	2090, rue Brulart, Sillery, Québec	1947 01 31	1988 à 1991 incl.
1358-9734 LOCATION D. & R. INC.	Granby, Shefford	1974 09 04	1988 à 1991 incl.
1307-7664 LORENZO BERARDELLI INC.	4105, Place Jean-Masse, Montréal	1962 04 27	1988 à 1991 incl.
1351-4815 LOROGA INC.	630, 11e Rue ouest, Saint-Georges, Beauce	1974 01 15	1988 à 1991 incl.
1170-3105 LOUIS DAVID PARÉ INC.	475, boulevard Jutras est, Victoriaville, Arthabaska	1966 06 22	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1271-9027 LOUIS LEBLANC INC.	6955, boulevard Taschereau, bureau 110, Brossard, Laprairie	1964 09 24	1988 à 1991 incl.
1155-4623 LOUIS-M. BOUCHER INC.	8590, avenue Trudelle, Charlesbourg, Québec	1968 07 30	1988 à 1991 incl.
1306-1478 LUCERNE ÉLECTRIQUE LTÉE	84, boulevard Montclair, Hull	1967 10 04	1988 à 1991 incl.
1631-5814 LUDGER CÔTÉ INC.	217, rue Fillion, Matane	1978 11 21	1988 à 1991 incl.
1272-2138 L. P. MARCOTTE & FILS LTÉE	400, Place Trans-Canada, Longueuil, Chambly	1968 12 31	1988 à 1991 incl.
1118-0031 L.P. FOREST LIMITÉE	2991, rue Delfosse, Montréal	1968 09 17	1988 à 1991 incl.
1331-8290 MACHINERIE DE TEXTILE CARLTON LTÉE	Hudson, Vaudreuil	1973 04 19	1988 à 1991 incl.
1355-9018 LES MACHINERIES B.L. & R. INC.	135, rang Caron, Lac-à-la-Croix, Lac-Saint-Jean-Est	1974 01 11	1988 à 1991 incl.
1160-7652 MACHINERIES L.M. INC.	Route rurale numéro 1, Rock Forest, Sherbrooke	1963 02 13	1988 à 1991 incl.
1509-4402 MAÇONNERIE FORTIN & BOUCHARD INC.	7495, route Transcanadienne, Saint-Laurent, Montréal	1977 12 12	1988 à 1991 incl. bureau 5105,
1479-9506 MAGASIN GÉNÉRAL LAUREL INC.	Rang 8, route rurale numéro 1, Wentworth-North, Argenteuil	1977 08 01	1988 à 1991 incl.
1307-6351 MAGASINS D'AUBAINES GLENNS CANADA INC.	3985, rue Notre-Dame ouest,	1962 12 17	1988 à 1991 incl. Montréal
1477-2438 LA MAISON AU PIED DE LA TOUR INC.	971, avenue Myrand, Sainte-Foy, Québec	1977 05 04	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1849-5564 LA MAISON A.J.T. INC.	404, rue Montcalm, Saint-Joseph-de-Sorel, Richelieu	1981 08 28	1988 à 1991 incl.
2167-6978 LA MAISON DE LA VIE	10530 A, rue Chambord, Montréal	1984 04 19	1988 à 1991 incl.
2151-9855 LA MAISON DES FEMMES DE COATICOOK	320, rue St-Jean-Baptiste, Coaticook, Stanstead	1983 03 02	1988 à 1991 incl.
2331-4198 LA MAISON DES JEUNES DE ST-PIERRE	Val des Monts, Papineau	1985 12 06	1988 à 1991 incl.
2331-4206 LA MAISON DES JEUNES DE PERKINS	Val des Monts, Papineau	1985 12 06	1988 à 1991 incl.
1477-4574 LA MAISON DES JEUNES DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN	594, rue Bagot, Québec	1977 05 11	1988 à 1991 incl.
2332-2753 MAISON DES JEUNES GRAFFITI JEUNESSE	133, rue Chapleau, Terrebonne	1985 12 20	1988 à 1991 incl.
1856-7594 LA MAISON DU FAUBOURG	Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1982 04 05	1988 à 1991 incl.
1359-8164 MAISON D'ACCUEIL CONTACT RIVE SUD DE LONGUEUIL INC.	Longueuil, Chambly	1974 10 21	1988 à 1991 incl.
1332-0882 MAISON D'ACCUEIL DU PÈRE PIO INC.	Montréal	1972 12 06	1988 à 1991 incl.
1339-6833 LA MAISON D'ACCUEIL DU SUD-OUEST INC.	2401, rue Châteauguay, Montréal	1973 03 15	1988 à 1991 incl.
1855-5417 LA MAISON D'ACCUEIL ET D'ESPOIR DE CHARLEVOIX INC.	La Malbaie, Charlevoix-Est	1982 03 04	1988 à 1991 incl.
2170-5454 MAISON RE-NAÎTRE INC.	2280, rue Daniel, app. 7, Longueuil, Chambly	1984 08 03	1988 à 1991 incl.
2419-2973 MAISON SAMIRA INC.	2900, chemin Côte de Liesse, bureau 102, Mont-Royal, Montréal	1986 11 14	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1327-0889 MAISON SOCIALE DE MAGOG INC.	Montréal	1962 11 21	1988 à 1991 incl.
1637-8473 LES MAISONS D'HÉBERGEMENT DE JONQUIÈRE INC.	103, rue St-Pierre, Jonquière, Chicoutimi	1980 02 06	1988 à 1991 incl.
1507-6896 LES MAISONS PAPINEAU INC.	238, rue Henri-Bourassa, Papineauville, Papineau	1977 11 30	1988 à 1991 incl.
1114-3435 MANNA LIMITÉE	3600, Montée St-Aubin, Chomedey, Laval	1960 07 07	1988 à 1991 incl.
1627-1124 LE MANUFACTURIER DE CUIR CHAMPLAIN INC.	1625, rue Chabanel ouest, bureau 955, Montréal	1978 06 02	1988 à 1991 incl.
1247-4508 MARCHÉ C M LTÉE	2785, Beaujolais, Brossard, Laprairie	1968 05 17	1988 à 1991 incl.
1180-9431 MARCHÉ QUEVILLON INC.	Place Quevillon, Lebel-sur-Quevillon, Territoire du Nouveau-Québec	1967 03 06	1988 à 1991 incl.
1629-0686 LES MATÉRIAUX GÉRARD BRETON INC.	795, route Kennedy, Saint-Louis-de-Pintendre, Lévis	1978 08 15	1988 à 1991 incl.
1631-3322 MATÉRIAUX J.M. GRONDIN & FILS INC.	213, rue Claude Lachenaie, L'Assomption	1978 11 14	1988 à 1991 incl.
1207-6774 MAURICE TABAH INC.	432, rue Notre-Dame, Joliette	1970 09 18	1988 à 1991 incl.
1260-6299 MAYFAIR RESIDENCE FOR WOMEN INC.	1857, boulevard de Maisonneuve ouest, Montréal	1969 01 24	1988 à 1991 incl.
1275-2044 MELBOR CORPORATION	675, rue Montée de Liesse, Saint-Laurent, Montréal	1957 11 06	1988 à 1991 incl.
1510-1975 MENUIMAT INC.	3694, rang St-Paul, La Doré, Lac Saint-Jean-Ouest	1978 01 17	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1360-5696 MENUISERIE FORESTVILLE INC.	134, rue Blouin, Forestville, Saguenay	1974 12 03	1988 à 1991 incl.
1363-4704 MENUISERIE P.M. INC.	656, rang Grande Ligne, Saint-Raymond, Portneuf	1975 05 08	1988 à 1991 incl.
1336-4849 MERCERIE BOIS-FRANCS INC.	171, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1973 02 08	1988 à 1991 incl.
1314-8085 MERCERIE JACQUES DAGENAIS INC.	425, boulevard St-Joseph, Hull	1972 08 07	1988 à 1991 incl.
2324-2852 MERCURIUM INC.	2020, rue University, bureau 1037, Montréal	1985 07 15	1988 à 1991 incl.
1128-5814 LES MÉTAUX OUVRÉS ANDRÉ & BRUNO INC.	85, rue St-Joseph, Vimont, Laval	1960 01 12	1988 à 1991 incl.
1327-2786 METROPOLITAN NURSING HOME INC.	Montréal	1964 07 10	1988 à 1991 incl.
1339-2030 LES MEUBLES ANDRÉ D. LEGAULT LTÉE	207, rue Beaubien est, Montréal	1973 08 17	1988 à 1991 incl.
1476-5093 MEUBLES B.G. INC.	97, rue Calixa-Lavallée, Verchères	1977 04 12	1988 à 1991 incl.
1332-3654 MEUBLES CHAREST LIMITÉE	9, rue Wellington, Coaticook, Stanstead	1973 07 10	1988 à 1991 incl.
1478-9200 LES MEUBLES DENIS INC.	Sainte-Sabine, Bellechasse	1977 06 27	1988 à 1991 incl.
1364-9637 MEUBLES D.R. INC.	Notre-Dame-De-Lourdes-De-Ham, Wolfe	1975 07 25	1988 à 1991 incl.
1467-2141 MEUBLES LEBREUX DE CLORIDORME INC.	Cloridorme, Gaspé-Est	1976 05 18	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1628-0729 LES MEUBLES MONDBERT INC.	824, boulevard Curé Boivin, Boisbriand, Terrebonne	1978 07 05	1988 à 1991 incl.
1194-3784 MODEL RESTAURANT EQUIPMENT INC.	Montréal	1965 01 14	1988 à 1991 incl.
1631-7232 MODES RAINETTE INC.	199, chemin des Patriotes, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Hyacinthe	1978 11 27	1988 à 1991 incl.
1364-7466 MONDE MASCULINE G. MARKS LTÉE	619, boulevard Dorchester ouest, Montréal	1975 07 21	1988 à 1991 incl.
1193-6028 MONTMORENCY AUTOMOBILES LIMITÉE	Boulevard Ste-Anne, L'Ange-Gardien, Montmorency	1963 02 07	1988 à 1991 incl.
1298-1320 MONUMENTS SHERBROOKE INC.	137, 6e Rang sud, Saint-Élie-d'Orford, Sherbrooke	1972 05 02	1988 à 1991 incl.
1627-7105 MOTEL DELISLE LAC ST JEAN INC.	Delisle, Lac Saint-Jean-Est	1978 06 29	1988 à 1991 incl.
1336-0334 MUJE INC.	48, Place Fabre, Dollard-des-Ormeaux, Montréal	1973 02 26	1988 à 1991 incl.
1510-5430 MULTI PLANCHERS (1978) INC.	9220, boulevard Langelier, Saint-Léonard, Montréal	1978 02 20	1988 à 1991 incl.
1124-2492 MYLE S INC.	6000, boulevard Henri Bourassa est, Montréal-Nord	1961 02 27	1988 à 1991 incl.
1363-3227 M.A. VAILLANCOURT & ASSOCIÉS INC.	35, avenue Grande-Allée est, bureau 216, Québec	1975 05 06	1988 à 1991 incl.
2431-9444 M.SC. EXPERTISE (MAITRÎSE EN ADMINISTRATION)	Sherbrooke	1987 04 09	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1142-4751 NICK GIANNONE INC.	23, 88e Avenue, Laval, Île-Jésus	1961 12 01	1988 à 1991 incl.
1508-4692 LES NOUVEAUTÉS DE L'ESTRIE INC.	109, rue Sanbourn, Sherbrooke	1977 11 10	1988 à 1991 incl.
1858-7964 OEUVRE ANNA-MARIA TAIGI	451, rang Brodeur, Saint-Eugène, Drummond	1982 06 21	1988 à 1991 incl.
1363-0421 OMEL INC.	425, rue Fortin, Vanier, Québec	1975 04 25	1988 à 1991 incl.
1334-7380 OPTI-CENTRE DE PLEIN-AIR RÉGIONAL LA CHAUDIÈRE (O.P.A.R.C.)	155 A, 35e Rue est, Saint-Georges-Est, Beauce	1973 03 19	1988 à 1991 incl.
2411-9646 L'OR ROSE INC.	1237, rue Rachel, Montréal	1986 05 21	1988 à 1991 incl.
1504-5750 L'ORDRE LOYAL DES MOOSE LOGE 1111 DE MONTRÉAL INC.	4262, rue Ontario est, Montréal	1976 08 11	1988 à 1991 incl.
1138-5713 ORTHOSCHAF INC.	150, rue Monaco, Saint-Jérôme, Terrebonne	1969 09 19	1988 à 1991 incl.
1169-0401 OUELLET AUTOMOBILES LTÉE	261, rue St-Germain est, Rimouski	1951 06 18	1988 à 1991 incl.
1118-4785 P SCARDERE LIMITED	7411, boulevard St-Michel, Montréal	1956 11 30	1988 à 1991 incl.
1211-8386 PABI INC.	7170, boulevard St-Laurent, bureau 200, Montréal	1971 08 11	1988 à 1991 incl.
1201-8750 PANTIME MFG. INC.	9475, rue Meilleur, Montréal	1970 11 23	1988 à 1991 incl.
1262-5471 PARK GEORGES REALTY CORP	9861, boulevard Parc Georges, Montréal-Nord	1970 07 21	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1505-9728 PAUL A. MARION INC.	14210, rue Sherbrooke est, Montréal	1977 08 09	1988 à 1991 incl.
1629-7699 PAUL-ÉMILE LALANCETTE INC.	65, 2e Avenue, Forestville, Saguenay	1978 09 13	1988 à 1991 incl.
1372-0248 LES PAVAGES PEREZ LTÉE	5120, boulevard Métropolitain est, Saint-Léonard, Montréal	1975 05 02	1988 à 1991 incl.
2151-9939 PAVILLON AMI INC.	Montréal	1983 09 08	1988 à 1991 incl.
2171-7020 PAVILLON BENOIT INC.	522, rue Hector, Montréal	1984 06 18	1988 à 1991 incl.
2534-7972 LE PAVILLON CHALEURS INC.	99, Route 132, Paspébiac, Bonaventure	1987 05 14	1988 à 1991 incl.
1856-4450 PAVILLON D'ACCUEIL SAINT-CALIXTE INC.	110, rue Marquis, Saint-Calixte, Montcalm	1982 03 31	1988 à 1991 incl.
1270-7360 PAVILLON LAFONTAINE INC.	Montréal	1969 10 15	1988 à 1991 incl.
1862-7661 PAVILLON PAULETTE BLAIS INC.	19, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1984 02 16	1988 à 1991 incl.
1323-1881 PAVILLON ST-ÉTIENNE INC.	Montréal	1959 11 27	1988 à 1991 incl.
1118-3654 PEINTURES DE VILLE MARIE INC.	1965, rue Bélanger est, Montréal	1967 09 01	1988 à 1991 incl.
1477-6314 PÉLARDIN INC.	579, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien, Lac-Saint-Jean-Ouest	1977 05 16	1988 à 1991 incl.
2153-9705 LA PETITE MAISON DE L'AMITIÉ INC.	Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1983 09 15	1988 à 1991 incl.
1195-7149 LES PÉTROLES INDUSTRIELS INC.	1080, avenue Industrielle, Québec	1970 05 28	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1185-5665 PHILIPPE RICHARD LTÉE	Route 230 ouest, Saint-Pascal, Kamouraska	1957 12 12	1988 à 1991 incl.
1339-6437 PHOTO HUGRON INC.	Montréal	1973 06 28	1988 à 1991 incl.
1472-7671 PHOTO INTERCITÉ INC.	1670 J, boulevard Provencher, Brossard, Laprairie	1976 12 29	1988 à 1991 incl.
1338-7063 PHOTOPLAN INC.	3924, boulevard Notre-Dame, Chomedey, Laval	1972 06 21	1988 à 1991 incl.
1473-4958 LES PIÈCES D'AUTO DELTA INC.	1798, boulevard Maloney est, Gatineau, Hull	1977 01 24	1988 à 1991 incl.
1506-6491 PIZZERIA JENNI INC.	5115, boulevard Westley, Saint-Hubert, Chambly	1977 11 07	1988 à 1991 incl.
1370-1669 PIZZERIA VINCENT INC.	11222, boulevard Gouin est, Montréal	1974 11 25	1988 à 1991 incl.
1157-4621 LES PLACEMENTS EM. M. INC.	1745, route de l'Aéroport, Sainte-Foy, Québec	1966 12 30	1988 à 1991 incl.
1370-3269 LES PLACEMENTS NOËL RIQUIER INC.	604, rang du Nord, Berthierville, Berthier	1974 11 08	1988 à 1991 incl.
2321-1071 LES PLANTES AROMATIQUES DE L'ESTRIE INC.	Route rurale numéro 1, Lac Mégantic, Frontenac	1985 05 15	1988 à 1991 incl.
1119-0022 PLAQUES OFFSET CARDINAL INC.	8490, rue Jeanne-Mance, Montréal	1964 08 07	1988 à 1991 incl.
1349-7821 LES PLASTIQUES FRANCO (1983) LTÉE	8495, 10e Avenue, Montréal	1972 09 27	1988 à 1991 incl.
1280-2765 PLAYCRAFT TOYS INC.	Montréal	1964 03 18	1988 à 1991 incl.
1334-1375 PLOMBERIE BENOIT GIRARD INC.	203, rue Desjardins, Chicoutimi	1973 03 12	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1128-6457 LA PLOMBERIE DALE LTÉE	5005, chemin Côte-Vertu, Saint-Laurent, Montréal	1968 10 23	1988 à 1991 incl.
1366-1665 PLOMBERIE ET CHAUFFAGE A. MOREAU INC.	1675, rue Poirier, Saint-Laurent, Montréal	1975 07 11	1988 à 1991 incl.
1479-9126 PLOMBERIE EXTRA PLUS INC.	1010, boulevard Taschereau, Longueuil, Chambly	1977 07 29	1988 à 1991 incl.
1359-1599 PLOMBERIE G.H. INC.	Saint-Lazare, Vaudreuil	1974 09 16	1988 à 1991 incl.
1470-8424 POISSONNERIE GLOBE INC.	155, avenue Beaumont, Montréal	1976 10 15	1988 à 1991 incl.
1633-7248 POISSONNERIE GRIFFIN INC.	5445, avenue Jean XXIII, Trois-Rivières-Ouest, Saint-Maurice	1979 02 13	1988 à 1991 incl.
1196-1844 LES PORTES P.A. PAGÉ LTÉE	3901, rue Jean-Talon ouest, Montréal	1970 02 13	1988 à 1991 incl.
1368-6316 POTERIE PILOTE INC.	901, rue Lenoir, Montréal	1974 06 11	1988 à 1991 incl.
1624-5243 LES PRODUCTIONS CHAUD SON INC.	376, rue des Forges, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 03 17	1988 à 1991 incl.
1124-0215 LES PRODUITS GILBERT INC.	750, 16e Avenue, Montréal	1946 01 29	1988 à 1991 incl.
1235-7125 LES PRODUITS LAITIERS BAGOT INC.	1555, rue des Cascades, Saint-Hyacinthe	1968 11 08	1988 à 1991 incl.
2316-2639 PROJET CAMP SCOUT CHIBOUGAMAU INC.	380, rue McLean, Chibougamau, Nouveau-Québec	1985 04 10	1988 à 1991 incl. Territoire du
1183-5550 LES PROMOTEURS INDUSTRIELS DE CHICOUTIMI INC.	1227, boulevard St-Paul, Chicoutimi	1966 12 30	1988 à 1991 incl.
1857-3998 PRO-SURVIE INC.	229, 5e Rue, Québec	1982 05 05	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1271-0232 P. Y. LAMOUREUX INC.	67, rue Georges Gagné, Delson, Laprairie	1971 08 25	1988 à 1991 incl.
1367-1755 P.E. BOISSE & FILS INC.	708, rue Louise, Longueuil, Chambly	1974 03 13	1988 à 1991 incl.
1631-1201 QUALIBOIS INC.	Fugèreville, Témiscamingue	1978 11 06	1988 à 1991 incl.
1155-9200 QUÉBEC CITERNE INC.	1695, boulevard Montmorency, Québec	1967 12 22	1988 à 1991 incl.
1586-2253 QUÉBEC PAPER BOX COMPANY	Québec	1906 03 09	1988 à 1991 incl.
1359-3157 QUINCAILLERIE R.C.O. INC.	1984, boulevard Hamel, Sainte-Foy, Québec	1974 09 24	1988 à 1991 incl.
1145-5839 QUINCAILLERIE W.D.GREIG INC.	Rue Church, Ormstown, Châteauguay	1967 05 24	1988 à 1991 incl.
1631-3546 RADIATEURS ST-RÉMI INC.	242, rue Ste-Thérèse, Saint-Rémi, Napierville	1978 11 15	1988 à 1991 incl.
1363-2039 RADIO C.J.S.A. INC.	3, place Laval, bureau 555, Chomedey, Laval	1975 05 01	1988 à 1991 incl.
1131-0844 RAYMOND GRENIER & FILS INC.	Richelieu, Rouville	1966 06 03	1988 à 1991 incl.
1636-4366 RÉAL PROULX INC.	Chambly	1979 05 23	1988 à 1991 incl.
1368-6050 RÉFRIGÉRATION MATTHEWS INC.	4488, rue Garand, Saint-Laurent, Montréal	1974 06 10	1988 à 1991 incl.
1628-2071 RÉFRIGÉRATION M.P.D. INC.	403, rue Dieppe, Québec	1978 07 11	1988 à 1991 incl.
1629-9562 LE REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET CULTURELS DE RIMOUSKI, INC.	1667, rue St-Louis, Rimouski	1978 09 21	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1356-0867 REMBOURRAGE LAURIER INC.	Route 116, Arthabaska	1977 09 20	1988 à 1991 incl.
1473-3398 RENÉ MÉNARD INC.	181, rue St-Laurent, Drummondville, Drummond	1977 01 20	1988 à 1991 incl.
2526-9614 RÉSIDENCE BORÉAL INC.	40, Mill Road, Howick, Chateauguay	1987 06 11	1988 à 1991 incl.
1350-4410 RÉSIDENCE DU BON PASTEUR INCORPORÉE	2334, rue St-Antoine, Montréal	1970 01 19	1988 à 1991 incl.
1321-1560 RÉSIDENCE NOTRE-DAME-DU-SOURIRE INC.	5540, chemin Côte-des-Neiges, Montréal	1960 10 18	1988 à 1991 incl.
1506-3175 LES RÉSIDENCES DUTRISAC INC.	65, rue Provencher, Boisbriand, Terrebonne	1977 08 22	1988 à 1991 incl.
2535-3459 RÉSIDENCES HANDICAPÉS MÉGANTIC-COMPTON	Weedon, Wolfe	1987 07 22	1988 à 1991 incl.
2420-5627 LES RÉSIDENCES VÉRONIQUE PAGÉ	9363, rue Parthenais, Montréal-Nord	1986 09 24	1988 à 1991 incl.
1263-4085 REST GLOW CORPORATION.	800, Place Victoria, app. 612, Montréal	1965 08 19	1988 à 1991 incl.
1334-1615 RESTAURANT ACADIA LTÉE	Québec	1973 03 20	1988 à 1991 incl.
1301-4378 RESTAURANT AU GOURMET INC.	326, avenue de la Cathédrale, Rimouski	1963 02 18	1988 à 1991 incl.
1119-2796 RESTAURANT DU PALAIS LTÉE	1650, rue Berri, Montréal	1960 02 01	1988 à 1991 incl.
1119-8843 RESTAURANT IMPÉRIAL INC.	445, rue Sherbrooke ouest, Montréal	1965 05 21	1988 à 1991 incl.
1503-6551 RESTAURANT LE POT AUX ROSES INC.	185, rue St-Paul ouest, Montréal	1976 05 28	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1464-5857 RESTAURANT PHEBUS INC.	3610, boulevard St-Jean, Dollard-Des-Ormeaux, Montréal	1976 02 06	1988 à 1991 incl.
1334-1326 RESTAURANT PITFIELD INC.	Avenue Pitfield, Saint-Laurent, Montréal	1973 03 06	1988 à 1991 incl.
1240-3192 RESTAURANT & DELICATESSEN BOURA LIMITÉE	857, boulevard Décarie, Saint-Laurent, Montréal	1967 04 21	1988 à 1991 incl.
1193-6390 REXLEY S LTD.	4603, rue Wellington, Verdun, Montréal	1955 02 15	1988 à 1991 incl.
1358-3323 RIENDEAU & ANNETT INC.	5904, rue St-Urbain, Montréal	1974 08 06	1988 à 1991 incl.
1464-0841 ROBERT PHARAND INC.	5625, boulevard Hamel, Sainte-Foy, Québec	1976 01 08	1988 à 1991 incl.
1344-4963 ROBES DAVID MARSHALL INC.	225, rue Chabanel ouest, bureau 715, Montréal	1973 10 19	1988 à 1991 incl.
1166-0396 ROBES VANITE INC.	4375, boulevard des Forges, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1959 07 13	1988 à 1991 incl.
1461-2873 ROGER BÉRUBÉ INC.	619, avenue Brochu, bureau 101, Sept-Iles, Saguenay	1975 09 17	1988 à 1991 incl.
1371-9588 ROLAND LÉTOURNEAU & FILS INC.	202, boulevard Des Prairies, Laval-Des-Rapides, Laval	1975 04 03	1988 à 1991 incl.
1368-9153 ROLAND PASCOT INC.	615, Dorchester ouest, bureau 1010, Montréal	1974 07 08	1988 à 1991 incl.
1209-8638 ROLLY SARAULT MANUFACTURING LIMITED	74, boulevard Greber, Gatineau, Hull	1970 12 11	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1480-1005 ROLOCO INC.	1857, boulevard des Laurentides, Vimont, Laval	1977 08 05	1988 à 1991 incl.
1308-7713 ROMÉO DESSUREAULT LTÉE	Dolbeau, Lac-Saint-Jean-Ouest	1966 01 31	1988 à 1991 incl.
1583-3718 ROSS REALTY COMPANY LIMITED	Montréal	1906 02 27	1988 à 1991 incl.
1283-0626 ROXY STÉRÉO CENTRE INC.	331, boulevard Ste-Rose, Laval-Ouest	1972 05 25	1988 à 1991 incl.
1303-4673 AU ROYAUME ARTISANAL INC.	138, rue St-Louis, Drummonville, Drummond	1963 06 03	1988 à 1991 incl.
1468-3031 R. JUTRAS & FILS INC.	Saint-Célestin, Nicolet	1976 07 06	1988 à 1991 incl.
1193-5152 S VINEBERG LTD.	1612, rue St-Philippe, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1954 03 13	1988 à 1991 incl.
1338-7618 SALLE ANTIQUE SHERBROOKE INC.	10079, avenue Larose, Montréal	1972 03 22	1988 à 1991 incl.
1176-0733 SALON DE CHAUSSURES CHARLES RUEST INC.	239, rue Hériot, Drummondville, Drummond	1968 10 08	1988 à 1991 incl.
1274-1112 SANCTA MARIA HOUSE ASSOCIATION,	1636, avenue Selkirk, Montréal	1969 02 17	1988 à 1991 incl.
1283-3976 SANDCO LIMITED	201, Corot Rive, bureau 316, Verdun, Montréal	1964 04 10	1988 à 1991 incl.
1283-9130 SERGE TRUDEAU INC.	57, rue d'Auvergne, Saint-Lambert, Chambly	1969 04 29	1988 à 1991 incl.
1229-2512 SERVICE DE SOINS À DOMICILE DE SOREL INC.	82 A, rue de Ramesay, Sorel, Richelieu	1969 05 16	1988 à 1991 incl.
1290-0122 SERVICE DE SOINS COORDONNÉS À DOMICILE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	890, boulevard René Lévesque est, Montréal	1970 01 30	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1229-5044 SERVICE DE SOUTIEN À DOMICILE DE QUÉBEC INC.	1297, rue de la Jonquière, Québec	1955 07 06	1988 à 1991 incl.
1466-7307 SERVICE DE TRANSMISSION D'AUTO LÉVISIEN INC.	579, route Trans-Canada, Lévis	1976 04 30	1988 à 1991 incl.
1473-6466 SERVICE D'ADMINISTRATION QUÉBEC-MÉTRO INC.	5655, 1re Avenue, bureau 1, Charlesbourg, Québec	1977 01 28	1988 à 1991 incl.
2419-1256 SERVICE D'AIDE AUX ENFANTS ABUSÉS SEXUELLEMENT (S.A.E.A.S.) INC.	Montréal	1986 12 09	1988 à 1991 incl.
1631-1599 SERVICE RAPIDE NIC-NAC INC.	Dorval, Montréal	1978 11 07	1988 à 1991 incl.
1467-5219 SERVICE RÉCEPTION LA CLÉ D'OR INC.	2, rue Fiset, Saint-Emile,	1976 05 28	1988 à 1991 incl. Québec
1465-3620 LES SERVICES ALIMENTAIRES BERKELEY LTÉE	1188, rue Sherbrooke ouest,	1976 03 09	1988 à 1991 incl. Montréal
2153-7238 SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES (VALLEYFIELD)	Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1983 08 01	1988 à 1991 incl.
1468-1126 LES SERVICES SANITAIRES DE DUNHAM INC.	Route rurale numéro 1, Cowansville, Missisquoi	1976 06 10	1988 à 1991 incl.
1306-8358 SMITH SURPLUS STORES INC.	Sherbrooke	1960 02 02	1988 à 1991 incl.
1110-1730 SOCIÉTÉ COMMERCIALE E. & L. INC.	9500, boulevard St-Laurent, app. 101,	1966 08 05	1988 à 1991 incl. Montréal
2317-6449 SOCIÉTÉ DE RECHERCHE EN ÉDUCATION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1985 04 24	1988 à 1991 incl.
1306-6774 LA SOCIÉTÉ DE RÉHABILITATION DE MONTMAGNY INC.	Montréal	1957 03 27	1988 à 1991 incl.
1587-4449 SOCIÉTÉ DES MARCHANDS DÉTAILLEURS DE NOUVEAUTÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC	Montréal	1885 05 09	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1360-4954 SOCIÉTÉ D'EMBALLAGE A.C.E. LTÉE	6250, rue Notre-Dame ouest, Montréal	1974 11 28	1988 à 1991 incl.
1636-4747 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE 8,000 INC.	320, rue St-Joseph est, bureau 201, Québec	1979 05 24	1988 à 1991 incl.
1126-6459 LA SOCIÉTÉ LESSARD ET FILS INC.	2025, boulevard Fortin, Chomedey, Laval	1964 05 13	1988 à 1991 incl.
1275-0683 LA SOCIÉTÉ MÉDICALE DE MONTRÉAL INC.	Montréal	1929 11 25	1988 à 1991 incl.
1464-0445 LA SOCIÉTÉ OUTAOUAISE DES SOURDS INC.	58, rue Eddy, Hull	1975 12 29	1988 à 1991 incl.
1645-6584 LA SOCIÉTE PHILOPTOCHE DES DAMES GRECQUES ORTHODOXE DE L'ÉGLISE SAINTE-IRÈNE CHRYSO-VALANTOU ET SAINTE-MARKELA CHIOPOLITIS DE MONTRÉAL	100, rue Bernard ouest, Montréal	1980 06 25	1988 à 1991 incl.
1645-6592 LA SOCIÉTÉ PHILOPTOCHE DES DAMES GRECQUES ORTHODOXE DE L'ÉGLISE KOIMISIS TIS THÉOTOKOU DE MONTRÉAL	7700, avenue de l'Épée, Montréal	1980 06 25	1988 à 1991 incl.
1645-6600 LA SOCIÉTÉ PHILOPTOCHE DES DAMES GRECQUES ORTHODOXE DE L'ÉGLISE SAINTE-TRINITÉ DE MONTRÉAL	8, rue Sherbrooke ouest, Montréal	1980 06 25	1988 à 1991 incl.
1645-6626 LA SOCIÉTÉ PHILOPTOCHE DES DAMES GRECQUES ORTHODOXE DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLISMOS TIS THÉOTOKOU DE MONTRÉAL	777, rue de l'Épée, Montréal	1980 06 25	1988 à 1991 incl.
1284-8248 LA SOCIÉTÉ PROVINCIALE DES SOURDS DU QUÉBEC	2103, rue Ste-Catherine est, Montréal	1966 05 10	1988 à 1991 incl.
1236-0582 LA SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DE LA PAROISSE DE ST-NOËL	Saint-Noël, Matapédia	1957 07 25	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1178-5961 SODOR INC.	1950, avenue Industrielle, Val-Bélair, Québec	1949 11 22	1988 à 1991 incl.
1468-3312 SOJYLENE LIMITÉE	1600, boulevard St-Martin Tour A, bureau 705, Duvernay, Laval	1976 07 07	1988 à 1991 incl.
1202-8189 SOUPAPES INDUSTRIELLES PPS INC.	10461, avenue Hénault, Montréal-Nord	1970 09 15	1988 à 1991 incl.
1849-5556 LE SOURCIER ATELIER COLLECTIF DE TRAVAIL D'EXPRESSION INC.	Sherbrooke	1981 08 28	1988 à 1991 incl.
1478-7469 LES SPÉCIALISTES DE LA CARTE D'AFFAIRE DE SHERBROOKE INC.	Sherbrooke	1977 06 17	1988 à 1991 incl.
1164-7708 SPÉCIALITÉ MOTEUR 2 TEMPS LTÉE	52, rue Rhainds, Chicoutimi	1968 02 15	1988 à 1991 incl.
1632-0384 SPORT C. RAINVILLE ET A. SOULIGNY INC.	4587, boulevard Métropolitain est, Saint-Léonard, Montréal	1978 12 06	1988 à 1991 incl.
1361-4151 SPORT P.E. THIBODEAU INC.	145, boulevard Jutras est, Victoriaville, Arthabaska	1975 01 24	1988 à 1991 incl.
1349-8498 SPORTS BOISCHATEL INC.	6079, avenue Royale, L'Ange-Gardien, Montmorency I	1972 09 13	1988 à 1991 incl.
1302-9947 SPORTS WHITEHOUSE INC.	639, rue Notre-Dame ouest, Montréal	1969 09 02	1988 à 1991 incl.
1335-8445 STATION DE SKI VALLÉE PRUNEAU INC.	400, chemin de la Vallée, Grandes-Piles, Champlain	1973 03 12	1988 à 1991 incl.
1506-5915 STATIONNEMENT MAJOR JUNIOR LIMITÉE	8725, rue Hochelaga, Montréal	1977 08 30	1988 à 1991 incl.
1331-2970 STUDIO LACHAPELLE INC.	544, rue St-Georges, Saint-Jérôme, Terrebonne	1973 06 18	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1471-1600 STUDIO SAINT-CHARLES INC.	89, rue Charles ouest, Longueuil, Chambly	1976 10 28	1988 à 1991 incl.
1630-3406 ST-JEAN AUTOMOBILE (1978) LTÉE	143, rue Mercier, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1978 10 05	1988 à 1991 incl.
1196-7221 SUCCESSFUL CREATIONS CANADA INC.	9961, boulevard St-Vital, Montréal-Nord	1970 05 15	1988 à 1991 incl.
1203-8162 SYNTH COMPANY INC.	5804, rue Chambord, Montréal	1970 12 10	1988 à 1991 incl.
1507-9247 TABAGIE JEAN-MARIE INC.	411, rue St-Vallier ouest, Québec	1977 10 24	1988 à 1991 incl.
2329-4820 TABLE RÉGIONALE DES SERVICES COMPLÉMENTAIRES DE MAINTIEN À DOMICILE (MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN)	Montréal	1985 11 08	1988 à 1991 incl.
1633-9293 TAPIS C. S. LTÉE	2000, rue Price, Jonquière, Chicoutimi	1979 02 20	1988 à 1991 incl.
1365-6939 TELCOR INC.	425, boulevard de Maisonneuve ouest, bureau 1400, Montréal	1975 07 10	1988 à 1991 incl.
1185-5699 LES TEXTILES DU GRAND MOULIN INC.	204, route 230 ouest, Saint-Pascal, Kamouraska	1949 04 01	1988 à 1991 incl.
1296-9648 THE REFORM ASSOCIATION FOR RETARDED PERSONS OF MONTREAL	Montréal	1961 10 11	1988 à 1991 incl.
1508-4478 THERMOLAB LTÉE	475, boulevard Ste-Marthe, Thetford-Mines, Mégantic	1977 11 09	1988 à 1991 incl.
1260-0573 LA TIMBALE FLEUR DE LYS INC.	552, boulevard Wilfrid Hamel, Place Fleur de Lys, Québec	1968 10 16	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1111-1465 TISSUS FRANÇAIS INC.	437, rue Mayor, bureau 3, Montréal	1961 01 20	1988 à 1991 incl.
1369-8253 TOM SVENDSEN & FILS LTÉE	1940, rue Centre, Montréal	1974 09 27	1988 à 1991 incl.
1250-3009 TRANSPORT CREVIER LTÉE	1140, rue St-Amour, Saint-Laurent, Montréal	1965 02 19	1988 à 1991 incl.
1243-4981 TRANSPORT ST-JEAN INC.	1140, rue St-Amour, Westmount, Montréal	1964 11 11	1988 à 1991 incl.
1191-2201 TRICOTS LIVIBLE INC.	9500, rue Meilleur, Montréal	1969 12 09	1988 à 1991 incl.
1220-2040 LES TRICOTS TESCOSA INC.	9600, rue Meilleur, bureau 810, Montréal	1972 01 03	1988 à 1991 incl.
1468-7818 TROPHÉES ET NOUVEAUTÉS DU SUD-OUEST INC.	5750, boulevard St-Michel, Montréal	1976 07 29	1988 à 1991 incl.
1370-4929 TROPHÉES PAUL-ÉMILE LEMAY INC.	2800, rue Grande-Allée, Saint-Hubert, Chambly	1974 11 26	1988 à 1991 incl.
1624-4949 TUILES ET CÉRAMIQUES RAIMONDO INC.	8544, Place Belle-Fontaine, Anjou, Montréal	1978 03 16	1988 à 1991 incl.
1355-4266 TURCOTTE & FRÈRES INC.	294, rue Sacré-Coeur, Charlemagne, L'Assomption	1974 04 01	1988 à 1991 incl.
1503-6668 UNIRACOR LTÉE	630, boulevard Dorchester ouest, bureau 3200, Montréal	1976 05 31	1988 à 1991 incl.
1194-1697 UNIVERSAL METAL WORKS INC.	Québec	1956 11 12	1988 à 1991 incl.
1477-6850 LA VALLÉE DU DÉCOR P.V. INC.	Saint-Jean-de-Boischatel, Montmorency	1977 05 17	1988 à 1991 incl.
1626-6314 VARIÉTÉS DELSON INC.	67, rue Georges Gagné, Delson, Laprairie	1978 05 18	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1137-9542 VARIETY PAPER PRODUCTS LTD.	8865, Place Crescent, bureau 3, Anjou, Montréal	1969 02 13	1988 à 1991 incl.
1115-1289 VÊTEMENT DE CUIR MONTRÉAL LTÉE	160, rue St-Viateur est, bureau 602, Montréal	1964 01 22	1988 à 1991 incl.
1503-0042 LES VÊTEMENTS DE SPORT SPRINT LTÉE	197, boulevard Roi-du-Nord, Sainte-Rose, Laval	1976 04 09	1988 à 1991 incl.
1634-2479 LES VÊTEMENTS FOLIO LTÉE	600, Montée du Moulin, bureau 74, Saint-François, Laval	1979 03 01	1988 à 1991 incl.
1222-1248 VÊTEMENTS JIMMY INC.	6560, avenue du Parc, Montréal	1970 08 06	1988 à 1991 incl.
1364-0909 LES VÊTEMENTS J.P.M. INC.	2200, boulevard Industriel, Marieville, Rouville	1975 06 11	1988 à 1991 incl.
1204-0440 LES VÊTEMENTS N.G. INC.	5411, chemin du Lac, Saint-Gabriel, Berthier	1970 12 28	1988 à 1991 incl.
1504-1163 VÊTEMENTS SPORTS B & C LTÉE	7, rue Bernard ouest, Montréal	1976 07 02	1988 à 1991 incl.
1349-2962 LES VÊTEMENTS SPORTS "PIED PIPER" LTÉE	350, rue de Louvain ouest, bureau 400, Montréal	1973 12 03	1988 à 1991 incl.
1632-1226 VÊTEMENTS ST-ÉDOUARD LIMITÉE	5, rue Industrielle, Saint-Flavien, Lotbinière	1978 12 08	1988 à 1991 incl.
1347-8615 VIENS, CHEVROLET OLDSMOBILE INC.	843, rue Lewis, Waterloo, Shefford	1973 12 03	1988 à 1991 incl.
1624-2398 VIGNATHÈQUE MONTFORT INC.	183, rue St-Dominique, Jonquière, Chicoutimi	1978 03 08	1988 à 1991 incl.
2412-1550 LE VILLAGE DU LAC SAINT-DENIS POUR PERSONNES AGÉES INC.	Saint-Adolphe-d'Howard, Argenteuil	1986 05 02	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1332-0783 VITRERIE MARCO INC.	1984, boulevard Hamel, Sainte-Foy, Québec	1972 12 01	1988 à 1991 incl.
1504-0181 VOYAGES NOMADE INC.	Laval, Île-Jésus	1976 06 28	1988 à 1991 incl.
1141-5551 W H BENOIT INC.	10871, rue Lajeunesse, Montréal	1957 12 11	1988 à 1991 incl.
1163-2569 WARMAL INC.	1420, rue Sud, Cowansville, Missisquoi	1957 10 21	1988 à 1991 incl.
1256-5958 WEST END INVESTMENT COMPANY	5065, boulevard Lasalle, Verdun, Montréal	1959 07 06	1988 à 1991 incl.
1779-0726 YESHIVAH MERKAZ TORAHB' MONTRÉAL CENTRAL SEMINARY OF MONTRÉAL	Montréal	1943 01 02	1988 à 1991 incl.
1462-1197 YVON BEAULIEU INC.	2400, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	1975 09 19	1988 à 1991 incl.
1478-3740 Y. TOMASOVIC LTÉE	1030, rue des Érables, Malartic, Abitibi	1977 06 06	1988 à 1991 incl.
2164-0289 "J'EXISTE", MAISON DES JEUNES	Saint-Lambert, Chambly	1984 03 30	1988 à 1991 incl.
2414-0030 "LUEUR D'ESPOIR" INC.	84, rue de Kiel, Vimont, Laval	1986 03 25	1988 à 1991 incl.

La ministre déléguée aux Finances,
LOUISE ROBIC

3477

Syndicats professionnels — Loi sur les

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS DE VAUDREUIL INC.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, l'inspecteur général des institutions financières a, en date du 1992 01 29, autorisé « LA FRATERNITÉ DES POLICIERS DE LA RÉGIE INTERMUNICIPALE DU SERVICE DE PROTECTION PUBLIQUE DE DORION/VAUDREUIL INC. » à changer son nom en celui de « LA FRATERNITÉ DES POLICIERS DE VAUDREUIL INC. ».

Donné chez l'inspecteur général des institutions financières, ce 1992 02 03.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77888 2312-1379

SYNDICAT DES AGRICULTRICES DE VAL-JEAN

La formation d'une association sous le nom de « SYNDICAT DES AGRICULTRICES DE VAL-JEAN » pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 1992 01 30.

Le siège social de l'association est à Saint-Clet, district judiciaire de Beauharnois.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77889 2868-5758

UNION DES INVENTEURS DU QUÉBEC (U.N.I.Q.)

La formation d'une association sous le nom de « UNION DES INVENTEURS DU QUÉBEC (U.N.I.Q.) » pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 1992 01 30.

Le siège social de l'association est à 1585, de Luçon, Laval, district judiciaire de Laval.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

77890 2868-5816

Vente par licitation

Bedford

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
No 455-05-000048-913
S. 455-18-000004-927

MARIE BEAUBIEN, résidant et domiciliée au 1044, rue Saint-Viateur, Outremont, district de Montréal, et LOUISE BEAUBIEN, résidant et domiciliée au 1044, rue Saint-Viateur à Outremont, district de Montréal, et PIERRE BEAUBIEN, résidant et domicilié au 26, rue Duprat à Saint-Basile-le-Grand, district de Longueuil, et LOUIS BEAUBIEN, résidant et domicilié au 3855, rue Gélineau à Saint-Hubert, district de Longueuil, et MARC BEAUBIEN, résidant et domicilié au 370, rue Legendre à Cookshire, district de Saint-François, et JEAN BEAUBIEN, résidant et domicilié au 1041, rue François-Lemire à Cap-Rouge, district de Québec, partie demanderesse, contre FABIENNE AUGER, résidant et domiciliée au 316, rue Lebeau, Saint-Jean-sur-Richelieu, district d'Iberville, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR DU BUREAU D'ENREGISTREMENT DE Brome, 15, rue chemin Saint-Paul à Knowlton, district de Bedford, mis en cause.

« Un immeuble sur la route Paramount dans la municipalité de Bolton-Ouest, connu au cadastre officiel du canton de Bolton, division d'enregistrement de Brome, comme étant le lot numéro mille neuf cent vingt-sept (no 1927). »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Bedford, conformément à l'article 670*e* du Code de procédure civile, est fixé à la somme de seize mille huit cent cinquante dollars (16 850,00 $), représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Brome, au 15, chemin Saint-Paul à Knowlton, le MERCREDI PREMIER jour d'AVRIL 1992 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
FRANCINE NADEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Cowansville, le 5 février 1992 77968

Ventes par shérif

Beauce

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauce
C.S.B. 350-05-000217-917
S. 350-18-000019-910

CAISSE POPULAIRE LAC ETCHEMIN, société régie en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, 223, 2e Avenue, Lac-Etchemin, G0R 1S0, partie demanderesse, contre ALBANIE VIENNEAU et DAME RACHEL DION, domiciliés et résidant au 836, route 277, Saint-Anselme, Dorchester, G0R 2N0, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Dorchester, mis en cause.

« 1. Immeuble de Albanie Vienneau : Un emplacement sis et situé dans la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, comté de Dorchester, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (ptie 594), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Cranbourne, division d'enregistrement de Dorchester; avec la maison y érigé, circonstances et dépendances. Cet emplacement, de figure régulière rectangulaire, mesure trente-sept pieds et demi (37,5 pi) de largeur, équivalant à onze mètres et quatre dixièmes (11,4 m) dans ses lignes nord-est et sud-ouest, par une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125 pi), équivalant à trente-huit mètres et un dixième (38,1 m) dans ses lignes nord-ouest et sud-est, mesures approximatives. Ledit emplacement est borné en front, vers le nord-est, par le chemin public ou rang Saint-Barthélémy, vers le nord-ouest par l'emplacement de Clément Provencal ou représentants, vers le sud-est par partie du lot 594, appartenant à Rachel Dion ou représentants et vers le sud-ouest par le résidu du lot 594, appartenant à Ludger Bouffard ou représentants.

Titre :

L'emprunteur, Albanie Vienneau, a acquis l'immeuble susdécrit de monsieur Claude Lachance, suivant acte de vente reçu devant Jules Fortin, notaire, le 12 septembre 1975, enregistré au bureau

de la division d'enregistrement de Dorchester le 25 septembre 1975 sous le numéro 160175.

Servitudes:

Avec droit l'emplacement et sujet à la fois à une servitude de passage mitoyen d'une largeur de quinze pieds (15 pi), équivalant à quatre mètres et cinquante-sept centièmes (4,57 m) en faveur et contre l'emplacement présentement hypothéqué, sur et au profit de l'emplacement ci-après décrit de Rachel Dion ou représentants situé au sud-est de l'emplacement susdécrit; ce passage de 15 pieds ou 4,57 mètres est à prendre moitié sur le terrain susdécrit, côté sud-est, et moitié sur le terrain de Rachel Dion, tel que constitué suivant enregistrement numéro 143403 et rapporté à l'enregistrement numéro 148590; l'entretien de ce chemin étant à la charge conjointe des deux propriétaires.

Sujet et avec droit en sa faveur l'emplacement susdécrit à une servitude à la fois active et passive d'utilisation d'un puits artésien et d'une fosse septique servant à l'emplacement susdécrit et à celui de Rachel Dion, voisin de l'emplacement ci-dessus désigné, pour l'utilité des deux dits emplacements, avec entretien conjoint des deux propriétaires pour la pompe, etc.

2. Immeuble de Rachel Dion: Un emplacement sis et situé dans la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, comté de Dorchester, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (ptie 594), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Cranbourne, division d'enregistrement de Dorchester; avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. Cet emplacement, de figure régulière rectangulaire, mesure trente-sept pieds et demi (37,5 pi) de largeur, équivalant à onze mètres et quatre dixièmes (11,4 m) dans ses lignes nord-est et sud-ouest, par une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125 pi), équivalant à trente-huit mètres et un dixième (38,1 m), mesures approximatives. Ledit emplacement est borné en front, vers le nord-est, par le chemin public ou rang Saint-Barthélémy, vers le nord-ouest par partie du lot 594, appartenant à dame Carmen Vachon, veuve de Henri Lessard, ou représentants (aujourd'hui Albanie Vienneau), vers le sud-est par l'emplacement de Gabriel Veer ou représentants (aujourd'hui Yvon Royer) et vers le sud-ouest par le résidu du lot 594, appartenant à Ludger Bouffard ou représentants.

Titre

L'emprunteuse, Rachel Dion, a acquis l'immeuble susdécrit de monsieur Donald Aubin, suivant acte de vente reçu devant Jules Fortin, notaire, le 3 mai 1975, enregistré au bureau d'enregistrement de Dorchester le 14 mai 1975, sous le numéro 158178.

Servitudes

Sujet l'emplacement susdécrit en deuxième lieu à une servitude consentie en faveur d'Hydro-Québec suivant enregistrement numéro 144794.

Sujet l'emplacement en deuxième lieu susdécrit à une servitude active et passive d'une utilisation d'un puits artésien et d'une fosse septique servant à l'emplacement de Rachel Dion et celui de Albanie Vienneau, voisin de l'emplacement en deuxième lieu susdécrit, pour l'utilité des deux dits emplacements, avec entretien conjoint des deux propriétaires pour la pompe, etc.

Sujet et avec droit l'emplacement en deuxième lieu susdécrit (Rachel Dion) à une servitude active et passive de droit de passage mitoyen d'une largeur de quinze pieds (15 pi), équivalant à quatre mètres et cinquante-sept centièmes (4,57 m), en faveur et contre l'emplacement de Rachel Dion, sur et au profit de l'emplacement en premier lieu susdécrit de Albanie Vienneau situé au nord-ouest de l'emplacement de Rachel Dion; ce passage de 15 pieds ou 4,57 mètres est à prendre moitié sur le terrain de Rachel Dion, côté nord-ouest, et moitié sur le terrain de Albanie Vienneau, tel que constitué suivant enregistrement numéro 143,403 ; l'entretien de ce chemin étant à la charge conjointe des deux propriétaires.

Immeubles par destination

Ces immeubles comprennent les immeubles par destination, c'est à dire appareils de chauffage, ameublement et équipement actuellement installés sur lesdits immeubles et qui ne sont pas immeubles par nature, mais placés à demeure dans les immeubles.

La mise à prix de ces deux (2) immeubles est fixée à 10 885,50 $, soit 25 % de l'évaluation de ces immeubles portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministère des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Beauce, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc, conformément au jugement rendu par l'honorable Jacques Dufour, J.C.S., le 4 février 1992, au bureau d'enregistrement de Dorchester, 115, rue Langevin, Sainte-Hénédine, le PREMIER jour d'AVRIL 1992 à ONZE heures.

Pour le shérif adjoint,
LYNE AUDET

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Joseph-de-Beauce, le 11 février 1992 77998

Beauharnois

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000051-913
760-02-001430-904
760-05-000031-920

CAISSE POPULAIRE ORMSTOWN, corporation régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant un bureau au 12, Bridge, Ormstown, J0S 1K0, partie demanderesse, contre GARRY BURTON, domicilié et résidant au 16, rue Lorne, Huntingdon, J0S 1H0, partie défenderesse.

«La moitié indivise de l'immeuble ci-après décrit, appartenant à Garry Burton, savoir:

Un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Malachie, comté de Châteauguay, étant le lot désigné sous le numéro trois cent dix-sept (317) sur le cadastre de la paroisse de Saint-Malachie, division d'enregistrement de Châteauguay. Ce terrain a une superficie

de cinq mille deux cent cinquante-trois pieds carrés (5 253 pi²), mesures anglaises; avec les bâtiments qui s'y trouvent, notamment une maison portant le numéro d'immeuble 10 de la rue Fulford, Ormstown, QC, J0S 1K0. On trouve une description plus détaillée de cet immeuble dans le certificat de localisation dressé par Robert Laurendeau, arpenteur-géomètre, le dix décembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) sous la minute numéro 3457. En l'état où le tout subsiste, sans exception ni réserve de la part du vendeur.»

La mise à prix a été fixée à 5 592,88 $, soit 25 % de l'évaluation de la moitié de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjucataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjucation.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Châteauguay, 164, Saint-Joseph, Sainte-Martine, J0S 1V0, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1992 à DIX heures.

Le shérif,
GILBERT FOREST

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 28 janvier 1992 77984

Bedford

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
No 460-05-000410-915
S. 460-18-000481-919

CAISSE POPULAIRE DE GRANBY, corps politique ayant son bureau au 30, Saint-Antoine Sud à Granby, district de Bedford, partie demanderesse, contre GÉRARD PARENT, résidant et domicilié au 579, rue Chénier à Granby, district de Bedford, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Shefford, mis en cause.

«Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante-quatre (444-126), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Granby, division d'enregistrement de Shefford; avec bâtisse dessus érigée, circonstances et dépendances portant les numéros d'immeuble 178, 178A et 180, boulevard Montcalm, Granby, QC. Avec une servitude de vue en faveur dudit immeuble ainsi qu'il appert à un acte de servitude consenti par M. Claude Désautels à M. Michel Duchesneau, reçu par Jean-Paul Matton, notaire, le 3 août 1977 et enregistré à Shefford sous le numéro 238490.»

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Bedford, conformément à l'article 670*e* du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 19 125,00 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Shefford, 77, rue Principale, chambre 1.24, Granby, le MARDI VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1992 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
ME SYLVIE DESMEULES

Bureau du shérif
Cour supérieure
Granby, le 27 janvier 1992 77930

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
No 460-05-000409-917
S. 460-18-000480-911

CAISSE POPULAIRE DE GRANBY, corps politique ayant son bureau au 30, Saint-Antoine Sud à Granby, district de Bedford, partie demanderesse, contre GÉRARD PARENT, résidant et domicilié au 579, rue Chénier à Granby, district de Bedford, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Shefford, mis en cause.

«Une propriété connue et désignée comme étant le lot numéro cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante-quatre (444-118), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Granby, division d'enregistrement de Shefford. Ce dit lot de forme d'un parallèlogramme mesure trente-neuf mètres et soixante-deux centièmes (39,62 m) vers le nord et le sud, quinze mètres et vingt-quatre centièmes (15,24 m) vers l'est et l'ouest. Borné vers le nord par les lots 444-392 et 444-393, vers l'est par le log 444-403, vers le sud par le lot 444-117, vers l'ouest par le lot 1018 (rue Paré); contenant une superficie de six cent trois mètres carrés et quatre-vingts centièmes (603,80 m²).»

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Bedford, conformément à l'article 670*e* du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 21 000,00 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Shefford, 77, rue Principale, chambre 1.24, Granby, le MARDI VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1992 à QUATORZE heures TRENTE.

La shérif adjointe,
ME SYLVIE DESMEULES

Bureau du shérif
Cour supérieure
Granby, le 27 janvier 1992 77931

Gaspé

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Gaspé
Nos 110-02-000243-918
110-18-000008-911

BANQUE TORONTO-DOMINION, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 134, rue de la Reine, ville et district de Gaspé, partie demanderesse, contre ANTONIO BOURGET, domicilié et résidant à Percé, district de Gaspé, partie défenderesse.

« Un terrain vacant sis dans la ville de Gaspé (Douglastown), connu et désigné comme étant le lot originaire numéro huit (lot 8), rang 7 de Douglastown, canton de Douglas. »

La mise à prix est fixée à 485,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du district de Gaspé, au moment de l'adjucation.

« Un terrain connu comme étant toute la subdivision treize du lot originaire numéro dix-sept (17-13), rang Un Sud, canton de Sydenham; sans bâtiment. »

La mise à prix est fixée à 413,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Gaspé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Percé, palais de justice de Percé, le MARDI SEPTIÈME jour d'AVRIL 1992 à DIX heures.

La shérif adjointe,
PIERRETTE B. CLOUTIER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Percé, le 5 février 1992 77999

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Gaspé
Nos 200-05-001280-911
110-18-000007-913

COMPAGNIE TRUST ROYAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal et un bureau principal au 1122, chemin Saint-Louis, Sillery, district de Québec, partie demanderesse, contre MARIO LARRIVÉE, résidant et domicilié au 542, Thomas-Taschereau, ville et district de Rimouski, et VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS, 6, 1re Avenue Ouest, Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé, partie défenderesse.

« Un immeuble situé en la ville de Sainte-Anne-des-Monts, composé d'un terrain connu et désigné comme étant une partie de la subdivision quatre du lot originaire numéro vingt-deux (22-4) du Premier Rang du cadastre officiel du Fief de Sainte-Anne-des-Monts, ville de Sainte-Anne-des-Monts, division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts. Ledit immeuble mesure, mesures anglaises, cent dix-sept pieds et cinq dixièmes (117,5 pi) vers le nord, quatre-vingt-huit pieds (88 pi) vers l'est, cent dix-huit (118 pi) vers le sud et quatre-vingt-quinze (95 pi) vers l'ouest et est borné vers le nord par le golfe Saint-Laurent, vers l'est par une partie du lot 22-4, propriété appartenant à Étienne Lecler ou représentants, vers le sud par la Première Avenue Ouest et vers l'ouest par le lot 22-5. Le tout avec circonstances et dépendances. Sujet, ledit immeuble, à une servitude d'utilité publique en faveur de la corporation de téléphone du Québec, suivant acte enregistré le trois (3) mars mil neuf cent cinquante-cinq (1955), sous le numéro 13,608. »

La mise à prix est fixée à 1 250,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Gaspé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la divjsion d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, palais de justice de Sainte-Anne-des-Monts, le MARDI SEPTIÈME jour d'AVRIL 1992 à DIX heures.

La shérif adjointe,
PIERRETTE B. CLOUTIER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Percé, le 5 février 1992 78000

Hull

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001520-911
550-05-001952-913

BANQUE NATIONALE DU CANADA, partie demanderesse, contre RICHARD MILLETTE et DIANE RÉGIMBALD MILLETTE, partie défenderesse.

Désignation

Toute cette propriété est connue et désignée comme étant le lot deux cent soixante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre (lot 4-266), suivant les plan et livre de renvoi officiels du village de Pointe-Gatineau; avec les bâtisses y dessus érigées, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 20, rue Lemaire à Gatineau (secteur Pointe-Gatineau, province de Québec. Avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes et non apparentes affectant ou pouvant affecter ledit immeuble.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de quatorze mille cinq cent quatre-vingts dollars (14 580,00 $). Ce montant minimum fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Hull, 170, rue Hôtel-de-Ville, 3e étage, Hull, QC, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992 77986

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001497-912
550-05-000016-918

BANQUE ROYALE DU CANADA, partie demanderesse, contre JEFFREY SARAZIN, partie défenderesse.

Désignation

Un immeuble situé en la municipalité de Val-des-Monts, canton de Templeton, division d'enregistrement de Hull, connu et désigné comme étant composé du lot suivant, à savoir:

Le lot numéro seize de la subdivision officielle du lot originaire dix-sept B (lot 17B-16), du rang Sept (rg 7), des cadastre et livre de renvoi officiels du canton de Templeton, division d'enregistrement de Hull, QC.

Avec toutes les bâtisses y dessus érigées, circonstances et dépendances, situées au 580, chemin Forgaty, en la municipalité de Val-des-Monts.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de trois mille cent cinquante dollars et zéro cents (3,150,00 $). Ce montant minimum, fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Hull, 170, rue Hôtel-de-Ville, 3e étage, Hull, Québec, le SEIZIÈME jour d'AVRIL 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992 77987

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001498-910
550-05-000525-918

CAISSE POPULAIRE SACRÉ-COEUR DE HULL, partie demanderesse, contre 155372 CANADA INC. et RITA ST-DENIS, partie défenderesse.

Désignation

Immeuble I

Un immeuble connu et désigné comme étant les lots trois, cinq, six, huit, dix, dix-neuf et vingt de la subdivision officielle du lot originaire quarante-quatre (lots 44-3, 5, 6, 8, 10, 19, 20) au cadastre officiel du canton de Hincks dans le Dixième Rang (rg 10).

Avec toutes les bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances.

Avec et sujet à toutes les servitudes, actives et passives, apparentes et non apparentes, pouvant affecter ledit immeuble.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de cinq mille cent dollars et zéro cents (5,100,00 $). Ce montant minimum fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, Québec, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992 77989

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001498-910
550-05-000-525-918

CAISSE POPULAIRE SACRÉ-COEUR DE HULL, partie demanderesse, contre 155372 CANADA INC, et RITA ST-DENIS, partie défendresse.

Désignation

Immeuble 5

5. Un immeuble connu et désigné comme étant les lots originaires cinquante et cinquante et un (lots 50, 51) rang Dix (rg 10) au cadastre officiel du canton de Hincks, division d'enregistrement de Gatineau; sauf et à distraire desdits lots les deux (2) parties suivantes contenant ensemble une superficie de 25 acres plus ou moins:

A) Un certain emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinquante et un (ptie 51), rang Dix (rg X), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hincks, division d'enregistrement de Gatineau, QC, et bornée comme suit: au nord, par partie du lot cinquante (50), même rang et canton, ci-après décrite; au sud, par partie du lot cinquante-deux (52), même rang et canton; à l'ouest, par le lot cinquante et un (51), rang IX, canton de Hincks; à l'est, par le résidu dudit lot; et

B) Tous les droits, titres et intérêts dans un certain emplacement connu et désigné comme étant partie du lot numéro cinquante (ptie 50), rang Dix (rg X), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hincks, division d'enregistrement de Gatineau, QC, et bornée comme suit: au nord, par le lac Brochet; au sud, par partie du lot cinquante et un (51), même rang et canton, ci-haut décrite; à l'ouest, par partie du lot cinquante et un (51), rang IX, canton de Hincks; à l'est, par le résidu dudit lot».

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de neuf mille cinq cent dollars et zéro cents (9,500,00 $). Ce montant minimum, fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, Québec, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1992 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992 77990

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001522-917
565-02-000039-915

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE GRACEFIELD, partie demanderesse, contre RICHARD NICHOLAS, partie défenderesse.

Désignation

Un immeuble sis dans la municipalité de Dorion, division d'enregistrement de Pontiac, QC, connu et désigné comme étant les lots de subdivisions numéros trois et quatre du lot originaire numéro trente-trois (33-3 et 33-4), du rang sept (rg VII), selon les plan et livre de renvoi officiels du canton de Dorion. Avec circonstances et dépendances.

Avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes affectant ledit immeuble et plus particulièrement avec un droit de passage sur partie du lot trente-trois non subdivisée, tel qu'établi aux termes de l'acte enregistré sous le numéro 97874.

Avec également une servitude de droit de passage, en commun avec toutes les autres parties intéressées, en faveur de la propriété par les présentes vendue, comme fonds dominant, et affectant le lot de subdivision numéro treize du lot originaire numéro trente-trois (33-13) dudit rang sept (rg VII), du canton de Dorion, propriété du vendeur, comme fonds servant.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de huit mille quatre cent dollars (8 400,00 $). Ce montant minimum fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Pontiac, rue John, Campbell's Bay, Québec, le QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992 77988

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001524-913
550-05-001953-911

VILLE DE THURSO, partie demanderesse, contre HÉRITIERS À LA SUCCESSION DE FEU RENÉ LABELLE, partie défenderesse.

Désignation

Toute cette parcelle de terrain de forme irrégulière, étant située sur une partie du lot 19, suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le village de Thurso, division d'enregistrement de Papineau et pouvant être plus particulièrement décrite comme suit: du coin sud-est du lot 52, une distance de 134,48 mètres, suivant une direction de 117°30'16", jusqu'au point A, point de commencement; du point A, sur une distance de 15,24 mètres, suivant une direction de 89°51'15", jusqu'au point B; du point B, en suivant l'emprise sud de la rue Desrosiers, sur une distance de 55,07 mètres, suivant une direction de 186°00'02", jusqu'au point C; du point C, sur une distance de 15,24 mètres, suivant une direction de 275°12'47", jusqu'au point D; du point D, sur une distance de 53,65 mètres, suivant une direction de 6°05'33", jusqu'au point A, point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée: vers le nord par la rue Desrosiers, lot 19 partie, vers l'est par une partie du lot 19, vers le sud par une partie du lot 19, vers l'ouest par une partie du lot 19. Ladite parcelle de terrain contient, en superficie, 825,9 mètres carrés et est indiquée par les lettres A B C D A et un contour rouge sur le plan ci-joint.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de six cent quatre-vingt-six dollars (686,00 $). Ce montant minimum fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Papineauville, 266, rue Viger, Papineauville, QC, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1992 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992 77939

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001523-915
550-05-001955-916

VILLE DE THURSO, partie demanderesse, contre CAROLINE PRÉVOST DALLAIRE et HÉRITIERS À LA SUCCESSION DE FEU ULYSSE PRÉVOST, partie défenderesse.

Désignation

Toute cette parcelle de terrain de forme régulière, étant située sur une partie du lot 69, suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le village de Thurso, division d'enregistrement de Papineau et pouvant être plus particulièrement décrite comme suit: du point d'intersection de la ligne séparative des lots 69 et 356-9 et de l'emprise est de la rue Fraser Sud, une distance de 29,70 mètres, suivant une direction de 135°03'36", jusqu'au point A, point de commencement; du point A, sur une distance de 6,10 mètres, suivant une direction de 100°43'10", jusqu'au point B; du point B, sur une distance de 12,19 mètres, suivant une direction de 190°22'03", jusqu'au point C; du point C, sur une distance de 6,10 mètres, suivant une direction de 280°43'10", jusqu'au point D;du point D, sur une distance de 12,19 mètres, suivant une direction de 10°22'03", jusqu'au point A, point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée: vers le nord par une partie du lot 69, vers l'est par une partie du lot 69, vers le sud par une partie du lot 69 et vers l'ouest par une partie du lot 69. Ladite parcelle de terrain contient, en superficie, 74,3 mètres carrés et est indiquée par les lettres A B C D A et un contour rouge sur le plan ci-joint.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de deux cent vingt dollars et cinquante cents (220,50 $). Ce montant minimum fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Papineauville, 266, rue Viger, Papineauville, QC, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992 77937

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001527-916
550-05-002065-913

VILLE DE THURSO, partie demanderesse, contre LIONEL VARIN, partie défenderesse.

Désignation

Un emplacement, sis à Thurso, connu et désigné comme étant la partie sud du lot de terre numéro quinze (ptie S. 15), au cadastre officiel du village de Thurso, division d'enregistrement de Papineau, province de Québec, mesurant, mesures anglaises et plus ou moins, quatre-vingt-cinq pieds (85 pi) de largeur sur la rue Galipeau, à partir de la limite sud dudit lot en allant vers le nord, comprenant

Original défectueux

toute la largeur dudit lot qui se trouve entre la limite sud d'icelle et la partie nord dudit lot, propriété d'Aldoria Savoyard ou représentants, c'est-à-dire sur une profondeur d'environ soixante-quinze pieds (75 pi), de la rue Galipeau en direction est; et de là, sur une largeur de soixante pieds (60 pi), à partir de la limite sud dudit lot en allant en une direction nord, sur toute la profondeur dudit lot, le tout borné en front, à l'ouest, par la rue Galipeau, à l'est par le lot numéro un (1), propriété de Ferdinand Perras ou représentants, au sud par le lot numéro quatorze (14), propriété de John S. Hews ou représentants et au nord partie par partie dudit lot quinze (ptie 15), propriété d'Aldoria Savoyard ou représentants, et partie par partie dudit lot quinze (ptie 15), propriété de dame Jeanne Metcalfe Thomson, épouse de Victor Snell ou représentants.

À distraire: la partie de tel emplacement sur laquelle monsieur Gérard Lépine a consenti un désistement aux termes d'un acte reçu devant François Leduc, notaire à Thurso, le 11 mai 1953, sous le numéro 7717, dont copie a été enregistrée à la division de Papineauville sous le numéro 73238, plus particulièrement décrit comme suit: partant du coin nord-ouest du lot quatorze (14); de là, vers le nord en longeant la ligne ouest dudit lot sur une distance de dix-huit pieds (18 pi); de ce point, en allant vers le sud-est jusqu'au point d'intersection du coin nord-est du lot quatorze (14); de là, vers l'ouest longeant la ligne de division des lots quatorze (14) et quinze (15) jusqu[illegible] point de commencement. Le tout ayant une forme triangulaire et étant borné au nord par le lot quinze (15), à l'est par le lot un (1), au sud par le lot quatorze (14) et à l'ouest par la rue Galipeau.

Avec toutes bâtisses y érigées, portant le numéro 67 de la rue Galipeau, ville de Thurso, province de Québec.

Le tout sujet à toutes servitudes existantes, actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant affecter ledit emplacement, et tout particulièrement au droit de passage sur le résidu dudit lot quinze (ptie 15) tel que décrit aux termes de l'acte enregistré à la division de Papineau sous le numéro 67432, le vingt-neuf (29) novembre mil neuf cent quarante-neuf (1949).

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de six mille deux cent vingt-trois dollars (6 223,00 $). Ce montant minimum fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Papineauville, 266, rue Viger, Papineauville, QC, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 27 janvier 1992

77938

Joliette

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-001034-902
705-18-000004-925

CAISSE POPULAIRE PONTMAIN, partie demanderesse, contre PIERRE LOUIS TRUDEAU, GESTION JURIFOR INC., partie défenderesse, BANQUE ROYALE DU CANADA, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Berthier, mis en cause.

« 1. Un emplacement ayant front sur le chemin de la Grande-Côte Ouest à Lanoraie-d'Autray, connu et désigné comme étant les lots numéros deux et trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante (340-2 et 3), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, division d'enregistrement de Berthier; avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances et notamment la bâtisse portant le numéro d'immeuble 550, Grande-Côte Ouest. Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées. »

« 2. Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent quarante (ptie-340) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, division d'enregistrement de Berthier, municipalité de Lanoraie-d'Autray, de figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot trois cent quarante (ptie-route 138-chemin de la Grande-Côte Ouest), vers le nord-est par le lot 340-3, vers le sud-est par le fleuve Saint-Laurent, vers le sud-ouest par une autre partie du lot 340; mesurant trois mètres et trois cents millièmes (3,300 m) vers le nord-ouest, soixante-huit mètres et trois cent trente-deux millièmes (68,332 m) vers le nord-est, un mètre et neuf cent quatre-vingt-dix millièmes (1,990 m) vers le sud-est, trente et un mètres et soixante et un millièmes (31,061 m), huit mètres et deux cent quatre-vingt-seize millièmes (8,296 m), quatre mètres et neuf cent quatorze millièmes (4,914 m) et vingt-quatre mètres et sept cent soixante-treize millièmes (24,773 m) vers le sud-ouest; contenant en superficie cent quarante-six mètres carrés et quatre-vingt-dix-neuf centièmes de mètre carré (146,99 m²); sans bâtisse. Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve, avec toutes les servitudes et passives, apparentes ou occultes y attachées.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 40 466,25 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires muncipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, 180, rue Champlain, Berthierville, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1992 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAÉTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 3 février 1992

77935

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-016732-909
705-18-000101-911

D.I. DESIGN AND DEVELOPMENT CONSULTANTS LIMITED, partie demanderesse, contre 166212 CANADA INC et PIERRE DESLAURIERS, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Berthier, mis en cause.

« Un emplacement situé place du Marché en la ville de Berthier, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept (ptie-197) au cadastre officiel de la ville de Berthier, division d'enregistrement de Berthier, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le lot 198, vers le sud-est par la rue Frontenac montrée à l'originaire, vers le sud-ouest par le lot 357, rue place du Marché, vers le nord-ouest par une partie du lot 197; mesurant 25,88 mètres vers le nord-est, 14,11 mètres vers le sud-est, 25,21 mètres vers le sud-ouest, 15,06 mètres vers le nord-ouest; contenant en superficie 379,7 mètres carrés. Tout les bornants ci-haut sont du même cadastre de la ville de Berthier.

Avec bâtisse y érigée et portant les numéros 20 et 30, place du Marché, et 460, rue Frontenac en la ville de Berthier, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment, sujet à une servitude de passage enregistré à Berthier sous le numéro 15572 et renouvelé au registre des avis numéro 1 sous le numéro 756. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 38 637,00 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires muncipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, 180, rue Champlain, Berthierville, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1992 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 3 février 1992 77936

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-02-000972-901
705-18-000006-920

JEAN RIOPEL INC., partie demanderesse, contre JEAN MARIE BURNETT, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de L'Assomption, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Gérard-Magella, connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente (lot 230-122) au cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption, division d'enregistrement de L'Assomption; avec toutes bâtisses y érigées et notamment celle portant le numéro d'immeuble 1591, des Rosiers, Saint-Gérard-Magella. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette est fixé à la somme de 26 075,00 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, 300, rue Dorval, L'Assomption, le NEUVIÈME jour d'AVRIL 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 3 février 1992 77932

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-02-021850-909
705-18-000139-911

LES IMMEUBLES AHUNTSIC REALTIES INC., partie demanderesse, contre FULGENCIA SAAVEDRA et GERMAIN SAAVEDRA, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de L'Assomption, mis en cause.

Une terre située à Saint-Lin, connue, désignée et composée comme étant les lots originaires numéros deux cent un, deux cent deux et deux cent trois (lots 201, 202, 203), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, division d'enregistrement de L'Assomption; avec bâtisse dessus érigée, circonstances et dépendances, portant le numéro 1421, rang Rivière Sud à Saint-Lin. À distraire du lot numéro deux cent un (lot 201) dans sa partie sud, un lopin de terrain mesurant un arpent et demi (1 1/2 arp) de largeur sur un arpent et demi (1 1/2 arp) de profondeur, appartenant à Siméon Labrèche ou représentants et borné vers le sud par le lot numéro 168, vers le nord par partie du lot numéro 201, vers l'est par le lot numéro 203 et vers l'ouest par le lot numéro 200. Cette partie appartiendra, aujourd'hui, à Demetre Koinis (340201).

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette est fixé à la somme de 24 378,75 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, 300, rue Dorval, L'Assomption, le NEUVIÈME jour d'AVRIL 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAÉTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 3 février 1992 77934

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-02-002175-909
705-18-000120-911

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZÉNON, partie demanderesse, contre ANDRÉ LEPAGE, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Berthier, mis en cause.

« Un terrain situé sur chemin Brassard Nord à Saint-Zénon, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro vingt-quatre du Cinquième Rang (ptie 24, rg 5) au cadastre du canton de Provost, mesurant en largeur cent quatre-vingt-quinze pieds (195 pi) en front, sur le chemin Brassard, par une profondeur de deux cent cinquante pieds (250 pi) et borné comme suit : en front par le chemin Brassard Nord, en profondeur par une partie du lot 24, propriété de Anna Robillard Chartrand ou représentants; d'un côté, au sud-est, partie par un chemin privé et partie par une partie du lot 24, propriété de Jacques Bergeron ou représentants; et de l'autre côté, au nord-ouest, par la partie du lot 24, propriété de Mme Monique Rivest ou représentants ».

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette est fixé à la somme de 1 014,00 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, 180, rue Champlain, Berthierville, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1992 à DOUZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAÉTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 4 février 1992 77933

Labelle

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec, chambre Civile — District de Labelle (Maniwaki)
No 565-02-000026-912
S. 560-18-000030-911

MUNICIPALITÉ DE DELÉAGE, R.R. 1, Maniwaki, QC, partie demanderesse, contre CLAUDE MERCIER, 358, rue Giroux, Gatineau, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, QC, J9E 2J7, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante :

« Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot trente-cinq (ptie 35), rang Un (rg 1), canton de Kensington, division d'enregistrement de Gatineau, mesurant soixante pieds (60 pi) de largeur en front sur le chemin public sur une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds (95 pi) et bornée comme suit : au sud par une autre partie du même lot, étant la propriété de Venant St-Amour ou représentants, telle que plus au long décrite aux termes d'un acte de vente par Henri-Claude Aumond audit Venant St-Amour, reçu devant Cléo Vaillancourt, notaire, sous le numéro 13944 de ses minutes dont copie enregistrée au bureau d'enregistrement de Gatineau, le 9 juillet mil neuf cent soixante-treize, sous le numéro 110806, à l'ouest par un chemin public, au nord et à l'est par d'autre parties du même lot, étant la propriété d'Henri-Claude Aumond ou représentants. Tel que le tout se trouve actuellement; avec bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances.

Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trente-quatre B (ptie lot 34B) dans le rang Un (rg 1), au cadastre officiel du canton de Kensington, division d'enregistrement de Gatineau. Ladite partie mesure cent soixante pieds (160 pi) de largeur en front sur le boulevard Déléage, cent soixante-dix pieds (170 pi) à l'arrière, cent cinquante-quatre pieds et dix centièmes (154,10 pi) de profondeur sur son côté ouest et quatre-vingt-dix-huit pieds et treize centièmes (98,13 pi) de profondeur sur son côté est. Bornée au nord par un ruisseau, au sud par le boulevard Déléage, à l'est et à l'ouest par partie du même lot, propriété de Zéphirin Dufour ou représentants.

Tel que le tout se trouve présentement, avec bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant affecter ledit immeubles. »

La mise à prix est fixée à 1 600,00 $ soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, QC, J9E 2J7, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1992 à ONZE heures.

La shérif adjointe,
FRANCE GOUGEON

Bureau du shérif
Cour supérieure
Mont-Laurier, le 7 février 1992 78002

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec, chambre Civile — District de Labelle (Maniwaki)
No 565-02-000075-919
S. 560-18-000033-915

VILLE DE MANIWAKI, 186, rue Principale Sud, Maniwaki QC, partie demanderesse, contre CLAUDE MERCIER, 358, rue Giroux, Gatineau, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, QC, J9E 2J7, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante:

« Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot cent vingt-trois (lot 123), rang Front-Rivière-Gatineau dans le canton de Maniwaki, division d'enregistrement de Gatineau. »

La mise à prix est fixée à 2 652,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, QC, J9E 2J7, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1992 à TREIZE heures.

La shérif adjointe,
FRANCE GOUGEON

Bureau du shérif
Cour supérieure
Mont-Laurier, le 7 février 1992 78001

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-000389-914

BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Toronto et son bureau principal au 1155, boulevard René-Lévesque Ouest, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre CARROSSERIE D'AUTOS ROBERT D. INC., corps politique dûment incorporé, faisant affaires antérieurement au 11507, 6e Avenue à Montréal, dit district et maintenant d'adresse inconnue, et MARIELLE DESMARAIS et ROBERT DESMARAIS, tous deux domiciliés et résidant au 6900, boulevard Gouin, appartement 1001 à Montréal, maintenant d'adresse inconnue, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un terrain vacant ayant front sur la Sixième Avenue à Montréal, quartier Rivière-des-Prairies, connu et désigné comme étant les lots numéros neuf cent soixante-trois et neuf cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante (160-963 et 964), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rivière-des-Prairies, division d'enregistrement de Montréal. »

La mise à prix a été fixée à 5 000,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 février 1992 78007

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-000428-910

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1981, avenue McGill College à Montréal, partie demanderesse, contre DAME CLAUDETTE ALTHOT, anciennement résidant et domiciliée au 54, rue D'Ostende à Laval et maintenant de lieux inconnus, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un immeuble ayant front sur la rue Chapleau en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux A (2A-37); aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte-de-la-Visitation, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus érigée, portant les numéros 4543 à 4547, rue Chapleau à Montréal, circonstances et dépendances. Sujet à une servitude de vue aux termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 4115355. Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve. »

La mise à prix a été fixée à 41 800,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1992 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 11 février 1992 78005

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-014882-904

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1981, avenue McGill College, 16e étage, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre GENE VENDETTE, résidant et domicilié au 3585, rue De Rouen, appartement 3, ville et district de Montréal, et JEAN-MARC DAMOURS, résidant et domicilié anciennement au 5810-A, boulevard L'Assomption, Montréal et présentement au 1913, rue Fullum, ville et district de Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Bourbonnière à Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (18-96), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga; avec les bâtisses y érigées et notamment celle portant les numéros 1452, 1454 et 1456 de ladite avenue Bourbonnière, dont le mur sud-est est mitoyen. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve, avec et sujet à une servitude de vue réciproque sur et en faveur de l'emplacement adjacent au sud-est, telle qu'établie en vertu de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 3471349. Aussi sujet à la servitude enregistrée à Montréal sous le numéro 3875767. »

La mise à prix a été fixée à 24 450,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjucataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1992 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 février 1992 78006

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-013143-902

BANQUE NATIONALE DE GRÈCE (Canada), partie demanderesse, contre IMMEUBLES MILLE-ÎLES INC. et GEORGES BODNAR, a/s Me Normand Duval, parties défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Mousseau à Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent (400-844), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe, division d'enregistrement de Montréal; avec la bâtisse dessus construite, portant les numéros 2307 à 2315, rue Mousseau en la ville de Montréal, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeubles. »

La mise à prix a été fixée à 33 000,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjucataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 février 1992 78008

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-004652-911

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant sont siège social au 500, place d'Armes, 9e étage, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre RENÉ CLOUTIER, domicilié et résidant au 3370, De Léry, ville et district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Logan en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant partie du lot originaire numéro huit cent cinquante-trois (ptie 853), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, bureau de la division d'enregistrement de Montréal. Ladite partie bornée vers le sud-est

par la rue Logan, vers le nord-ouest par le lot 855, vers le nord-est par parties de lot 852 et 856 et vers le sud-ouest par partie du lot 853, tous dudit cadastre. Mesurant, ladite partie, au sud-est et au nord-ouest, vingt-cinq pieds et cinq dixièmes de pied (25,5 pi) et au nord-est et au sud-ouest, quatre-vingt-quinze pieds (95 pi) selon les titres et quatre-vingt-seize pieds et vingt-sept centièmes de pied (96,27 pi) selon l'occupation, le tout mesures anglaises et plus ou moins; avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment deux maisons portant les numéros 1673-1673A, 1675 et 1677 de la rue Logan, dont le mur latéral de la maison portant les numéro 1673 et 1673A est mitoyen en partie, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et sujet notamment à des servitudes de vue aux termes des actes enregistrés sous les numéros 3624079 et 3859854.

Selon le certificat de localisation préparé par Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, en date du 15 avril mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), sous la minute 7025, l'occupation exercée sur ledit emplacement diffère de celle indiquée au titre sans cause d'empiètement sur le lot voisin.

Il y a un empiètement de la bâtisse au 1675 et 1677, rue Logan et de son balcon au deuxième étage sur ladite rue Logan. Le prêteur déclare en avoir été avisé et accepté le tout, dégageant le débiteur et le notaire soussigné de toute responsabilité à cet effet.

Sans exception ni réserve.»

La mise à prix a été fixée à 44 500,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjucataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 11 février 1992 78004

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-010143-913

COMPAGNIE TRUST ROYAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social et son bureau principal au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, 22e étage, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre LE GROUPE IMMOBILIER LEBIRE INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 5199, rue Sherbrooke, bureau 2870, ville et district de Montréal, et STÉPHANE LEBIRE, résidant et domicilié au 6150, rue de l'Authion, ville d'Anjou *ET AL.*, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

«Un emplacement ayant front sur la rue Jean-Talon Est en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-quinze (475-131), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus construite et notamment celle portant le numéro 2457 de ladite rue Jean-Talon Est à Montréal. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve d'aucune sorte et notamment sujet aux servitudes enregistrées à Montréal, sous les numéros 3831621, 3710609, 3553190.»

La mise à prix est fixée à 82 200,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le TRENTIÈME jour de MARS 1992 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 11 février 1992 78003

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-009404-912

LA SOCIÉTÉ CANADA TRUST, 999, boulevard de Maisonneuve Ouest, Montréal, partie demanderesse, contre 145071 CANADA INC., 3975, du Havre, Chomedey, Laval, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, mis en cause.

«Un emplacement ayant front sur la Soixante et Onzième Avenue en la ville de Laval, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-huit (188-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, division d'enregistrement de Laval. (Terrain vacant)

Ainsi que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve et sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec enregistrée à Laval sous les numéro 66429 et 49445.»

La mise à prix a été fixée à 44 800,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, Laval, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 février 1992 78009

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001595-904
S. 200-18-000011-922

COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal et un bureau au 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy, QC, demanderesse, contre BRIAN COLLINS ET LYSE TALBOT, domiciliés et résidant au 183, rue Montcalm, Sainte-Catherine, comté de Portneuf, QC, défendeurs.

«Un immeuble connu et désigné comme étant formé des lots suivants, à savoir:

1. La subdivision trois du lot originaire trois cent soixante-neuf (369-3) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, division d'enregistrement de Portneuf;

2. Une partie du lot originaire trois cent soixante-neuf (369 ptie) du susdit cadastre, de figure régulière, mesurant deux cents pieds (200 pi) dans ses lignes sud et nord par cent cinquante pieds (150 pi) dans ses lignes sud-ouest et nord-est et bornée comme suit: au nord par une autre partie du lot 369, au nord-est par une autre partie du lot 369, au sud par le lot 369-3 et au sud-ouest par le lot 368, tous du susdit cadastre;

Avec bâtisse dessus construite, portant le numéro d'immeuble 183, rue Montcalm, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, QC, circonstances et dépendances.

Sujet ledit immeuble à toutes les servitudes actives et passives pouvant l'affecter et plus spécialement sujet à toutes les servitudes d'utilité publique.»

La mise à prix est fixée à vingt-quatre mille quatre-vingt-un dollars et soixante-quinze cents (24 081,75 $), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication. Cette vente est faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, 185, route 138, Cap-Santé, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 22 février 1992 78019

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000350-921
C.Q.Q. 200-02-006755-914
S. 200-18-000002-921

MUNICIPALITÉ DE LAC-SAINT-CHARLES, demanderesse, contre GESTION G. NOLIN INC., ayant eu sa dernière adresse connue au 1017, de l'Église, Saint-Jean-Chrysostôme, G6Z 2P3, et n'ayant aucun autre domicile connu, défenderesse.

«Un immeuble situé en la municipalité du Lac-Saint-Charles, connu et désigné comme étant la subdivision cinquante-huit du lot originaire numéro mille trois cent quatre-vingt-sept (1387-58) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, division d'enregistrement de Québec, sans bâtisse, avec circonstances et dépendances.»

La mise à prix est fixée à trente-deux dollars et cinquante cents (32,50 $), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication. Cette vente est faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, bureau RC-32, Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 22 février 1992 78017

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000351-929
C.Q.Q. 200-02-008307-912
S. 200-18-000012-920

POISSANT THIBAULT-PEAT MARWICK THORNE ET ASS., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 925, chemin Saint-Louis, local 400, Québec, G1S 4W6, district de Québec, demanderesse, contre CENTRE DE NEIGE L'ÉPERON INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 506, chemin Tour du Lac, case postale 828, Lac-Beauport, G0A 2C0, district de Québec, défenderesse.

« Un certain terrain connu et désigné comme étant la subdivision trois du lot originaire numéro soixante-deux (62-3) du cadastre de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac-Beauport, division d'enregistrement de Québec. Le tout sans bâtisse. Sujet ledit immeuble à toutes les servitudes d'utilité publique. »

La mise à prix est fixée à quatre mille quatre cent onze dollars et dix-huit cents (4 411,18 $), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication. Cette vente est faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, bureau RC-32, Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1992 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 22 février 1992 78018

Rimouski

Saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rimouski
Nos 200-05-001999-916
100-18-000028-910

COMPAGNIE TRUST ROYAL, corporation légalement constituée, ayant sont siège social à Montréal et un bureau au 1122, chemin Saint-Louis, Sillery, district de Québec, partie demanderesse, contre JEAN-CLAUDE GAGNÉ, résidant et domicilié au 55, Queen Street East, Alliston, Ontario, et RICHARD PLOURDE, résidant et domicilié au 77, Snowwood Court, Downsview, Ontario, et DIANE TYNES, résidant et domiciliée au 77, Snowwood Court, Downsview, Ontario, et AILEEN LESLIE, résidant et domicilié au 55, Queen Street East, Alliston, Ontario, défendeurs conjoints et solidaires, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rimouski, 337, rue Moreault, local SS.04, ville et district de Rimouski, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision six du lot originaire cent cinquante-quatre (lot 154-6) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait à l'ordre du shérif du district de Rimouski, conformément à l'article 670*e* du Code de procédure civile, est fixé à 34 800,00 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Rimouski, 337, rue Moreault, SS.04, Rimouski, le MERCREDI PREMIER jour d'AVRIL 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
JEAN-LOUIS LEBREUX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rimouski, le 3 février 1992 77928

Saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rimouski
Nos 200-05-001998-918
100-18-000027-912

COMPAGNIE TRUST ROYAL, corporation légalement constituée, ayant sont siège social à Montréal et un bureau au 1122, chemin Saint-Louis, Sillery, district de Québec, partie demanderesse, contre JEAN-CLAUDE GAGNÉ, résidant et domicilié au 55, Queen Street East, Alliston, Ontario, et RICHARD PLOURDE, résidant et domicilié au 77, Snowwood Court, Downsview, Ontario, et DIANE TYNES, résidant et domiciliée au 77, Snowwood Court, Downsview, Ontario, et AILEEN LESLIE, résidant et domicilié au 55, Queen Street East, Alliston, Ontario, défendeurs conjoints et solidaires, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rimouski, 337, rue Moreault, local SS.04, ville et district de Rimouski, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision huit du lot originaire cent cinquante-quatre (lot 154-8) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait à l'ordre du shérif du district de Rimouski, conformément à l'article 670*e* du Code de procédure civile, est fixé à 34 800,00 $, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Rimouski, 337, rue Moreault, SS.04, Rimouski, le MERCREDI PREMIER jour d'AVRIL 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
JEAN-LOUIS LEBREUX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rimouski, le 3 février 1992 77929

Trois-Rivières

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Trois-Rivières
No 400-05-000151-911
S. 400-18-000030-910

CAISSE POPULAIRE DE TROIS-RIVÈRES, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 1200, rue Royale, Trois-Rivières, QC, district de Trois-Rivières, G9A 5K2, demanderesse, contre 2734-5768 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 50, boulevard Crémazie Ouest en les ville et district de Montréal, QC, et CLÉMENT BLAIS, domicilié et résidant au 921, rue Hartland, Outremont, QC, district de Montréal, H2V 2X9, défendeurs, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, mis en cause.

« Un emplacement situé sur la rue Sainte-Ursule en la ville de Trois-Rivières, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Trois-Rivières, division d'enregistrement de Trois-Rivières, comme étant composé de :

a) la totalité du lot numéro mille sept cent soixante et onze (1771) des susdits plan et livre de renvoi officiels ;

b) la subdivision numéro un du lot originaire numéro mille sept cent soixante-douze (1772-1) des susdits plan et livre de renvoi officiels ;

c) la subdivision numéro un du lot originaire numéro mille huit cent trente-deux (1832-1) des susdits plan et livre de renvoi officiels ;

d) la subdivision numéro un du lot originaire numéro deux mille trois cent cinquante-deux (2352-1) des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Le tout avec maison à vingt-trois (23) logements dessus construite, portant le numéro d'immeuble 775, rue Sainte-Ursule, Trois-Rivières, circonstances et dépendances, ledit immeuble comprenant tous les meubles meublants et effets immobiliers servant à garnir et meubler les appartements de l'immeuble hypothéqué ci-dessus et appartenant à l'emprunteur, lesquels, vu leur résiliation, sont devenus immeuble par destination. »

La mise à prix a été fixée à cent seize mille six cents dollars (116 600,00 $), représentant 25 % de l'évaluation municipale, majorée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, 878, de Tonnancourt, Trois-Rivières, le MARDI VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1992 à DIX heures.

La shérif adjointe,
LOUISE ATTALA

Bureau du shérif
Cour supérieure
Trois-Rivières, le 11 février 1992 78010

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Trois-Rivières
No 400-05-000053-927
S. 400-18-000033-914

VILLE DE NICOLET, corps politique dûment incorporé, ayant un bureau au 180, rue Panet, Nicolet, J0G 1E0, district de Trois-Rivières, demanderesse, contre HENRI VALLIÈRES INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 190, rue Beaubien, Nicolet, J0G 1E0, district de Trois-Rivières, défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Nicolet, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Nicolet, ayant front sur la rue Beaubien, connu et désigné comme suit :

Le lot sept cent trente-six (736), de figure irrégulière, borné vers le nord-est par le lot ou les parties de lot 367-1-2-7, 367-1-2-7, 367-1-2-1, 367-1-6-3, 367-1-6-3, 367-15-2-2, 367-1-4-1-2, 367-20, 367-23, au nord-ouest par les lots ou parties de lot 369-5, 369-2-3, 369-2-4, 369-2-5, 369-2-6, 369-2-7, 369-2-8, 369-2-9, 369-2-30-2, 369-2-29, 367-6-2, borné au nord par parties du lot 367-1-2-7, borné au sud-est par les lots 367-20, 367-1-3, 367-1-4-2, 367-9-1, 367-4, et ptie 367-2, borné au sud-ouest par les lots ou parties de lot 254, 252-1-1, 367-1-4-2, 367-9-1, 367-7-2, 367-7-1, 367-5, ptie des lots 367-6-1-2, 367-6-2, 367-4, 367-2-1, ptie 367-2 et 250-2-2, le tout conformément et plus amplement décrit au livre de renvoi officiel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, division d'enregistrement deux (2) de Nicolet. »

La mise à prix a été fixée à cent soixante-dix mille cent quatre-vingt-dix dollars et quatre-vingts sous (170 190,80 $), représentant 25 % de l'évaluation municipale, majorée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Nicolet, 395, Mgr-Courchesne, Nicolet, le MARDI TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1992 à ONZE heures.

La shérif adjointe,
LOUISE ATTALA

Bureau du shérif
Cour supérieure
Trois-Rivières, le 11 février 1992 78012

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Trois-Rivières
Nos 400-05-000055-922
S. 400-18-000032-916

VILLE DE NICOLET, corps politique dûment incorporé, ayant son bureau au 180, rue Panet, Nicolet, J0G 1E0, district de Trois-Rivières, demanderesse, contre ROLAND MONTEMBEAULT, domicilié et résidant au 517, rue Gravel, Nicolet, J0G 1E0, district de Trois-Rivières, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Nicolet, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Nicolet, ayant front sur la rue Gravel, connu et désigné comme suit :

a) Le lot numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-treize (173-1-39), borné au sud-est par le lot 173-1-32 (rue Gravel), au sud-ouest par le lot 173-1-40, au nord-ouest par le lot 174-1-25-P et au nord-est par le lot 173-1-38; mesurant soixante (60 pi) pieds de largeur par une profondeur de cent vingt-sept (127 pi) pieds; contenant en superficie sept mille six cent vingt pieds carrés, mesures anglaises, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, division d'enregistrement deux (2) de Nicolet.

b) Le lot numéro quarante de la subdivision officielle du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire cent soixante-treize (173-1-40), borné au sud-est par le lot 173-1-32 (rue Gravel), au sud-ouest par le lot 173-1-41, au nord-ouest par le lot 174-1-25-P et au nord-est par le lot 173-1-39; mesurant soixante (60 pi) pieds de largeur par une profondeur de cent vingt-sept (127 pi) pieds; contenant en superficie sept mille six cent vingt pieds carrés, mesures anglaises, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, division d'enregistrement deux (2) de Nicolet.

La mise à prix a été fixée à cinq mille sept cent cinquante-sept dollars et soixante-dix sous (5 757,70 $), représentant 25 % de l'évaluation municipale, majorée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Nicolet, 295, Mgr-Courchesne, Nicolet, le MARDI TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1992 à DIX heures.

La shérif adjointe,
LOUISE ATTALA

Bureau du shérif
Cour supérieure
Trois-Rivières, le 11 février 1992 78011

Ventes pour taxes

Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu

Avis public est, par les présentes, donné par le secrétaire-trésorier, que l'avis et la liste des immeubles à être vendus le 12 mars 1992, pour défaut de paiement de taxes, ont été publiés au journal « L'ŒIL RÉGIONAL », aux éditions des 18 et 25 janvier 1992, et ce, conformément à l'article 1027 du Code municipal.

Beloeil, le 31 janvier 1992

Le secrétaire-trésorier,
77959 PIERRE BÉLANGER

Municipalité régionale de comté des Moulins

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Daniel Pilon, secrétaire-trésorier, que la liste des immeubles à être vendus pour défaut de paiement des taxes pour l'année 1991 pour la corporation municipale de La Plaine, a été publiée dans l'hebdomadaire « Le Trait d'Union » le 15 janvier et le 22 janvier 1992.

Terrebonne, le 3 février 1992

Le secrétaire-trésorier,
77974 DANIEL PILON

Municipalité régionale de comté de Témiscouata

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité régionale de comté, que les publications de l'avis et de la liste des immeubles à être vendus le 12 mars 1992 pour défaut de paiement de taxes ont été publiés au journal « Le Touladi » aux éditions des 20 et 27 janvier 1992 conformément à l'article 1027 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1).

Notre-Dame-du-Lac, le 31 janvier 1992

Le secértaire-trésorier,
77926 JEAN-PIERRE LAPLANTE

Ville de Buckingham

Avis est donné par le soussigné, greffier de la ville de Buckingham, que les avis prévus, au premier alinéa de l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, relatifs à la vente des immeubles pour défaut de paiement des taxes ont été publiés respectivement :

1re fois	Date
— Le Bulletin	92 02 03
— The West Quebec Post	92 02 05
2e fois	
— Le Bulletin	92 02 10
— The West Quebec Post	92 02 12

Buckingham, le 13 février 1992

Le greffier,
78029 SERGE GAUTHIER

Ville de New Richmond

Avis est, par la présente, donné par Line Cormier, greffière de la corporation municipale de New Richmond, que la liste des immeubles vendus à l'enchère publique à l'hôtel de ville de New Richmond le 20 février 1992 à 10 h, pour défaut de paiement des taxes municipales, a été publiée au « Journal Chaleurs » les 27 janvier et 3 février 1992.

New Richmond, le 3 février 1992

La greffière,
LINE CORMIER

77923

Erratum

COMITÉ COORDINATION LOISIRS PAROISSIAUX DE SHAWINIGAN INC.

Dans l'avis de changement de dénomination sociale publié le 1er février 1992, à la page 350, le nouveau nom de la première dénomination sociale aurait dû se lire: « COMITÉ COORDINATION LOISIRS PAROISSIAUX DE SHAWINIGAN INC. »

3501

Compagnie Montréal Trust c. Singer *et al.*

Dans l'avis de vente publié le 8 février 1992 à la page 468, remplacer, dans la quatrième ligne de la description, les mots « quartier Sainte-Marie » par « quartier Sainte-Anne ».

3501

Déclarations des compagnies et sociétés – Loi sur les

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes a consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ASKA II	1988 12 22	1600, rue de Lorimier, local 272, Montréal, QC, H2K 3W5	1992 01 23
LES FILMS CINAR XVII, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE *CINAR FILMS XVII AND COMPANY, LIMITED*	1990 12 21	1207, rue Saint-André, Montréal, QC, H2L 3S8	1992 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE « THE PIANIST »	1988 12 22	1600, rue de Lorimier local 272, Montréal, QC, H2K 3W5	1992 01 23

Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Montréal,

VIVRE DE LA CRÉATION MUSICALE

Voici un guide pratique qui permettra à l'auteur-compositeur d'avoir une vue d'ensemble du droit et des pratiques commerciales entourant l'exploitation de ses oeuvres et la gestion de ses droits.

Vivre de la création musicale propose de faire un survol de la Loi sur le droit d'auteur, l'outil législatif de base en matière de droit d'auteur. On y aborde les principes généraux applicables à tous les contrats ainsi que les règles particulières régissant ceux-ci dans le domaine de l'édition musicale. Le guide contient aussi une énumération sommaire des programmes de subventions et d'aide à la création s'adressant aux auteurs-compositeurs.

Vivre de la création musicale
Ministère des Affaires culturelles
1991, 92 pages
EOQ 2-551-14275-X

9,95 $

En vente dans nos librairies, chez nos concessionnaires et chez votre libraire habituel.

UN OUVRAGE QUI JETTERA UN PEU DE LUMIÈRE SUR L'AUTRE CÔTÉ DE LA MÉDAILLE DE LA CRÉATION

Commande postale
Les Publications du Québec
Case postale 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Vente et information
(418) 643-5150
(Sans frais) 1 800 463-2100
Télécopieur : (418) 643-6177

COMMANDE POSTALE

Nom : _____ No compte client : _____

Adresse _____

Ville : _____ Code postal : _____ Téléphone : ( )

Quant.	Code	Titre	Prix unitaire	Total
	EOQ 2-551-14275-X	**Vivre de la création musicale**	**9,95 $**	
			Somme partielle	
			TPS 7 %	
			Total	

Cartes de crédit acceptées ☐ VISA ☐ MasterCard

Numéro : _____

Date d'échéance : _____

Banque : _____

Nom du titulaire : _____

Signature : _____

Important :

Paiement par chèque ou mandat-poste à l'ordre de « Les Publications du Québec »

Prix et conditions de vente modifiables sans préavis

Les prix indiqués sont établis en dollars canadiens

Québec

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

Canada Post Postage paid / Postes Canada Port payé
First class / Première classe
Permis No. 3222
Québec, QC

Éditeur officiel
Québec